

● correspondance de presse internationale

inprecor

Août-Septembre 2001 - n° 461/462

INPRECOR

Prix : 50 FF / 310 BEF / 12 CHF / 7,62 €

Le mouvement contre la mondialisation capitaliste après Gênes



- LA GAUCHE LATINO-AMÉRICAINNE À LA RECHERCHE D'UN MODÈLE
- BRÉSIL : Débats de Démocratie Socialiste et du Parti des Travailleurs
- ARGENTINE : Crise de domination et essor du mouvement social
- AUSTRALIE : Les premiers pas de l'Alliance socialiste
- HISTOIRE : Khrouchtchev - destalinisation et continuité

ETUDE : Spécificités techniques de la production capitaliste

Contre la mondialisation capitaliste

| | | |
|--|--------------------|----|
| Après Gênes | François Vercammen | 3 |
| Quelques éléments pour la discussion après Gênes | Christophe Aguiton | 11 |
| Un cycle nouveau de la politique italienne | Salvatore Cannavò | 14 |
| Appel de la 1 ^{ère} rencontre internationale des mouvements sociaux | document | 15 |

Lectures : lire la mondialisation

| | | |
|---|--------------|----|
| Christophe Aguiton, <i>Le monde nous appartient</i> | Michael Löwy | 16 |
|---|--------------|----|

Jeunesse

| | | |
|--|-----------------|----|
| A l'issue de Gênes, le 18 ^e Camp international de jeunes révolutionnaires | Penelope Duggan | 17 |
|--|-----------------|----|

Amérique latine

| | | |
|---|-----------------|----|
| La gauche latino-américaine à la recherche d'un modèle alternatif | Ernesto Herrera | 19 |
| L'abîme entre les illusions et les effets de la ZLEA | Claudio Katz | 23 |

Argentine

| | | |
|---|----------------|----|
| Crise de domination et réorganisation du mouvement social | Eduardo Lucita | 27 |
| Assemblée nationale des " Piqueteros " | E. L. | 29 |

Brésil

| | | |
|--|-----------------------|----|
| Les débats de la VI ^e Conférence de Démocratie Socialiste | João Machado | 30 |
| Raul Pont, candidat à la présidence du Parti des Travailleurs | document | 33 |
| Un autre monde est possible, un autre Brésil est urgent ! | Thèses de la liste DS | 34 |

Belgique

| | | |
|-------------------------|-----------|----|
| Vers un dégel POS-PTB ? | BP du POS | 38 |
|-------------------------|-----------|----|

Australie

| | | |
|---|------------|----|
| Le congrès historique de l'Alliance socialiste | John Tully | 39 |
| Les réfugiés du MS Tampa ou la croisade raciste du gouvernement | John Tully | 40 |

Histoire

| | | |
|--|---------------------|----|
| Nikita Khrouchtchev : la destalinisation et la continuité bureaucratique | Jean-Michel Krivine | 42 |
|--|---------------------|----|

ÉTUDE - ÉCOLOGIE - DÉBAT

| | | |
|--|-----------------|----|
| Spécificités techniques de la production capitaliste | François Iselin | 45 |
|--|-----------------|----|

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source. Editée par la PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECEI, BP 85,
75522 PARIS Cedex 11, France.
Tél. : 33/0 1 49 28 54 88
Fax : 33/0 1 49 28 54 87
E-mail :

100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

L'ARME DE LA CRITIQUE
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES. X. MARK

Librairie La Brèche
27, rue Taine 75012 Paris
tél : 01 49 28 52 44
e-mail :
labreche@libertysurf.fr

Vente par correspondance
Paris, province, étranger :
envoi gratuit

<http://www.la-breche.com>

La Librairie La Brèche a déménagé

Nouvelle adresse :

27, rue Taine
75012 Paris
métro : Daumesnil

tél : 33/0 1 49 28 52 44
fax : 33/0 1 49 28 52 43

Abonnement

(11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord 190 FF (6 mois) 360 FF (1 an)
- Autres destinations 240 FF (6 mois) 460 FF (1 an)
- **PLI FERMÉ (toutes destinations)** 300 FF (6 mois) 580 FF (1 an)
- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois)
- **Institutions** (lecteurs multiples, toutes destinations; 600 FF, 1 an)
- **Abonnement de soutien** (à partir de 400 FF, 1 an)
- **Découvrir *Inprecor*** (réservé aux nouveaux abonné(e)s; 75 FF, 3 mois)
- **Lecteurs solidaires** (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer; 150 FF)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Tél./Fax/E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECEI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

Après Gênes

Par
François Vercammen*

La bataille de Gênes rentrera dans l'histoire sociale. Elle a envoyé une onde de choc à travers toutes les sphères politiques ; grâce à la télévision, elle a pénétré dans les foyers les plus modestes et dans les recoins les plus éloignés de la planète. Une vraie « poussée de mondialisation » !

Le résultat final — provisoire — ne fait pas de doute : une lourde défaite morale-symbolique pour les gouvernements de l'impérialisme réunis ; le gouvernement



Berlusconi sur la défensive, lui qui voulait mater le mouvement, a donné un coup de fouet à la remobilisation des travailleurs et de la jeunesse. Et surtout, une nouvelle génération politique s'est levée dans la « contestation du système » à l'échelle internationale.

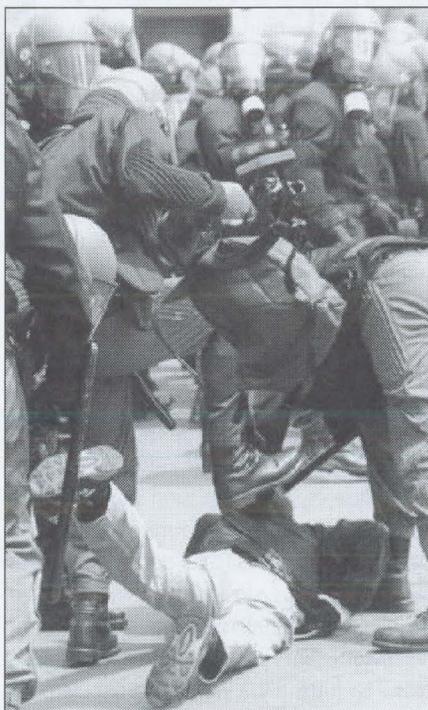
Le climat politique-idéologique change : une nouvelle période de reconstruction du mouvement des exploitée(e)s et opprimé(e)s s'ouvre, alors que l'offensive capitaliste se poursuivra en force, tirant partie de l'économie mondiale qui entre en récession.

L'espoir se trouve du côté du mouvement. Celui-ci en sort renforcé à tous les niveaux, il connaîtra une nouvelle extension géographique et amplifiera son influence dans la société, il s'impose désormais dans le débat politique. Mais, perturber une réunion des institutions impérialistes est une chose, empêcher leur fonctionnement, voire « arrêter » la mondialisation capitaliste en est une autre. Du coup, plus vite et plus fortement

qu'on ne l'aura pensé, le débat stratégique, programmatique et tactique s'ouvrira au sein du mouvement. Ayant brisé le climat de résignation, recréé l'espoir en « un monde meilleur », revigoré la lutte du prolétariat, ce nouveau mouvement est désormais engagé dans une dialectique complexe avec le mouvement ouvrier et populaire « réel ». Il est devenu un enjeu pour toutes les forces conservatrices du capitalisme : patrons, gouvernements, appareils bureaucratiques sociaux-démocrates. De par ses nouvelles responsabilités, il devra élargir ses analyses et préciser ses propositions. La victoire à Gênes a ouvert une nouvelle phase dans la lutte de classe.

Une victoire hautement symbolique

C'est la classe dominante, et singulièrement celle des États-Unis, qui a monté en épingle le rôle du G7 (les sept « grands pays » impérialistes : États-Unis, Canada, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie). Ce qui au départ avait été une



réunion relativement discrète et pratique (en 1975, des grandes puissances capitalistes s'étaient réunies pour la première fois afin de maîtriser la première grande crise monétaire de l'après-guerre) s'est transformé en une tentative d'imposer un leadership international puissant qui veille sur elles et sur la planète. Gênes fut l'exemple parfait de cette « montée en puissance »

Ces faits anecdotiques renvoient à un constat fondamental : créer des institutions « étatiques » mondiales est une tâche gigantesque pour les classes dominantes du capitalisme mondialisé. Celles-ci se heurtent à des obstacles considérables pour mettre en place des institutions « étatiques » mondiales. Les contradictions entre elles sont trop fortes, les « nouvelles » institutions manquent de toute légitimité populaire au départ (1)

Pour contourner la difficulté, il y a d'abord eu la politique de l'ombre, et cette énormité que fut le projet de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) : imposer secrètement une protection universelle

* François Vercammen est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

1. Elles ne tombent pas toutes dans la même catégorie : l'ONU avec son Assemblée générale, ainsi qu'une série de ses « agences » sociales avaient acquis un crédit certain ; cela ne vaut pas pour la Banque Mondiale et encore moins pour le FMI, technocratique, qui empêchent tout écart par rapport à la politique néolibérale ; la situation de l'Union Européenne est plus ambiguë : c'est moins son manque de représentativité démocratique que sa politique antisociale qui est en question. La réunion du G7 en revanche représente sans aucun doute le maximum d'arrogance politique et symbolique — plus encore que le Conseil de sécurité de l'ONU.

Contre la mondialisation capitaliste

pour les investissements « étrangers », qui prévaudrait sur les lois des États nationaux ! Les odieux plans d'ajustement structurel imposés par le FMI aux pays en difficulté de paiements ont pu créer une illusion d'efficacité. Depuis les crises asiatique, russe, brésilienne et maintenant argentine, l'orientation politique du FMI se trouve dans une impasse totale. Le point le plus solide de cette armature institutionnelle fut, à défaut d'un « gouvernement » mondial, le G7 : les gouvernements des principaux pays impérialistes, sous l'égide des États-Unis (et la Russie, admise à la table pour certaines matières, transformant le G7 en G8).

La débandade à Gênes l'a démenti, ce fut une belle cacophonie. Du bricolage : inviter en dernière minute quelques chefs de gouvernements africains et asiatiques, pour « faire du tiers-mondisme ». De la « séduction » : les déclarations de Ruggiero, ministre italien des affaires étrangères, homme de la Fiat, qui expliquait avant le début des manifestations qu'il « partageait les mêmes objectifs ». Retournement brutal : Berlusconi qui retrouve la tonalité « vieux-fasciste » en clamant « qui manifeste contre le G7 est contre l'Occident » ! Le lendemain de l'assassinat de Carlo Giuliani, les mines défaits des grands chefs, et Chirac qui se positionne du côté des manifestants. Et « la totale » : les départs précipités et en ordre dispersé des membres de ce gouvernement mondial, quand les brutalisés et les torturés lors du « blitz » au siège du Genoa Social Forum (GSF) auront été diffusés par toutes les télévisions du monde...

Puis le summum de cynisme : créer un fonds d'aide contre le Sida. Non seulement la somme est dérisoire (2) mais en réalité, il ne s'agit même pas de nouvelles dépenses, mais simplement d'une réorganisation d'un budget déjà existant !

Quelle signification prendra la bataille de Gênes ? Son impact s'étalera dans le temps et il agira à différents niveaux selon les pays.

Il est difficile de « sonder les opinions publiques mondiales », mais ce qui restera (au-delà de la violence) c'est la bande des chefs super-puissants, isolés dans un bateau, entourés de barbelés et d'un « nouveau mur », assiégés par des centaines de milliers de manifestants — des vieux et des moins vieux, mais surtout des jeunes, venant de toute la planète, de toutes les tendances

2. Interpellant Berlusconi au Sénat, qui se vantait « des résultats positifs du sommet de Gênes », notre camarade Gigi Malabarba, à la tête du groupe du Parti de la refondation communiste (PRC) dans cette assemblée, lui lança à la figure : « ton fonds ne dépasse pas ce que tu as investi cette année dans ton club de football [AC Milan] ».

politiques progressistes, d'une impressionnante variété de mouvements, d'associations, de comités, etc. Une immense mobilisation de la jeunesse, généreuse, combative, internationaliste, qui exige « un autre monde ».



Meeting commun des organisations du GUE-NLG à Gênes. A la tribune Alain Krivine (LCR, France, au micro), Gigi Malabarba (PRC, Italie, debout) et Fausto Bertinotti (PRC, Italie, assis à droite). Et le cortège de la LCR (Photos A.L.)

Les maîtres du monde ont voulu cette bataille pour gagner l'opinion publique ; ils l'ont perdue. La tentative de valoriser et d'imposer une sorte de gouvernement mondial a échoué.

Ceci étant dit, on n'a pas arrêté « la mondialisation capitaliste » pour autant, ni même le fonctionnement de ces réunions politiques, technocratiques, financières. Le débat stratégique s'impose, par ce premier biais.

Bouleversement italien

En Italie, toute la société politique allait juger Berlusconi sur sa capacité à gérer la réunion du G7, lui qui fut chassé du gouvernement en 1994 parce qu'il n'avait pas su maintenir la paix civique. Ainsi, l'impact de « Gênes » s'est fait sentir dès avant le début des manifestations. On connaît le résultat. Un mois après, les suites de Gênes n'ont pas quitté un jour les médias : l'effet des brutalités policières, la commission parlementaire sur « les événements », la mise en question de certains ministres (celui de l'Intérieur), les rapports tendus du gouvernement italien avec certains gouvernements de l'UE dont les ressortissants ont été arbitrairement arrêtés... La lutte n'y a pas cessé depuis pour

organiser la solidarité. Sur le plan politique, le gouvernement, sur la défensive, est repassé à l'attaque, misant sur les lâchetés de la gauche ex-gouvernementale (Rutelli, une partie de la direction des DS, ex-PCI). Il vise à criminaliser le mouvement, à l'élargir à toute l'aire radicale (au-delà du « Black Block »). Il essaye d'impliquer « l'Olivier » dans une politique d'union sacrée (« bipartisane »). Et comme par hasard, des bombes explosent accompagnées de communiqués « signés Brigades Rouges ». Jouant sur les craintes des gens et le « sens de l'État » de la social-démocratie, Berlusconi vise ni plus ni moins à empêcher les mobilisations syndicales prévues pour l'automne !

La secousse de Gênes, traversant toute la société italienne, a du coup bouleversé le dispositif politique en Italie. Pas à cause des violences et de leurs suites, mais du fait de l'extraordinaire force politique qu'avait accumulée et mise en œuvre le Genoa Social Forum (GSF) et que Berlusconi avait totalement sous-estimée. De fait la bataille contre le G7 est devenue aussi une bataille contre le gouvernement Berlusconi et sa politique. C'est Berlusconi qui l'avait voulu, en ayant théâtralement érigé « son » sommet comme symbole de sa « maîtrise » en poli-



tique.

L'opposition qui a relevé le défi, ne fut pas la gauche ex-gouvernementale, ni la CGIL (le grand syndicat confédéral, membre de la Confédération européenne des syndicats, CES), mais une vaste alliance entre « le mouvement contre la mondialisation capitaliste », et des secteurs syndicaux importants dont certains étaient en lutte, ce qui a permis une extraordinaire mobilisation de la jeunesse étudiante, lycéenne, chômeuse ou précaire. Le GFS a montré une grande maturité politique, en soudant ses différents éléments, avec la spécificité de leurs revendications et modalités d'action, allant de secteurs importants de l'Église jusqu'aux courants socio-politiques très radicaux, en pas-

sant par la FIOM (la Centrale des Métallurgistes, dirigée par la gauche syndicale).

Ce qui fut le plus spectaculaire, ce fut la mobilisation « rouge » où la gauche radicale (sociale et politique), nationale et internationale, a joué un rôle déterminant. Cela s'explique largement par le rôle du Parti de la refondation communiste (PRC). Le contingent des Jeunesses Communistes du PRC fut impressionnant de combativité ; les fédérations du PRC offraient l'infrastructure de la mobilisation. Elles formaient un bon tiers de la grande manifestation qui réunit entre 200 000 et 250 000 personnes ! Fausto Bertinotti, dirigeant du PRC, a maintenu une ligne politique « digne » de la gauche radicale-pluraliste : entièrement dans le mouvement, il a montré un respect total pour l'autonomie de celui-ci ; il n'a pas cédé à la très forte pression pour défendre l'État bourgeois, sa stabilité, son droit à la répression, etc. ; il a compris la radicalisation de la jeunesse, sa culture politique, ses modes d'action... Le PRC se positionne comme le parti anticapitaliste et anti-impérialiste.

Le « mouvement anti-mondialisation » comme détonateur

L'apport le plus extraordinaire du mouvement contre la mondialisation capitaliste, d'une portée historique, c'est d'avoir brisé le sentiment de résignation et d'impuissance politique, qui avait envahi massivement les classes populaires et les cercles militants, et d'avoir rendu cohésion et perspective aux résistances qui n'avaient jamais cessé.

Après la défaite du prolétariat à l'échelle internationale, l'impasse semblait totale et durable : crise historique du mouvement ouvrier/populaire traditionnel et de ses courants dominants (social-démocratie, stalinisme, populisme anti-impérialiste), doute profond sur la perspective socialiste, quasi-disparition de la gauche révolutionnaire. On pouvait légitimement se poser la question jusqu'où ce raz-de-marée néolibéral irait. Et surtout : d'où pourrait venir l'étincelle, l'événement fondateur — fort, profond, à portée universelle, libérateur — pour casser les années de plomb des deux décennies de la fin du XX^e siècle. On connaît la réponse : c'est le « mouvement anti-mondialisation » !

Le constat est étonnant. Une fois encore, comme en « 68 », le détonateur est venu de l'extérieur du mouvement ouvrier traditionnel « historiquement constitué ». Et, à nouveau, il est lié à une nouvelle radicalisation de la jeunesse. A l'époque, ce fut une

explosion massive d'une combativité étudiante offensive dans des conditions de prospérité et d'optimisme, qui agissaient sur une classe ouvrière, dont la cohésion et la combativité — stérilisées par les encore puissants appareils des syndicats et partis socialistes ou communistes — se libéraient et devaient déboucher, dans certains pays, sur des grèves générales et des mobilisations populaires, voire des situations révolutionnaires ou semi-révolutionnaires. La révolution socialiste fut à l'ordre du jour. La jeunesse radicalisée en tira la conclusion qu'il fallait se lier à la classe ouvrière et construire de « nouveaux » partis marxistes et révolutionnaires.

Aujourd'hui tout est plus compliqué, plus difficile, plus fragile. D'abord, on continue à subir une offensive capitaliste ininterrompue et de grande ampleur. Ensuite, le mouvement ouvrier traditionnel, trente ans après 1968, a franchi plusieurs étapes dans sa dégénérescence. Il a désormais perdu toute velléité d'auto-émancipation et de contestation globale, de détermination et de fiabilité sur les revendications quotidiennes, d'aspirations larges dans la société (femmes, tiers-monde, guerre et paix, internationalisme, écologie...). Son attrait pour la jeunesse est à peu près égal à zéro. Finalement, depuis les années 1980, deux générations jeunes ont dû subir la « culture » néolibérale d'individualisme, d'anti-politisme, de consumérisme, de carriérisme..., avec la fascination pour les nouvelles technologies qui projettent un avenir excitant... mais virtuel. (3).

Le « mouvement contre la mondialisation capitaliste » naît, par « la négative », dans la douleur, sous le fouet d'une terrible régression à tous les niveaux (social, démocratique, humanitaire, individuel, communautaire...) et de l'abandon de ses aspirations par le mouvement ouvrier et populaire traditionnel, totalement aligné derrière la



politique néolibérale.

Sa percée n'a pu se faire qu'en rassemblant les conditions d'une renaissance militante, par un travail de fourmis, à contre-courant, dans l'isolement, à tâtons.

La percée à Seattle...

Le véritable défilé fut la « découverte » qu'une manifestation de masse, « déterminée », s'en prenant aux institutions internationales, pouvait mettre en difficulté le « fonctionnement » du capitalisme globalisé. Seattle était cela. Il y avait des précédents annonciateurs. En juin 1997, 50 000 manifestants des « Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions » occupaient les rues d'Amsterdam face au Sommet de l'Union Européenne. L'échec quasi-total de cette réunion, la brutalité policière « gratuite » et l'incurie totale de la Confédération Européenne des Syndicats en faisaient « soudainement » un événement mondial parce que CNN le diffusait sur toutes les télévisions du monde (4). La première « victoire » symbolique sur les instances de la mondialisation fut l'encercllement « pacifique » du siège parisien de l'OCDE, qui réussit à obliger le gouvernement français à abandonner un AMI (5), pratiquement inconnu.

Depuis la bataille à Seattle, cette nouvelle conscience d'avoir « prise » sur le cadre politique mondialisé, a ré-enclenché l'esprit offensif, la détermination militante, et par

3. Cela rappelle la situation idéologique d'après la défaite désastreuse de la Commune de Paris en 1871 : quand l'alternative fut : [s'accrocher à la perspective lointaine du socialisme ou [émigrer vers] l'Amérique.

4. Sans résultat tangible par ailleurs. Hors Europe, trop faible comme symbole de la mondialisation. En Europe même, l'UE s'est sentie obligée d'organiser, au Luxembourg, un « sommet » sur l'emploi et, partant, la CES une « manif » que « les Marches » ont imprégnée de leur dynamisme et leurs mots d'ordre. Mais — signe du rapport de forces toujours très défavorable — la coordination intergouvernementale sur l'emploi qui y fut décidée, est devenue un instrument de guerre néolibéral cont-

re le monde du travail.

5. Le projet de l'Accord Multilatéral sur les Investissements, visait à créer une législation internationale, prévalant sur celle des États nationaux, et libérant les investissements étrangers d'à peu près toutes les contraintes sociales et écologiques. Si les principales puissances impérialistes n'ont pu se mettre d'accord pour l'adopter, les États-Unis poursuivent la pression, intégrant ses chapitres dans les accords qu'ils imposent, l'ALENA (avec le Mexique et le Canada) et le projet de la Zone de Libre Échange des Amériques (ZLEA). Pour une analyse de l'AMI cf. Inprecor n° 423 d'avril 1998.

Contre la mondialisation capitaliste

tant, le processus d'accumulation de convictions politiques et d'engagements militants. Par l'Internet, cet esprit s'est très rapidement diffusé à l'échelle planétaire. Il a à la fois renforcé et multiplié les initiatives locales-nationales, et rassemblé, à chaque occasion « *globale* », les cadres des mouvements encore fragmentés et dispersés.

C'est aux États-Unis que la combinaison a eu lieu entre le début d'une radicalisation de la jeunesse et un mouvement syndical en dramatique perte de vitesse, qui s'était adressé, en 1995, au milieu étudiant pour l'aider à se réorganiser.

...et ses sources

Seattle ne tombe pas du ciel. Il y a eu un pré-Seattle. Il a fallu « *construire* » le mouvement par un travail de fourmis, dans la dispersion, jusqu'à ce que la force de la mondialisation du capitalisme impose une dynamique centripète à la multitude d'initiatives. Déjà des initiatives audacieuses avaient attiré l'attention de cercles plus larges à l'échelle internationale. Pêle-mêle : la spectaculaire commémoration de la Bastille en 1989 à Paris, où l'annulation de la dette du tiers-monde fut exigée, relayée ensuite par le CADTM belge ; le néo-zapatisme et ses conférences internationales dès 1994 ; l'initiative du Monde Diplomatique sur la taxe Tobin qui déboucha rapidement sur la constitution d'une organisation importante, ATTAC-France (6).

Plusieurs efforts peu spectaculaires ont pu préparer le terrain.

D'abord, il y a eu un travail d'élaboration intellectuelle (analyses, arguments, propositions alternatives). Il a donné un soubassement solide au mouvement, une grande confiance en soi aux militants, une autorité dans les médias, et finalement un esprit offensif contre les tenants du néolibé-

ralisme. N'oublions pas que celui-ci dominait massivement les universités, les médias, les écoles, les services d'étude et de formation du mouvement ouvrier traditionnel. Dès avant Seattle, par le nombre, la pluralité et la qualité de ce travail, « *le mouvement* » a pu se constituer en un courant d'opinion assez fort pour imposer aux idéologues néolibéraux un débat qui fut « *interdit* ». Son aspect extraordinaire c'est qu'il fut (et reste, pour le moment) bipolaire : aucun courant intermédiaire — social-démocrate par exemple — n'y est apparu. Les PS (et les PC gouvernementaux) n'ont toujours pas rattrapé ce retard qui les repousse à la marge, voire en dehors du mouvement. Cette victoire « *culturelle* » initiale n'est pas pour peu dans le déclenchement d'une dynamique militante offensive. C'est surtout en France qu'a eu lieu ce réengagement « *à gauche* » d'un courant intellectuel notable. A la base, il y a la lutte de classe du monde du travail : le mouvement de grève de l'hiver 1995 contre le gouvernement Juppé.

opérée avec les premiers « *engagés* » des générations plus jeunes — début d'une nouvelle radicalisation jeune à l'échelle planétaire. On n'explique pas autrement l'extraordinaire réussite de cette dynamique unitaire tellement fragile d'un mouvement aux apparences « *incohérentes et chaotiques* », selon les médias malveillants. Le Genoa Social Forum en est l'exemple le plus achevé.

Finalement, « *Seattle* » a été précédé par une activité croissante de campagnes, de colloques, de manifestations à l'occasion des réunions des institutions internationales. En s'arrimant à un nombre croissant de pays le « *mouvement international* » favorise, chaque fois, une participation accrue d'associations et d'organisations « *locales* », et solidifie les liens entre les noyaux actifs « *internationaux* ». Le « *mouvement contre la mondialisation (néolibérale ou capitaliste)* » est bel et bien organisé, à sa manière, en fonction de ses activités, selon ses propres modalités (7). La preuve fut fournie à Porto Alegre au Forum Social Mondial (janvier-



6. Cf. Christophe Aguiton, *Le monde nous appartient*, Plon, Paris 2001, qui dresse une image quasi complète du mouvement, son histoire, ses composantes, ses activités et constitue aussi une mine d'or de remarques politiques qui permettent de comprendre la dynamique particulière de cette mouvance.

7. Il faut donc distinguer « *le mouvement organisé* » des actions innombrables et anonymes que mènent les opprimé-e-s et exploité-e-s dans le monde entier pour défendre leurs conditions d'existence en se heurtant à la mondialisation capitaliste. Les deux éléments — le mouvement organisé et les actions — reposent sur la même base objective : l'internationalisation du système capitaliste. Celle-ci rend possible la rencontre entre les deux. C'est un objectif à atteindre pas encore réalisé. Confondre les deux serait exagérer la force actuelle du mouvement organisé, et sous-estimer ses exigences stratégiques et tactiques à résoudre.

Ensuite, il y a un facteur générationnel « *microsociologique* ». Vingt ans de dépolitisation, désidéologisation, démobilitation ont réussi à décourager la jeunesse de s'occuper de la chose publique, et détourné son énergie vers la sphère privée ou marchande. Ainsi, l'amorce du mouvement eut lieu grâce à la mince couche des « *rescapés de la génération 68* », forte et nombreuse à l'époque. Elle s'est réengagée mais dans un cadre organisationnel plus « *relaxé* » que l'organisation révolutionnaire qu'ils avaient connue auparavant. Saisissant cette « *deuxième chance* », ils y ont investi leur expérience, leur savoir, et leur savoir-faire. Dans ce cadre, plus convivial et moins contraignant, orienté vers quelques grandes questions de l'humanité, mêlant propositions pointues et débats théoriques et analytiques, la jonction s'est

février 2001) avec éclat, le Forum Économique Mondial de Davos (c'est-à-dire la *business class* mondiale réunie en villégiature) ayant provoqué le débat public à distance. « *Porto Alegre* » représente l'équivalent de Seattle, mais sur le plan de l'organisation. Il n'aurait jamais eu lieu pourtant sans l'enchaînement accéléré de rencontres « *fortes* » à Cologne (juin 1999), Bangkok (février 2000) et Genève (juin 2000). En cours de route, les premiers et véritables mouvements sociaux et syndicaux y ont adhéré (ATTAC-France où des syndicalistes importants participent, *Via Campesina*, la KCTU coréenne...).

Ces trois facteurs, avec leurs fragilités, ont donné la force suffisante pour passer, à Seattle, d'un mouvement d'opinion à un mouvement mobilisé capable de se battre

pour des objectifs pratiques-politiques. Mais on ne doit pas se cacher que nos réussites sont aussi dues aux faiblesses de notre ennemi, et cela malgré la force matérielle inouïe, dont il dispose.

Les contradictions accrues entre les trois grandes puissances (États-Unis, Union européenne, Japon) se développent plus librement depuis l'effondrement de l'URSS. La mondialisation du capitalisme dans sa forme actuelle est frappée d'une instabilité endémique à cause de la dérégulation (« libéralisation ») massive ainsi que du poids accru et de la volatilité du capital financier. Dans ce contexte, les organismes internationaux du Grand Capital, ont d'autant moins de crédibilité dans la population qu'ils assument la responsabilité pour la politique la plus antisociale depuis un demi-siècle. S'y sont ajoutées récemment : la politique internationale unilatérale du gouvernement Bush et l'inefficacité étalée du couple FMI/BM du point de vue capitaliste.

Il y avait quelque chose de totalement inédit à Gênes : la confrontation politique fut dépouillée de tout contenu concret. L'agenda du G7 ne valait pas un clou. Leur but fut de « tenir la réunion » et de médiatiser celle-ci, bref de s'imposer comme direction mondiale. Les manifestants contestaient cela, en bloc, tout en jetant tout l'acquis programmatique et revendicatif dans la balance. L'enjeu politique fut colossal : gagner les faveurs de l'opinion publique.

La contre-attaque de l'impérialisme

Depuis la bataille de Gênes, le problème de la violence est omniprésent dans les médias et dans les débats au sein du mouvement.

L'origine en est claire : à Seattle, le gouvernement américain a décidé de lancer une attaque exceptionnellement brutale (8), face à une tactique de désobéissance massive non-violente. Celle-ci s'était avérée très efficace : la réunion de l'OMC peinait à se réunir (et elle allait échouer sur les conflits internes entre grandes puissances). Depuis lors, les classes dominantes ont commencé à saisir la dimension du problème qui venait de naître (9). Connaissant l'instabilité systémique, le peu de légitimité du politique et l'affaiblissement du contrôle social sur les classes laborieuses, elles tiennent désormais compte de la possibilité d'explosions sociales de grande ampleur, de soulèvements urbains, de jacqueries dans les campagnes, etc. Seattle fut une très mauvaise surprise pour elles. La réaction immédiate est de mettre en place une tactique pour « étouffer

dans l'œuf » un mouvement contestataire « insaisissable » en absence des habituels interlocuteurs « fiables ».

Leur schéma stratégique consiste à disloquer le mouvement à court terme par une combinaison de deux éléments : la criminalisation de tous les courants politiquement radicaux (pas seulement les plus violents dans l'action) ; le dégageant et la cooptation des courants collaborationnistes (10), à l'image des dirigeants du mouvement ouvrier traditionnel, syndical et politique. Mais pour que la « collaboration de classe » puisse fonctionner, il faut au préalable détruire la radicalisation montante et déloger les courants anticapitalistes souvent à l'initiative et à la direction du mouvement. C'est difficile sans un revirement politique qui s'éloigne du néolibéralisme dominant et en l'absence de courants modérés solides. Ainsi, c'est la brutalisation qui prévaut.

Les violences à Prague furent de toute évidence un cas à part (ne fût-ce qu'à cause de l'appareil d'État issu de la bureaucratie stalinienne qui n'a jamais appris la riposte graduelle, et de la faible participation du mouvement ouvrier autochtone). A Nice, le gouvernement Jospin fut somme toute prudent — suspendant Schengen, faisant confiance aux bureaucraties syndicales. Göteborg, en revanche, fut la première tentative, préparée au sein de l'Union Européenne. La manifestation fut de masse et pacifique, le vandalisme du « Black Block » isolé et toléré. Dès le soir même, la campagne de criminalisation du mouvement fut lancée, dans toute l'Europe, puissamment,



Curieuse image où l'on voit des carabinieri italiens avec des individus en train de se vêtir de noir... (Photo Indymedia)

ment, des semaines durant. C'est dans cette continuité que les classes dominantes en Europe avaient préparé Gênes, ensemble avec le gouvernement américain. Au gouvernement Berlusconi de l'appliquer.

Ainsi, Gênes devint le vrai test, « grandeur nature », la vraie tentative de mater le mouvement par la violence de l'État. C'est un projet préparé par la social-démocratie européenne au pouvoir notamment en France, en Allemagne (11), en Grande-Bretagne et, jusqu'à sa défaite face à Berlusconi en mai, en Italie. Ce serait lui faire trop d'honneur que d'attribuer ce projet à Berlusconi (12). Car c'est la « nouvelle » social-démocratie italienne (les DS, Démocrates de gauche, ex-PCI) qui a initié le projet tactique de l'UE, lors de la manifestation de Naples (mars 2001), conçue comme une répétition générale pour Gênes. C'est elle, qui s'était dotée des instruments appropriés en remplaçant les chefs des différents appareils de répression en y installant ses hommes de confiance. C'est elle aussi qui avait refusé toute rencontre préalable avec le GSF, les organisateurs du contre-sommet. C'est elle encore qui avait gonflé la portée symbolique de la réunion du G7 par une montée en puissance organisationnelle

8. « Exceptionnellement » face à des ouvriers et étudiants blancs. Car dans les ghettos de la population « de couleur », la brutalité et l'arbitraire sont la règle.

9. Dans un article prémonitoire, écrit en 1996, un des idéologues de l'establishment avait lancé l'avertissement : « Le monde est sans doute en train d'aller inexorablement vers un de ses moments tragiques qui amènera des historiens à poser la question, pourquoi on n'avait rien fait à temps » (Ethan Kapstein, *Workers and the World Economy ?*, Foreign Affairs, May-June 1996, p.18).

10. Ils pourraient se retrouver dans une structure de dialogue ou mieux au sein d'une « société civile » créée d'en haut par les institutions étatiques mêmes, arrosée de subsides, de moyens matériels de fonctionnement, et, pourquoi pas, de carrières personnelles... Cette société civile deviendrait un rouage de la « gouvernance », qui se substituerait progressivement à la démocratie parlementaire classique.

11. Otto Schilly, le ministre allemand des affaires intérieures, descendra à Rome, le lendemain de Gênes, non pour pro-

tester contre les sévices policiers, mais pour exiger du gouvernement italien qu'il assume et défende le monopole de la violence de « l'État démocratique ». cf. *Corriere de la Sera* du 26 juillet 2001.

12. Si Berlusconi a gagné les élections en mai 2001, son gouvernement ne sera à pied d'œuvre qu'au début juillet. Ce n'est donc pas faux, même si cela dévoile sa lâcheté personnelle, quand il dira que toute la préparation de la répression fut l'œuvre du précédent gouvernement de centre-gauche.

Contre la mondialisation capitaliste

impressionnante. Berlusconi reçut tout cela en cadeau ! Ce qu'il a fait, c'est introduire une manœuvre de rapprochement avec le GSF, pour jouer sur les contradictions internes de ce dernier et tenter de le faire éclater ou pour lui imposer de discipliner le mouvement. Cela s'accompagna d'un discours lénifiant répété par son ministre des affaires étrangères, Ruggieri, que « nous sommes tous d'accord sur l'objectif — aider le tiers-monde — mais pas sur les moyens ». On connaît le résultat final : Berlusconi a appliqué la stratégie violente élaborée par l'Union européenne, y ajoutant la terreur sélective et les tortures en plus.

Par ailleurs, jamais une telle transparence, d'emblée mondialisée, n'a présidé à un combat politique entre la direction impérialiste de la planète et un mouvement de masse contestataire.

Une tactique que certains voudraient imposer au mouvement

C'est le passage d'un mouvement d'opinion à un mouvement de mobilisation massive visant des objectifs hautement symboliques de l'adversaire qui l'a transformé en un facteur efficace.

La nouveauté y fut une désobéissance de masse, acharnée, avec comme but de perturber le fonctionnement d'une réunion hautement médiatisée. La jeunesse s'en est saisie avec toute son énergie. Cela impliquait un affrontement limité, dépendant des agissements de l'appareil de répression. A Seattle, l'efficacité de la tactique fut démontrée. Elle repose sur des considérations que le capitalisme moderne nous avait inculquées depuis une dizaine d'années. Une activité devient « un fait » (politique, par exemple), dans la mesure où les médias en parlent. L'activité généreuse, la présentation d'idées intéressantes, une manifestation massive ne valent que si celles-ci sont accompagnées de ce qu'on appelle « des incidents ».

Le sentiment est largement répandu que nous vivons sous une démocratie cynique : « votez toujours, c'est nous qui décidons ». Les partis qui vont au gouvernement, font le contraire de ce qu'ils promettent pendant les campagnes électorales. Et puis il y a l'abus du pouvoir, son caractère arbitraire : on kidnappe légalement un général serbe, tortionnaire, pour le traîner devant le Tribunal international à La Haye ; mais Israël, avec l'appui des États-Unis, peut mépriser les résolutions adoptées par l'ONU et continuer à tuer la jeunesse palestinienne... C'est d'autant moins supportable qu'il y a la conscience

mondiale en gestation : il y a urgence, un devoir d'agir, d'arrêter la machine destructrice, la planète menacée, l'existence de l'humanité en danger, la barbarie insupportable du tiers-monde, l'insécurité sociale généralisée, la désolation des réfugié(e)s, immigré(e)s... Dans un tel contexte global, une jeunesse s'est levée pour résister, protester. Antiautoritaire par nature, elle ne se privera pas de transgresser les règles du jeu (devenues dérisoires), occuper l'espace public (interdit), pratiquer une démocratie (réellement inexistante), lutter pour gagner, « changer le monde » !

Une chose, c'est ce radicalisme de la jeunesse totalement légitime. Autre chose, l'application d'une tactique violente par une organisation qui en porte la responsabilité politique et morale devant le mouvement entier et devant l'opinion publique. Comme



toute tactique de tout courant, elle doit être jugée et être soumise à la discussion politique.

Nous n'assimilons pas les anarchistes au Black Block dans la mesure où ils s'en distancient. Nous n'abordons pas ce dernier comme une agence de la police infiltrée par l'extrême-droite fasciste, même s'il s'y prête facilement (cagoules, opérations commandos, destructions aveugles...). Mais nous le jugeons à partir d'un principe : notre mouvement vise l'émancipation par l'auto-activité de la population ouvrière et populaire, sollicite sa participation active et applique la démocratie en son sein. Nous sommes opposés à la violence minoritaire qui se substitue à l'action de masse, ou pire : qui utilise la masse des participants comme couver-

ture pour effectuer des actions violentes qui agressent les manifestants. Nous écarterons de notre secteur de la manifestation toute immixtion intempestive qui tente de nous utiliser à cet effet.

Pour autant, le problème ne sera pas résolu par une excommunication des « violents » et leur dénonciation en commun avec l'aile modérée du mouvement qui est candidate « au dialogue » avec nos pires ennemis. Le problème est plus vaste : il s'agit de convaincre la jeunesse radicale qui veut se battre et vaincre, d'une stratégie socialiste-révolutionnaire au lieu d'une succession de batailles de plus en plus violentes contre l'appareil de répression.

Stratégie et problèmes politiques

Le problème soulève la question de la stratégie du mouvement dans ses multiples aspects :

En premier lieu, il y a dans son activité et sa réussite actuelle un double décalage : entre sa capacité de mettre à mal le fonctionnement de certaines réunions des « maîtres du monde » et la mise en échec de leurs objectifs (AMI à Paris, OMC à Seattle, l'abandon de la BM à Barcelone, la débandade du G7 à Gênes), d'une part, et d'autre part, la difficulté de réaliser ses revendications les plus « mondialistes » et les plus en vue, telles que l'annulation de la dette du tiers-monde et l'imposition de la taxe Tobin, mais aussi de réaliser, ce faisant, la promesse (implicite) d'arrêter la mondialisation capitaliste néolibérale.

Deuxièmement, la dynamique du mouvement se développe à peu près en dehors de tout contrôle des institutions étatiques et des bureaucraties du mouvement ouvrier et populaire. Rien que ce fait lui donne un aspect subversif. De par son prestige et son attraction sur la jeunesse, sur une partie des intellectuels et sur la partie vivante du mouvement syndical, il devient lui-même un enjeu et sera de plus en plus confronté à une politique d'intégration qui démarre à petits pas. La Banque mondiale invite au dialogue lors du prochain sommet à Washington. La présidence belge de l'UE se flatte d'un tournant citoyen avec comme appât l'invitation à une grande convention pour l'an 2002, préparant une « constitution » pour l'Europe. On verra se multiplier les tentatives de créer « une société civile » dans le cadre de la « gouvernance », avec les moyens matériels à l'appui. Sur le fond, la marge pour un compromis basé sur une autre politique « plus à gauche » est mince, voire inexistante : essor ou ralentissement de la conjoncture



re économique, la classe dominante ne cède rien. A chaque étape, elle trouve l'argument pour renforcer la politique néolibérale. Le choix reste : néolibéralisme ou anticapitalisme. Sera-t-il différent au cas d'une véritable récession économique mondiale, venant après la crise dite financière des années 1998-99 ? Les bourgeoisies impérialistes seront-elles acculées à faire appel à l'intervention de leurs États pour sauver leur système ? La social-démocratie resurgira-t-elle à cette occasion, portée par une vague massive de « re-régulation » ?

Troisièmement, la radicalité de ce mouvement et son autonomie de pensée et d'action constituent une menace directe pour la survie de la social-démocratie internationale. Elle essaye péniblement de faire oublier qu'elle a été en pointe de la politique néolibérale depuis dix à vingt ans (selon les pays), qu'elle a activement dérégulé en favorisant et propageant la bienfaisance de cette mondialisation, et que ses dirigeants les plus forts (Blair, Jospin, Schröder, D'Alema) se trouvent dans le bunker des « maîtres du monde », alors que les jeunes, travailleurs, syndicalistes, féministes... manifestaient contre eux. Depuis Gênes, le PS français soutient les manifestants, Schröder et Jospin acceptent de mettre la taxe Tobin à l'ordre du jour de l'UE (afin de la proposer... à Bush), le président du PS belge (wallon), di Rupo, s'invite à Porte Alegre. Les DS italiens sortent broyés du choc de Gênes, au point qu'ils luttent pour leur survie comme parti autonome significatif. La politique, y compris sous sa forme partidaire, entrera en force dans le mouvement (13). C'est d'ailleurs une donnée objective, incontournable : une revendication forte portée par un mouvement fort bute inmanquablement sur la nécessité de l'imposer au pouvoir politique. Le problème c'est sous quelle forme le mouvement s'engagera-t-il sur le terrain politique-institutionnel ?

Quatrièmement, le défi principal du mouvement (à part sa consolidation), à l'étape qui vient de s'ouvrir, c'est son enracinement sur le terrain national, ce qui signifie plus concrètement : la participation active aux luttes des exploité-e-s et opprimé-e-s et

le rapport avec leurs organisations pour la défense de leurs conditions d'existence. C'est un tout autre registre qui est entamé. Une première collaboration réussie entre le mouvement et les syndicats eu lieu à Seattle. La réorganisation, sous Sweeny à partir de 1995, de la grande confédération AFL-CIO avait de fait préparé le terrain. En Italie, la dialectique entre les deux fut d'emblée plus forte. C'est dès avant Gênes, à... Porte Alegre, que le GSF s'était constitué avec la présence (notamment) de la gauche syndicale de la CGIL (la FIOM) et des COBAS. Suite à cela, la FIOM avait invité le GSF à prendre la parole aux meetings des métallurgistes qui préparaient la grève générale et les grandes manifestations. Il y avait une très forte participation syndicale à la manifestation des 250 000, le 22 juillet. Le GSF, avec ses multiples composantes unies sur la mondialisation, mais très hétérogènes sur le plan social, pourra-t-il assumer les multiples et spécifiques exigences que soulève le soutien à une lutte sociale d'envergure, telle que « l'automne chaud » qui s'annonce ?

Anticapitalisme spontané et anticapitalisme conscient

Ce sera lors des prochaines échéances (sommet de l'UE en Belgique, deuxième rencontre de Porto Alegre) qu'on vérifiera où en est le mouvement et ses différentes composantes, dans ses multiples dimensions nationales et internationales, politiques et sociales. Et s'il réussit à maintenir son unité d'action, sur quelles initiatives et quel en sera le centre de gravité ?

Comme le débat politique va prendre de l'ampleur de par la force acquise par le mouvement et du fait de l'interférence croissante d'acteurs politiques extérieurs au mouve-

ment, les marxistes-révolutionnaires auront la tâche d'intervenir avec leurs analyses et propositions.

Trois questions devraient être développées.

En premier lieu, la question stratégique d'ensemble : comment vaincre la mondialisation néolibérale-capitaliste ? Cela dépendra de plus en plus de l'analyse qu'on en fait : si on se bat contre ses excès, ses effets ou ses fondements ; si on établit le lien adéquat entre la mondialisation et la politique néolibérale. Mais dans tous les cas de figure, on n'échappera pas au constat que c'est la masse des travailleurs et travailleuses, acculés à défendre leurs conditions d'existence quotidienne, qui forment la force sociale



majoritaire. Cela devrait rendre caduc tout raccourci avant-gardiste et substitutiste.

Cela n'est plus évident — notamment aux yeux des jeunes générations et des très importants courants complètement tournés vers le Tiers-Monde. Il faut commencer par déployer une analyse ample des conditions du travail exploité (et pas par l'adhésion directe au mouvement ouvrier traditionnel) pour que le mouvement contre la mondialisation et la jeunesse radicalisée trouvent la voie de la lutte de classe. La « nouvelle » jeunesse travailleuse, précaire ou chômeuse — surexploitée, de toute façon — en sera à coup sûr un élément constitutif. Par ailleurs, pour convaincre, il est urgent de reconstituer, dans une analyse certainement complexe, l'unité du prolétariat à l'échelle internationale. Ce n'est certainement pas facile, car cela va encore à contre-courant aujourd'hui. C'est un élément décisif de la reconstitution de la conscience de classe internationaliste, très malmenée. Il s'agit de dépasser les analyses moralisatrices (pauvres/riches) ou de ne pas confondre analyse de fond et propositions tactiques (dialectique entre mouvement sociaux sectoriels : l'esclavage des enfants, la traite



13. On en a eu un avant-goût lorsque Bernard Cassen, président d'ATTAC-France, avait parachuté son ami Jean-Pierre Chevènement, ex-ministre de l'intérieur et expulseur des immigrés sans-papier, à la tête de la manifestation et du meeting de Porte Alegre.

Contre la mondialisation capitaliste



Meeting commun à Gênes de la Ligue communiste révolutionnaire (France) et du Socialist Workers Party (Grande Bretagne). Photo A.L.

des femmes, le secteur informel, les jeunes chômeurs qui n'ont jamais eu un emploi, les travailleurs-pauvres « *working-poor* », les salariés avec contrat à durée indéterminé...). Il s'agit de mettre en évidence le rôle déterminant des classes travailleuses des pays impérialistes — les plus nombreuses, les plus résistantes, les mieux organisées — et qui sont en prise directe avec le grand capital multinational qui leur extorque la masse de ses profits. Ce n'est qu'à partir de cette unité du prolétariat reconstituée qui n'a jamais été aussi nombreux (14) et hétérogène à la fois, que la solidarité et la lutte commune puissent retrouver un fondement solide.

En second lieu, et lié au rôle du monde du travail, il y a l'objectif anticapitaliste.

On peut dire que le « mouvement contre la mondialisation » est animé par un esprit spontanément ou empiriquement anticapitaliste. Il existe certainement une conscience anti-système, et dans la jeunesse, une contestation globale.

Mais il faut prendre acte de la distance qui sépare aujourd'hui cette conscience spontanée d'une orientation anticapitaliste qui implique un bouleversement des structures et des fondements de la société. Deux considérations :

● D'abord, il existe une attitude ou un sentiment largement répandu qui semble anticapitaliste par le simple contraste avec un néolibéralisme à la fois radical, rigide, omniprésent, en fait totalitaire (exemples : l'exigence massive de la taxation des profits ; la mise en question spontanée du sacro-saint droit des patrons sur les licenciements — revendications radicales, populaires, mais que le Capital, acculé, pourrait satisfaire). Par ricochet, ce jeu des contrastes pourrait mener à une surévaluation, impressionniste, des concessions que la bourgeoisie serait amenée à faire, après des années d'offensive brutale, accompagnée d'une politique d'« ouverture » au mouvement.

● Ensuite, la tonalité dominante aujourd'hui s'est de s'en prendre aux institutions internationales et de dénoncer leur politique contre le Sud ; la solution générale étant de

14. Tant pis pour les « *rifkineries* »... cf. Jeremy Rifkin, *La fin du travail*, La Découverte, 1997 (l'édition américaine date de 1995).

proposer un autre développement du Tiers-Monde par un transfert de revenus des pays riches du Nord vers ceux du Sud (taxe Tobin, annulation de la dette du Tiers-Monde, fonds d'aide...). Cela reflète d'ailleurs bien la conscience ambiante, singulièrement dans la jeunesse.

Comme marxistes-révolutionnaires nous mettons au cœur de toute véritable solution (anticapitaliste !) la question de la propriété privée, et la nécessité incontournable de l'expropriation du Grand Capital. La responsabilité de la barbarie régnante n'est pas dispersée entre le FMI, les multinationales, les marchés financiers, les gouvernements des grandes puissances... Il y a unité et cohérence de cette politique néolibérale. Elle repose sur une extrême concentration du pouvoir économique et politique. Il faut donc démontrer et populariser l'idée qu'il est nécessaire de briser la domination capitaliste tant pour mettre fin à la politique néolibérale et à la mondialisation marchande, que pour réaliser les revendications et les propositions du mouvement. Cela relancera inévitablement la discussion sur la société post-capitaliste, socialiste.

Finalement, il faut soulever la question des formes d'organisation, dont celle du Parti.

Parmi les cycles « historiques » qui viennent de se conclure, il y a celui d'une certaine forme du Parti qui naissait dans la IIe Internationale à la fin du XIX^e siècle (1880...) et que la révolution russe (de 1917) avait récupérée tout en la transformant en fonction de la période de guerre-révolution (le parti d'avant-garde ; les anarchistes se sont dotés d'une forme analogue, on l'oublie souvent !). Malgré les différences entre les deux périodes, celles-ci avaient en commun l'idée que le Parti incarnait le maximum de conscience socialiste et d'engagement militant, et, à ce titre, était en droit de diriger le mouvement social dans son entièreté. Cette idée de prépondérance est fortement rejetée. S'y ajoute la tentative, par le néolibéralisme, d'étouffer la politique en général (au profit

d'une gestion technocratique-marchande de la société). L'idée de la reconstitution d'un Parti, composé de membres actifs qui luttent pour l'auto-émancipation du prolétariat, donc pour une société socialiste autogérée, a du chemin à parcourir avant d'être reconvenue comme un outil utile, voire indispensable. La situation actuelle est pleine d'impondérables. Les « nouveaux » mouvements sociaux occupent le devant de la scène et constituent le vivier des débats, des élaborations et de l'engagement politique. La classe ouvrière tranchera, lors de l'essor futur de ses combats ce qui est vivant et ce qui est mort dans le mouvement ouvrier « historique », politique et syndical, en déclin. La nouvelle génération jeune fera sa propre expérience et se dotera certainement de formes organisationnelles surprenantes. Les morceaux de la gauche révolutionnaire qui ont survécu aux « années de plomb » sans sombrer dans le sectarisme, joueront un rôle non-négligeable. Le paysage est donc fortement dispersé, parcouru de dynamiques et trajectoires diverses. Mais il est clair qu'une nouvelle période de la lutte de classes est ouverte. La question de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale socialiste-anticapitaliste est posée. ■

11 septembre 2001



Les cortèges des Jeunesses communistes révolutionnaires et de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale) à Gênes. Photos A.L.



Quelques éléments pour la discussion après Gênes

Par
Christophe Aguiton*

Si Gênes restera un moment important dans l'histoire des mobilisations et des luttes, c'est à cause de la violence de la répression et de l'ampleur des manifestations, mais aussi à cause de l'écart énorme entre les attentes de l'opinion et des manifestants et les décisions prises par le G-8.

1. Du côté des institutions et des gouvernements

Le G-8 n'a pu que constater les désaccords entre les États-Unis et les autres Grands sur le protocole de Kyoto, texte pourtant analysé par la plupart des associations environnementalistes comme notoirement insuffisant pour lutter contre l'émission de gaz à effet de serre. Et pour la seule décision prise, la création d'un fonds d'intervention pour la santé, les sommes annoncées (1,3 milliards de dollars) sont considérées comme ridicules par tous les mouvements travaillant dans ce domaine.

Cette panne du G-8 renvoie aux divergences et aux contradictions entre grands pays, divergences qui apparaissent de façon récurrente et qui sont une des explications de l'échec de l'OMC à Seattle. Mais la panne du G-8 prend une dimension particulière de par la faible légitimité de cette instance. Lionel Jospin rend public son doute sur l'utilité de telles réunions, et François Hollande enfonce le clou en annonçant la « mort politique du G-8 ». Klaus Schwab, le fondateur du World Economic Forum et des réunions annuelles de Davos, elles aussi en perte de légitimité, estime de son côté que le G-8 n'est pas l'instance la plus adaptée pour discuter des « grandes questions concernant la globalisation ».

Malgré cette panne du côté des Grands, la voix des pays du Sud ne s'est que peu exprimée à Gênes. Si Abdoulaye Wade, le président de la République du Sénégal, a pris en compte l'ampleur du mouvement, pronostiquant même, comme en 1968, son

extension au Sénégal, il n'a, pas plus que ses homologues présents à Gênes, pu s'appuyer sur l'ampleur du mouvement pour formaliser une politique alternative ni permettre d'avancer vers une alliance des pays pauvres pouvant faire pièce au concert des pays riches.

Les raisons de cette faiblesse sont connues. Les pays du sud sont confrontés, eux aussi, à une panne d'orientation stratégique — les modèles tiers-mondistes de développement autocentrés ont montré leurs limites. Les élites des pays du sud ont massivement adhéré au credo néolibéral en

plus nettement ses inquiétudes face à la « mondialisation libérale ». Pour tenter de se rallier l'électorat conservateur, George Bush et Tony Blair ont condamné les « casseurs » avec une grande fermeté. Mais, là aussi, le bilan de Gênes montre les limites d'une telle orientation : le gouvernement Berlusconi, fidèle soutien de la ligne libérale de l'administration Bush, paie aujourd'hui le prix politique de sa politique répressive.

La deuxième orientation ne s'est exprimée que sur une question d'apparence tactique : Jacques Chirac, vite rejoint par Lionel Jospin, a manifesté sa « compréhension »

pour les manifestants. Les responsables politiques français n'ayant fait en cela que suivre Bill Clinton qui avait eu des propos similaires à Seattle. Une compréhension qui a ses limites : les autorités françaises n'ont pas, à cette date, condamné l'attitude des autorités italiennes. Derrière les évidentes pré-occupations électorales, les responsables politiques français essaient de formaliser une réponse aux inquiétudes de l'opinion.

Ils ne sont pas les seuls à

penser qu'il faudra bien s'engager, d'une façon ou d'une autre sur la voie de réformes. Dans son éditorial, le *Financial Times* du 11 août abondait en ce sens. Aujourd'hui, aucun signe concret ne montre que l'on s'engage pratiquement dans cette voie : il faudrait pour cela un consensus entre les Grands, avec en premier lieu l'assentiment des États-Unis. Mais ce débat ne fait que commencer, et il se nourrira des contradic-



« Au diable avec le capitalisme mondialisé ! » « Au diable avec le monde ! »

même temps qu'existe l'illusion que dans le « nouvel ordre du monde » ils pourraient jouer un rôle en profitant de la concurrence entre les Grands. L'émergence d'une opposition à la mondialisation libérale, portée par des états du sud, serait pourtant un élément décisif dans le rapport de forces international.

On a vu, à Gênes, se dessiner deux types d'orientations.

La première, portée par George Bush et Tony Blair, assume clairement le choix de la mondialisation libérale, présentée comme la seule solution, y compris pour les pauvres de la planète qui sont sensés y trouver leur compte. Cette orientation ne pourra s'appuyer que sur une fraction minoritaire d'une opinion publique qui manifeste de plus en

* Christophe Aguiton, responsable des relations internationales d'Attac-France, vient de publier *Le monde nous appartient*, Plon, Paris 2001. Nous reproduisons ici une version légèrement réduite de l'article original publié dans *Grain de Sable*, courrier électronique d'information d'Attac, n° 260, du 28 août 2001 (journal@attac.org — <http://attac.org/listfr.htm>).

Contre la mondialisation capitaliste



tions entre les différents états et de l'intervention des institutions internationales, FMI, BM, OMC et ONU qui ont besoin d'espace pour exister face aux différents gouvernements, et en particulier le gouvernement américain.

2. Le mouvement après Gênes

Avant d'entrer dans le bilan de la mobilisation, il vaut la peine de s'arrêter sur le sigle choisi par les mouvements italiens pour désigner leur cadre unitaire : le GSF, le *Genoa Social Forum*, filiation assumée au Forum Social Mondial de Porto Alegre.

Ce choix est significatif d'une généalogie, certes courte, mais riche de moments fondateurs et de lieux de cristallisation d'alliances et de mouvements. Il y a deux ans, à Paris en juin 1999, les rencontres internationales organisées à l'initiative d'ATTAC et de la CCC-OMC avaient connu un succès qui indiquait l'émergence d'un mouvement qui s'est clairement manifesté, en novembre de la même année, à Seattle. Quelques mois plus tard, c'est à Bangkok que la première "alliance internationale" commençait à se formaliser, avec beaucoup des partenaires que l'on retrouvera partout : ATTAC bien sûr, mais aussi les diverses coalitions pour l'annulation de la dette des pays du tiers monde, *Via Campesina*, *Focus on the Global South* ou la KCTU coréenne.

A Genève, en juin 2000, le Comité suisse de l'appel de Bangkok répondait à l'appel du même nom et organisait une conférence qui sera très importante pour les mobilisations comme Prague mais aussi pour la construction du mouvement : c'est là que se sont forgés des mouvements comme le "Movimiento de Resistancia Global" très implanté en Catalogne et dans quelques villes espagnoles, et c'est surtout là qu'a été lancé l'appel pour le Forum Social Mondial de Porto Alegre. Porto Alegre a représenté un tournant décisif. Les différents mouvements ont pu, là, se coordonner pour préparer les mobilisations à venir, Buenos Aires, Québec et, bien sur, Gênes. Plusieurs délégations nationales ont profité de l'événement pour renforcer leurs liens et décider d'un cadre commun de travail, au niveau national. Ce fut le cas des forces italiennes qui ont, à Porto Alegre, défini le cadre qui sera celui qui préparera la mobilisation de Gênes. Ce court rappel n'a pas que pour but de rappeler l'histoire d'un mouvement qui comporte bien d'autres étapes et filiations (c'est à Nice, par exemple, que beaucoup de militant(e)s et de mouvements français ont décidé de préparer Gênes).

Gênes).

Il ne faudrait surtout pas y voir le moindre déterminisme militant : les grandes mobilisations auraient certainement eu lieu, avec ou sans cette série de conférences et de rencontres. Mais le maillage ainsi réalisé a été déterminant pour créer un réseau de confiance et de solidarité militante entre les responsables des mouvements sociaux et militants des différents continents. Et surtout, un cadre a été donné, qui allie la défense sans concession des revendications de ces mouvements et une volonté unitaire permanente, qui a permis au mouvement de s'élargir régulièrement, sans pour autant se fragmenter. C'est cet acquis qu'il nous faut préserver au travers des initiatives et des rencontres à venir.

Gênes a représenté un tournant par le nombre des manifestants, mais cela n'a été possible que parce que le rassemblement des forces qui étaient dans le GSF était tout à fait nouveau.

La fin des années 1970, la montée de l'autonomie puis les « années de plomb » avaient accéléré la dispersion des équipes militantes, y compris dans la gauche radicale. Le début des années 1990 avait vu le retour de luttes ouvrières (elles avaient entraîné la chute du premier gouvernement Berlusconi), une recomposition politique à gauche, avec la séparation de la DS et de Refondation Communiste et la croissance des syndicats non-confédérés, grâce à l'es-

sor des COBAS, en même temps que les "centres sociaux" (des anciens locaux industriels occupés par des militants souvent issus des courants autonomes) connaissaient un développement important en offrant des espaces festifs et militants à la jeunesse. Mais tous ces nouveaux cadres militants travaillaient peu ensemble.

Gênes a marqué une rupture à cet égard, en même temps qu'une nouvelle génération militante s'affirmait, en liant ces structures radicales au monde associatif italien (ManiTese, Lega Ambiente, ARCI, etc.) particulièrement actif et implanté. Le succès qu'a rencontré ATTAC-Italie, dès sa création officielle, en juin, est significatif de ce renouveau militant. Nous le verrons dans les mois et années qui viennent, car il n'y a aucun automatisme en la matière, mais Gênes pourrait bien être le point de redémarrage des luttes en Italie dans un cadre de recomposition bien plus favorable que celui des années 1990.

Plus difficile est la place du syndicalisme dans cette recomposition. Les trois confédérations italiennes (la CGIL, qui était liée au PCI, la CISL, anciennement proche de la démocratie chrétienne et l'UIL, liée aux socialistes) ont été hors du coup. Si des pesanteurs propres au syndicalisme en général et au syndicalisme italien en particulier ont pu jouer un rôle dans cette absence, la responsabilité première en incombe aux responsables confédéraux. Ainsi, le 19 juillet, le syndicalisme international et européen (la CISL et la CES) avait organisé un débat sur la mondialisation avec plusieurs centaines de participants, en grande majorité des responsables de syndicats italiens. Vittorio Agnoletto, le porte-parole du GSF avait été invité et son intervention avait été extrêmement bien accueillie, avec un tonnerre d'applaudissements sauf du côté des responsables confédéraux. Le secrétaire général de la CGIL, Cofferatti, enfonçait le clou le lendemain, dans une interview au *Corriere* de la Serra, en expliquant pourquoi il ne fallait pas participer aux manifestations de Gênes : celles-ci ne porteraient pas assez de propositions positives, ce qu'un syndicat, parce qu'il est là pour négocier, doit d'abord prendre en compte !

Cette absence confédérale va donner de l'espace aux secteurs de la gauche syndicale, qu'ils soient ou pas membres des confédérations (les COBAS et la CUB sont indépén-



dants, et, dans la CGIL la tendance de gauche *Alternativa Sindacale* avait appelé aux manifestations avec la FIOM, la puissante fédération de la métallurgie). On peut espérer que cela pousse les confédérations à entrer dans la bataille contre la mondialisation libérale, comme l'AFL-CIO l'a fait aux États-Unis. L'exemple de Barcelone, où les Commissions Ouvrières et l'UGT, les deux principales confédérations du pays, ont été obligées d'appeler, au côté de la CGT anarcho-sindicaliste, aux manifestations contre la tenue d'une conférence de la Banque mondiale, montre que cela est possible. C'est un enjeu important parce qu'il conditionne l'alliance, qui ne pourra être que conflictuelle, entre la mobilisation de la jeunesse et le mouvement syndical qui représente encore l'essentiel des forces organisées du mouvement populaire.



Les partis sociaux-démocrates pourront réagir plus vite que les confédérations qui leur sont proches. C'est en tout cas ce que montrent les cas italiens, mais aussi français. En Italie, la direction de DS (Démocratie Socialiste), le parti qui dirigeait, il y a quelques mois encore, le gouvernement qui préparait le G-8, s'est divisée pour savoir s'il fallait appeler aux manifestations de Gênes et a participé à toutes celles qui ont suivi. En France, Vincent Peillon, porte-parole du PS, regrette ainsi l'absence du PS à Gênes et, dans une tribune publiée par *Le Monde* et signée avec Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outremer, prend nettement partie pour les mouvements qui s'opposent à la mondialisation libérale. Par delà les évidentes préoccupations électorales, ce positionnement du PS ne pourra qu'encourager les mouvements en légitimant leur action.

Il nous faudra, en France, analyser la nouvelle donne après Gênes, et ses conséquences pour le mouvement social et militant.

La question est de savoir si nous pourrions cristalliser un rapport de forces qui nous permettra de gagner sur un dossier important, et le premier grand rendez-vous est Qatar. A la rentrée, la discussion devra porter sur les moyens de gagner : quelle mobi-

lisation ? (manifs dans toutes les villes ou une manif nationale le 10 novembre ?), et quelles alliances (comment mieux intégrer le syndicalisme ? comment gérer nos rapports aux partis politiques et, en particulier au PS, etc?) .

3. A propos de la violence

Un des éléments du bilan de Gênes a été la manière dont le GSF s'est construit et a fonctionné. Les Italiens ont montré, à cette occasion, qu'ils étaient les maîtres dans la gestion de l'unité dans la diversité. Le pari n'était pas tant de faire tenir ensemble des composantes dont l'origine était diverse, cas de figure somme toute assez classique, mais de faire tenir sans craquer un édifice dont les composantes avaient des buts et des stratégies assez différentes.

Le GSF allait en effet de la campagne "dette", très modérée et marquée, en Italie, par le poids des religieux, jusqu'aux COBAS et aux Tute Bianche qui entendaient pénétrer dans la zone rouge et utiliser des moyens de défense certes défensifs, mais qui les faisaient plus ressembler à des chevaliers du moyen âge qu'à des Gandhi modernes.

Au prix d'heures et d'heures de discussion, l'alliance a fonctionné et s'est même renforcée au fil du temps. L'alliance ainsi créée a permis d'intégrer dans un cadre commun des cortèges totalement pacifiques pendant que d'autres pratiquaient une "violence symbolique"(???)

L'envers de cet accord a été la difficulté à "gérer" les relations avec ceux qui étaient extérieurs au cadre du GSF. L'accord, dans un contexte compliqué par les tensions liées à l'élection de Berlusconi et l'installation, en juin, de son gouvernement, s'est fait au prix de tensions avec les composantes les plus radicales du GSF. Cela a d'abord été le cas avec les Tute Bianche qui avaient, de façon métaphorique, « déclaré la guerre » aux autorités italiennes. Les COBAS ont été ensuite sur la sellette, leurs liens avec d'autres composantes des centres sociaux faisant craindre des violences dépassant le cadre fixé par le GSF. Le GSF avait, en plus de ces débats, à gérer les relations avec les gouvernements successifs. Cela explique le temps mis à prendre réellement en compte les composantes européennes et internationales de la mobilisation et la difficulté à expliciter les problèmes rencontrés avec des composantes (issues d'un petit nombre de centres sociaux) qui ne se reconnaissaient pas dans le GSF.

En final, le bilan du GSF est tout à fait positif. Il a été légitimé, en Italie et bien au-delà, par sa capacité à se démarquer des vio-



lences commises par certains groupes de manifestants tout en dénonçant fermement les autorités italiennes, réelles responsables de l'incroyable déchaînement de violence qu'à connu Gênes les 20 et 21 juillet. Et s'il est utile de comprendre les difficultés que le GSF a pu connaître, son fonctionnement unitaire et sa capacité d'intégration en font un exemple pour les mobilisations à venir.

Mais Gênes, après Göteborg, oblige à une réflexion sur la violence qui risque d'accompagner les manifestations.

A Gênes, la délimitation entre le GSF et ce qui a été appelé le "black block" était claire. S'il ne faut pas criminaliser celui-ci (il y avait, à l'évidence, des agents provocateurs, policiers voire militants d'extrême droite, mais la majorité du millier de participants de ce "black block" (1) étaient des jeunes radicaux, italiens dans leur grande majorité), son orientation était clairement différente de celle du GSF. Cela était net sur le plan idéologique, le GSF étant taxé de « réformisme », comme sur le plan politique : le "black block" n'entendait pas encercler la zone rouge ou même y pénétrer, mais voulait s'attaquer aux « symboles du capitalisme » : façades de banques, voitures « luxueuses », etc.

Si, à Gênes, la responsabilité des violences incombe, d'abord et avant tout, aux autorités italiennes qui ont commis, ou laissé faire, des actes que l'on pouvait croire impossibles dans un pays démocratique, la séparation nette entre les manifestants du GSF et de ses alliés européens et ceux du black block en a facilité la démonstration publique. Les attaques contre les cortèges pacifiques, les violences commises contre les manifestants arrêtés et le passage à tabac des militants dans l'école Diaz ont ému le monde entier.

A un niveau plus général, s'il est très

1. Alors que pour se justifier la police italienne avait fait état d'un très grand nombre de "black block" à Gênes, pressé par les questions de la commission parlementaire d'enquête italienne, un dirigeant de la police a finalement admis qu'il n'y avait pas plus de 500 manifestants assimilables aux "black block" (ndlr.)

important de rappeler la volonté non violente de la très grande majorité des manifestants, la délimitation avec ceux qui refuseraient cette orientation ne sera pas toujours facile. En effet vont se mêler une rage compréhensible contre un système qui produit, à grande échelle, des inégalités, de la misère et de la violence contre les plus pauvres, et l'idée que le mouvement peut se construire malgré ou avec la violence. A l'appui de cette idée, le fait que Prague, pas plus que Göteborg, n'ont été des points de retournement à partir desquels le mouvement retomberait, marginalisé par les violences.

Si, à une échelle internationale, ce constat est réel, il faudra étudier de plus près les réalités militantes après ces manifestations. A Prague, par exemple, le bilan n'est pas probant. Cela s'explique probablement par le fait — un cas unique — que les manifestants venaient, dans leur écrasante majorité, d'autres pays. Mais il faudra attendre le bilan qu'établiront les militants suédois, avec un peu de recul, pour tirer des leçons plus générales.

Et il existe un risque qui est, lui, tout à fait certain : celui d'un décrochage du mouvement d'avec l'opinion publique, avec comme conséquence évidente le retrait des forces les plus réticentes à s'engager dans la lutte contre la mondialisation libérale, à commencer par les confédérations syndicales. A Gênes, l'attitude des autorités italiennes a été telle que l'opinion leur fera porter la responsabilité des violences, mais cela ne sera pas toujours le cas et le soutien qu'apporte l'opinion publique aux manifestants est une des clés de la réussite du mouvement.

L'exemple du GSF a cependant une portée plus générale. Il montre qu'il est possible de refuser la violence et donc de se délimiter de ceux qui ne partagent pas cette stratégie tout en acceptant des cortèges déterminés, les militants se protégeant des charges policières par des moyens passifs (casques, boucliers plastiques, etc.).

Une autre piste, qui présente l'avantage de manifester encore plus nettement la détermination mais aussi la non-violence du mouvement, existe du côté des méthodes nord-américaines qui ont été présentées à Gênes par Liza, une militante californienne (ses formations ont été largement médiatisées). Il s'agit d'aider les manifestants, organisés en "groupes d'affinité", à résister, pacifiquement, le longtemps plus possible aux interventions policières, mais, là, sans casques ou autres moyens de défense personnels. ■

Paris, le 11 août 2001

Un cycle nouveau de la politique italienne

Par
Salvatore Cannavò*

Sans aucun doute Gênes a marqué la fin d'un cycle : un cycle long de la politique italienne qui fut caractérisé par l'effacement des luttes sociales et des aspirations à un monde nouveau avec l'idée sous-jacente que le conflit n'était plus qu'un souvenir de nostalgiques d'une époque révolue. Mais c'est aussi un cycle plus bref qui touche à sa fin : celui ouvert par Seattle dont les journées magnifiques et dramatiques de Gênes ont marqué le point culminant. Dans les mobilisations de décembre 1999 contre l'OMC le mouvement avait commencé une longue marche d'affirmation, en s'imposant aux médias et en trouvant sa place comme force antagoniste face aux sommets internationaux. Depuis il y eut notamment le Forum social mondial à Porto Alegre, mais c'est à Gênes que son existence devint irréversible.

A Porto Alegre le mouvement avait fait preuve de sa maturité non seulement par le nombre des participants, mais aussi parce qu'il avait exprimé l'identité commune d'une multitude de sujets, d'expériences, d'ambitions et de projets. L'idée qu'un autre monde est possible, que le néolibéralisme représente un obstacle à la satisfaction des besoins de l'humanité, qu'on ne peut pas supprimer les droits des peuples, que les institutions internationales qui existent sont illégitimes, que la démocratie est un processus de participation à construire d'en bas, que le marché n'est pas la fin de l'histoire, voilà des acquis qui, après avoir été affirmés dans différents régions de la planète, ont trouvé l'expression la plus claire dans la ville brésilienne, nouvelle « polis » (cité), en dehors de toutes les prétendues « zones rouges ». Porto Alegre a encouragé le mouvement composite contre la mondialisation capitaliste à se convaincre qu'il exprimait des idées valables, qu'il était porteur d'une organisation différente du monde, que même l'élaboration la plus modeste et l'expérience la plus spécifique pouvaient acquérir une valeur universelle en se rapportant à d'autres élaborations et à d'autres expériences. En même temps s'est affirmée une autre conviction : un mouvement si composite ne saurait être réduit à une unité for-

melle — de parti, d'État ou de camp — sans renoncer pour autant à une vocation unitaire se traduisant dans une construction ambitieuse de liens très étroits.

Une telle approche a inspiré le réseau unitaire pour la préparation des mobilisations au Québec contre la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA) (1). Une réflexion similaire vaut pour les mobilisations en France, notamment dans la phase de préparation de Gênes.

Personne ne saurait ignorer que c'est l'expérience commune à Porto Alegre qui a stimulé la naissance du Genoa Social Forum (GSF). C'est à cette occasion que la délégation italienne, qui était parmi les plus nombreuses, a décidé de présenter Vittorio Agnoletto (2) comme son porte-parole, y compris dans le but faire mieux valoir son poids. Retour du Brésil, cette expérience a été tout naturellement poursuivie en impliquant d'autres sujets dans la préparation des journées de Gênes. C'est ainsi qu'a surgi le GSF, une structure sans précédent, efficace dans sa forme et dans ses contenus, une sorte de réseau des réseaux, lieu d'expérimentation d'une synthèse de cultures et méthodes d'action différentes. Sa légitimation formelle a été acquise surtout tout au long des journées de Gênes, répétons-le, magnifiques et dramatiques, justement parce qu'on ne saurait séparer la participation active et enthousiaste de tant de militants et de citoyens et les épisodes horribles de violences dont de nombreux manifestants ont été victimes.

Mais la violence policière ne peut faire oublier notamment la manifestation énorme du 21 juillet Malgré la répression qui avait provoqué le jour précédent la mort du jeune Carlo Giuliani et l'atmosphère lourde qui s'était créée, des centaines de milliers de personnes sont arrivées de toute l'Italie par trains, par cars, en voitures et ont défilé des heures durant, malgré les nouveaux affrontements provoqués par les gestes inconsidérés d'une minorité représentée par les Black Bloc (3). En fait, ces masses s'étaient emparées à nouveau de la « polis » (cité) en s'engageant dans des actions éminemment politiques, en d'autres termes, est réapparue la vraie politique, fondée sur les idées et les besoins. Cela ne s'était plus produit depuis de décennies : un renouveau d'expériences que les générations nouvelles

n'avaient jamais connues auparavant. A Gênes nous avons commencé à prendre dans nos mains notre avenir et cela s'est passé, comme toujours, soudainement.

La question se pose maintenant de savoir si un tel événement aura un futur, si on évitera une dispersion éventuelle dans des microcosmes séparés, si on saura unir démocratie et capacité d'avancer un projet dans l'esprit de Porto Alegre.

Sur la base des indications dont nous disposons jusqu'ici, la réponse serait affirmative. Tout d'abord, dans la plupart des villes italiennes des manifestations le plus souvent massives, allant jusqu'à 50 000 participants et même plus, ont eu lieu déjà le 24 juillet. Dans les jours suivants dans une série de villes ont été prises des initiatives pour la formation de forums à l'échelle locale. Mille personnes ont assisté à une assemblée à Rome alors qu'à Bologne le forum a mobilisé ses forces pour commémorer un massacre à la gare de ville provoqué il y a une vingtaine d'années par des terroristes d'extrême-droite. Donc, répétons-le, la polis devient à nouveau lieu de rencontre et d'organisation sociale et les forums sociaux sont les instruments concrets de contestation de la mondialisation capitaliste. C'est le signe d'une nouvelle phase, d'un nouveau cycle qui relance l'esprit d'une transformation sociale.

La nouvelle rencontre début 2002 à Porto Alegre (4) sera une échéance capitale. On prévoit 80 000 participants dont 20 000 jeunes, présents soit dans un énorme camp soit dans des universités, et engagés dans des initiatives politiques multiples. C'est aussi dans une telle perspective qu'il faudra s'acheminer vers un forum social italien avec des adhésions allant bien au-delà de ceux qui se sont mobilisés dans le GSF en juillet. Il existe déjà des dizaines de milliers de personnes prêtes à s'engager sur ce terrain, dans le respect de l'autonomie et de l'identité de chaque mouvement et de chaque organisation et sous condition que les décisions soient prises démocratiquement, c'est-à-dire avec la participation effective de tout le monde. ■

Appel de la 1^{re} rencontre internationale des mouvements sociaux

Le texte qui suit a été adopté par la Première rencontre internationale des mouvements sociaux qui a eu lieu du 12 au 14 août à Mexico. Il a été signé par des représentants d'organisations paysannes (en particulier Via campesina, dont sont membres les Sans terre du Brésil), d'organisations syndicales (dont la CUT brésilienne, SUD de France et la Confédération des COBAS d'Italie), de mouvements populaires (dont l'Assemblée des pauvres d'Inde et de Thaïlande), d'ATTAC-France, de la CONAIE d'Équateur, de différentes organisations religieuses (dont la Commission pastorale de la terre du Brésil), de partis politiques (dont le Parti de refondation communiste et les Jeunes communistes d'Italie) et par une série d'ONG (dont Focus on the Global South et le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde). Étaient également présents des centres d'études (dont GLACSO, le Conseil latino-américain de Sciences sociales) et des revues (notamment Critique communiste, la revue de la Ligue communiste révolutionnaire de France).

Nous, hommes et femmes d'organisations, réseaux et mouvement provenant de 39 pays et de tous les continents de la planète, nous nous sommes rencontrés au Mexique — une nation victime du néolibéralisme, mais en même temps une terre de résistances populaires comme celle des indigènes zapatistes — pour analyser la dynamique d'une mondialisation du capital de plus en plus clairement au service des grands pouvoirs économiques et politiques, mais aussi pour échanger les différentes expériences de lutte et de résistance qui se développent dans le monde entier contre cette mondialisation de l'injustice. En outre, nous voulions discuter sur les actions et les formes permettant au mouvement croissant de résistance internationale d'atteindre un niveau plus élevé de convergence, de coordination et d'efficacité dans notre action d'ensemble. C'est en partant des réflexions de notre rencontre que nous avons réalisé un accord sur l'appel qui suit :

1. La mondialisation du capital se poursuit

contre vents et marées en imposant aux peuples et aux nations du monde entier sa logique de pillage masqué en « en libre commerce », de liberté absolue des investissements et des capitaux spéculatifs, alors que des millions de migrants sont soumis à toutes sortes de contrôles et de vexations, que se poursuivent les privatisations indiscriminées même dans des secteurs vitaux, le démantèlement des acquis sociaux, les discriminations et les violences contre les femmes et s'aggrave l'exclusion sociale des marginalisés de toujours. La logique de la mondialisation de la misère, des injustices et des inégalités renforce, en outre, les pouvoirs supranationaux qui suppriment le droit des peuples et des nations à décider souverainement de leur propre développement, en provoquant partout de véritables désastres sociaux, destructions de l'environnement et faim.

2. Nous dénonçons l'action du capital qui, dans le but de maintenir ses propres intérêts, domine les peuples lorsqu'il pratique, par exemple, la violence croissante qui s'est exprimée à Gênes et dans d'autres endroits contre les mobilisations, l'embargo économique contre Cuba et l'Irak, les agressions militaires contre les peuples, la répression de l'armée israélienne contre le peuple palestinien, le Plan Colombie, Puebla Panama et le Plan Dignidad en Bolivie.

3. Par ailleurs, de l'insurrection indigène zapatiste aux mobilisations récentes de Gênes, en passant par la manifestation historique de Seattle, toute une série d'événements comme la révolte indigène et populaire en Équateur, la lutte des Sans terre au Brésil et plus généralement les mouvements paysans en Amérique, en Europe et en Asie, les protestations populaires et ouvrières en Argentine et les marches contre le chômage en Europe, la Marche mondiale des femmes et les mobilisations successives lors des rendez-vous des puissants à Windsor, Göteborg, et Québec, de même que le Forum social mondial de Porto Alegre sont en train de prouver que la résistance populaire contre le modèle néolibéral s'accroît inexorablement à l'échelle mondiale en mettant à jour la faillite de ce modèle, en représentant un défi de plus en plus fort aux projets de ce modèle et rendant de plus en plus difficiles, en les obligeant quasiment à la clandestinité, les sommets des puissants qui, tout en maintenant leur pouvoir et leur argent, sont en train de perdre la bataille pour leur légitimité.

* Salvatore Cannavò est directeur-adjoint de *Liberazione*, quotidien du Parti de refondation communiste (PRC), et collaborateur régulier de *Bandiera Rossa*, mensuel publié par les camarades liés en Italie à la IV^e Internationale. Nous reproduisons ici une version légèrement abrégée d'un article paru dans *Liberazione* du 8 août 2001. Les événements des dernières semaines confirment les analyses de l'article sur le potentiel du mouvement contre la mondialisation capitaliste en Italie. Soulignons notamment que le 5 septembre des assemblées ont eu lieu à Rome et à Milan pour la formation d'un Social Forum dans les deux villes. La parti-

icipation a été très large et enthousiaste. La plupart des participants sont conscients de l'enjeu et des difficultés multiples à surmonter : se posent notamment les questions de savoir comment il faut organiser concrètement le mouvement dans le cadre le plus démocratique et comment lier ce mouvement aux mouvements sociaux qui s'annoncent dans les prochains mois, sans risquer de tomber dans une sorte de routine de la mobilisation à l'occasion des réunions des diverses institutions internationales. Le PRC est partie prenante de toutes ces activités et sa participation n'est contestée par personne. Il connaît ainsi une relance

importante de son activité en élargissant son espace politique.

1. Cf. *Imprecor* n° 458 de mai 2001 et *Imprecor* n° 459/460 de juin-juillet 2001.

2. Vittorio Agnoletto a été membre de *Democrazia Proletaria*. Lors de l'entrée de celle-ci dans le PRC, il est resté indépendant en continuant son activité de médecin et de militant d'organisations sociales. Lors des élections législatives de mai 2001 il a été candidat indépendant dans les listes du PRC.

3. Sur le nombre des manifestants classés comme Black Block les estimations les plus différentes ont été avancées : La police et les porte-

paroles du gouvernement ont donné des chiffres fantaisistes (allant jusqu'à 10 000 et même 20 000) soit pour justifier leur incapacité à les contrecarrer soit en faisant un amalgame avec des secteurs de Tute bianca (salopettes blanches), c'est-à-dire des militants des centres sociaux et des secteurs des COBAS. Devant la commission parlementaire d'enquête (qui siège alors que nous écrivons) un dirigeant de la police a avancé le chiffre de 500 qui semble plus proche de la réalité.

4. Le second Forum social mondial se tiendra à Porto Alegre (Rio Grande do Sul, Brésil) du 31 janvier au 5 février 2002.

Lectures

**Le monde
nous appartient**
de Christophe Aguiton

Ce livre formidablement utile est une synthèse réussie des principaux thèmes et acteurs du mouvement contre la mondialisation libérale, ou, dans la terminologie anglaise, contre la corporate globalisation — désignée par une certaine presse, dans une tentative évidente de désinformation, comme “antimondialisation” tout court — surgi spectaculairement à la lumière du jour avec les manifestations de Seattle contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en novembre 1999. L'auteur est aussi un acteur du mouvement — en tant que fondateur du syndicat Sud et, actuellement, responsable des relations internationales de l'association ATTAC — et apporte ainsi une connaissance “de l'intérieur” des débats et dilemmes qui le traversent.

Nous sommes entrés, constate Aguiton, dans un nouvel ordre du monde, sous la domination d'un nouveau régime d'accumulation du capital (l'expression est de François Chesnais) qui se caractérise par le rôle croissant des marchés financiers dans la détermination de l'investissement, de l'emploi et de la consommation. Certes, des tensions existent entre les trois puissances industrielles hégémoniques, les USA, l'Europe et le Japon, mais ils partagent tous le fameux “Consensus de Washington”, défini pour la première fois par l'économiste de la Banque Mondiale (BM) John Williamson en 1989 comme base commune pour l'orientation du FMI, de la BM et du G7 (les 7 pays les plus riches) : libéralisation du commerce et des marchés, privatisation, dérégulation, limitation des dépenses publiques. On retrouve les mêmes principes sacro-saints dans les “critères de Maastricht” ou dans les plans d'ajustement structurel imposés aux pays du Sud par le FMI. Il s'agit en fait d'une remise en cause assez radicale — incarnée notamment par les gouvernements néolibéraux de Reagan et Thatcher — de l'orientation suivie dans les trente années de l'après-guerre : développement des services publics et de la protection sociale, politiques économiques keynésiennes.

Le triomphe du libéralisme a atteint son apogée en 1991, avec la

dissolution de l'URSS. Cependant, la fin du monde bipolaire de la guerre froide — qui avait contraint les acteurs sociaux et politiques à “choisir leur camp” — va rouvrir le jeu, et favoriser, quelques années plus tard, l'essor d'un nouvel internationalisme, en lutte contre la mondialisation libérale.

Si la “conférence intergalactique contre le néolibéralisme et pour l'humanité” organisée au Chiapas en 1996 par les zapatistes a joué un rôle précurseur, c'est surtout avec les manifestations de Seattle, qui ont perturbé la réunion de l'OMC en 1999, qu'est apparu un nouvel acteur social reconnu comme étant d'envergure mondiale, un acteur qui se donne pour objectif l'action commune et coordonnée pour lutter contre la “marchandisation du monde” et pour tenter de modifier l'ordre mondial.

Ce mouvement est, cela va sans dire, très divers et traversé de tensions : faut-il privilégier le rapport de forces ou la négociation, le local ou le global, les identités spécifiques ou les objectifs généraux ? Ces débats continuent à traverser le mouvement mais, contrairement aux prévisions “optimistes” de la presse néolibérale, ils n'ont pas conduit à la dislocation du front anti-OMC après Seattle. Au contraire, c'est une dynamique de large alliance antilibérale qui a prédominé — certes, non sans beaucoup de problèmes et difficultés qui sont loin d'être résolus.

Aguiton passe en revue les principaux acteurs sociaux — anciens et nouveaux — du mouvement. Tout d'abord le syndicalisme, dont l'implication dans l'alliance antilibérale est encore faible, dans la mesure où prédomine l'orientation pour un accompagnement “social” de la mondialisation libérale, visant à en corriger les “excès”. On voit cependant un début de changement, en France, avec la participation de Sud, de la FSU, et, parfois, de la CGT — par exemple, dans la lutte réussie contre l'AMI (Accord Multilatéral d'Investissement) — ou aux États-Unis, avec la nouvelle orientation de l'AFL-CIO (depuis l'élection de J.J. Sweeney en 1995) qui était activement présente à Seattle. Sans parler des syndicats du Tiers-Monde comme la CUT brésilienne, la KCTU sud-coréenne et le COSATU sud-africain, tous engagés, à un degré ou l'autre, dans le mouvement antilibéral.

Un acteur à la fois ancien et nouveau est le mouvement pay-

san, qui joue un rôle de plus en plus important dans les mobilisations. Organisés depuis 1993 dans le réseau Via Campesina — qui revendique 50 millions d'adhérents, dont ceux de la Confédération Paysanne (dont José Bové est devenu le dirigeant symbolique) et du MST brésilien — les paysans luttent pour la réforme agraire et contre la logique du marché agricole capitaliste mondial.

D'autres acteurs importants, comme les femmes — dont la Marche mondiale contre la violence et la pauvreté a rassemblé des dizaines de milliers de participantes — ou les chômeurs, sont actifs dans le mouvement, mais doivent se battre pour que leurs demandes spécifiques ne soient pas noyées dans un discours trop global.

Parmi les acteurs nouveaux, les réseaux de jeunes radicalisés, comme Reclaim the Streets, en Angleterre, Direct Action Network aux USA ou Movimiento de Resistencia Global en Espagne, sont la pointe avancée des mobilisations, mais courent le risque de s'isoler, comme le montrent les exemples de la grève des étudiants de Mexico, ou des protestations contre le FMI à Prague. La convergence entre ces réseaux, à la culture écolo-libertaire, et le mouvement ouvrier est un des enjeux les plus importants pour le mouvement.

Restent les ONG, qui jouissent d'une très grande reconnaissance internationale — en tant que représentantes de la “société civile” — mais qui ne résistent pas toujours aux sirènes récupératrices du FMI ou de la BM. Elles devront choisir, dans les années qui viennent, entre l'alliance antilibérale avec les mouvements sociaux et le rôle de sous-traitants humanitaires des institu-

tions internationales.

Le combat contre la corporate globalisation prend souvent la forme de campagnes communes à l'échelle mondiale, contre la dette du Tiers-Monde, contre l'OMC, pour la taxe Tobin, animées par des réseaux comme Jubilé 2000, Third World Network, International Forum on Globalisation, Focus on the Global South ou ATTAC. Certains de ces réseaux sont présents, avec les jeunes, les paysans, certains syndicats, dans les grandes manifestations protestataires internationales qui jalonnent l'essor du mouvement — Seattle, Washington DC, Prague, Nice, Gênes — ou dans les conférences qui mettent en synergie les diverses initiatives et préparent les prochaines échéances : Bangkok en février 2000, Porto Alegre en janvier 2001.

Selon Aguiton, on peut distinguer trois pôles dans le mouvement contre la mondialisation libérale : le pôle radical internationaliste, le pôle nationaliste/protectionniste et le pôle néo-réformiste (pour une réforme des institutions globales). Mais ils s'agit seulement de cohérences virtuelles, dans un contexte où la fluidité du débat prédomine sur les positions rigides.

La principale limite du livre est l'absence de discussion des alternatives au système. La question du socialisme par exemple aurait mérité quelques développements. Il s'agit cependant d'un ouvrage qui nous aide à comprendre, dans toute son étonnante diversité, le sens et la portée historique du nouveau cycle de luttes et le nouveau mouvement international contre l'ordre mondial.

Michael Löwy

* Éd. Plon, Paris 2001, 251 pages, 118 FF.

Rome, mardi 24 juillet. Une délégation multinationale du Camp jeune s'est joint à la manifestation contre la répression de Gênes



A l'issue de Gênes, le 18^{ème} camp international de jeunes révolutionnaires

Par
Penelope Duggan*

Le 18^e camp des organisations de jeunesse en solidarité avec la IV^e Internationale était prévu en Italie depuis 1998. Au début l'idée était de mettre en valeur l'expérience de construction des *Giovani Comunisti* (organisation de jeunesse du Parti de la Refondation Communiste — PRC) des camarades du courant *Bandiera Rossa* et de leur fournir une occasion de présenter la IV^e Internationale en chair et en os à leurs sympathisant(e)s.

Le développement du mouvement contre la mondialisation capitaliste a donné une toute autre signification à ce rendez-vous. Le camp étant prévu dans la semaine qui suivait la mobilisation pour Gênes, le défi qui se présentait en premier lieu aux camarades italiens, mais également à toutes les délégations — qu'elles viennent de la Pologne ou du Portugal, de la Suède ou de la Grèce — était de lier les deux mobilisations et faire du camp un rendez-vous indispensable pour un courant résolument anticapitaliste qui doit commencer à se dégager au sein du mouvement.

Déjà au stage de préparation de Pâques, qui rassemblait des représentants de la plupart des délégations qui devaient être présentes au camp pour décider ensemble du programme sous tous ses aspects, les opportunités et les problèmes découlant de cette coïncidence des dates avaient été largement débattus. Comment combiner la mobilisation pour le camp avec la participation à la mobilisation unitaire large dans les divers pays, comment faire face au nombreux problèmes techniques et financiers posés par la nécessité de passer un, voire deux ou trois jours à Gênes, sur la route du camp. Il fallait plus d'argent, plus de temps, plus d'efforts de la part de toutes les délégations.

Mais elles ont répondu au défi. Plus de quatre cents jeunes de 18 pays se sont retrouvés dimanche 23 juillet dans la région de Lazio au nord de Rome pour commencer une semaine de forums, de commissions et de fête, tournant autour du thème des luttes

contre la globalisation capitaliste.

C'est vrai que l'arrivée fut difficile. Après avoir beaucoup manifesté dans les conditions très dures de Gênes, et ayant peu dormi et surtout peu mangé, les conditions spartiates du camp ont fait un peu grincer les dents. Mais, depuis dix-huit ans, les habitudes se sont installées et sont passées d'une



Tous les moyens sont bons pour afficher ses idées... La présence d'un pylone près du camp a été mise à profit pour accrocher, non sans mal, une banderolle contre le capitalisme mondialisé...

génération à l'autre, et très rapidement, tout le monde s'y est mis pour mettre les dernières touches à l'installation du camp. Pendant la semaine, ils ont disposé d'un chapiteau avec traduction simultanée en sept langues pour les forums, d'un grand tunnel couvert qui faisait village international dans la journée et disco la nuit, d'un espace femmes non-mixte et d'un espace lesbigay, d'une infirmerie, d'un espace « direction » pour le secrétariat et les réunions de la coordination du camp et d'un espace bar avec des tables dehors à l'ombre. Un confort non négligeable quand la température moyenne tournait autour de 35° C. Malheureusement il n'y avait pas d'espace ombragé pour les tentes donc tout le monde était obligé d'être debout de bonne heure !

Mais on se rappelait des trois jours sous la pluie au Portugal l'année dernière et à choisir entre les deux... Une fois tout installé et le planning des équipes qui devraient se charger pendant toute la semaine du nettoyage, de la sécurité et du bar mis en place, on s'est attelé à la politique.

Le camp a été ouvert par Livio Maitan, dirigeant de longue date de la IV^e internationale et de sa section italienne, et également aujourd'hui membre de la direction nationale du PRC. Il a brossé un tableau de la situation politique aujourd'hui et fait au chaud une première analyse du tournant représenté par la mobilisation et la répression qui venaient se produire à Gênes.

Ce thème devrait être approfondi pendant toute la semaine, Christophe Aguiton, dirigeant du mouvement contre la mondialisation capitaliste et d'ATTAC France situait le tournant Gênes dans le contexte du mouve-



ment international. Gigi Malabarba, dirigeant syndical et animateur du mouvement italien contre la mondialisation capitaliste, sénateur du PRC, parlait plus particulièrement de Gênes dans le contexte politique italien.

À côté des analyses de l'évolution du mouvement et du contexte politique, il fallait explorer plus en profondeur les mécanismes de la globalisation, comme la dette — chose faite par Éric Toussaint du Comité

* Penelope Duggan est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale, responsable en son sein pour la jeunesse.

Jeunesse

pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde de Belgique (CADTM) — ou l'aspect militaire — ce qu'a fait Catherine Samary, également dirigeante de la IVe Internationale et spécialiste des Balkans.

Pour qu'un fort courant anticapitaliste émerge dans les mobilisations, il faut que des mouvements qui s'affrontent à tous les effets inégalitaires et injustes de la globalisation capitaliste se développent et participent à ces mobilisations. Nadia de Mond d'Italie a insisté sur la nécessité d'un mouvement féministe, qui défende aujourd'hui les droits des femmes au sein de ce mouvement et par ses propres mobilisations. Il doit être également international et internationaliste et les contributions des camarades de l'Afrique du Sud, et de l'Amérique latine sur les formes du mouvement dans leurs pays — contre la dette en Afrique du Sud, contre la Zone de Libre Échange des Amériques au Mexique (ZLÉA), l'initiative du Forum social mondial au Brésil — ont été beaucoup appréciées. Dans le mouvement en Europe la référence au mouvement zapatiste au Mexique est très forte. Plus de soixante jeunes se sont retrouvés avec Braulio Moro, pour discuter de la lutte et de la réalité des Zapatistes.

C'est dire un programme politique très riche, avec des intervenant(e)s qui apportaient des expériences, des fruits d'un long travail sur toutes ces questions, et d'autres thèmes essentiels comme l'écologie et la libération sexuelle. Sur cette dernière question, toujours d'une grande importance théorique et dans la vie des gens, l'espace lesbigay, ouvert à toutes et tous qui veulent se poser des questions sur leur sexualité et qui organise chaque année une des meilleurs fêtes du camp, a été largement fréquenté et ses activités très réussies.

Cinq ou six commissions parallèles sur le thème du jour, les débats et autres rencontres dans les espaces, les réunions de délégation pour préparer les débats de la journée ou pour en faire le bilan, les réunions entre délégations pour échanger des expériences, s'informer, tout en profitant bien de la chaleur de l'après-midi pour faire une petite sieste et se mettre en forme pour les fêtes du soir, il n'y avait pas de temps morts...

Un petit groupe de camarades, représentant les différentes délégations, avait pour tâche d'avancer dans la discussion sur le travail commun dans le mouvement contre la mondialisation capitaliste. Cette commission permanente s'est fixé un programme de discussions allant d'un bilan de la mobilisation pour Gênes, passant par les formes de radicalisation des jeunes dans ce mouvement, comment combiner le renforcement du mouvement avec une activité et

profil spécifiques de nos organisations, la solidarité internationale (avec la Palestine, contre le Plan Colombie) dans le mouvement jusqu'à des questions plus pratiques de la mobilisation pour Bruxelles au moment du sommet européen en décembre.

Au moment du stage de préparation à Pâques, nous avons constaté des fortes inégalités entre les pays concernant l'état du mouvement contre la mondialisation capitaliste. Il y avait des pays où il n'existait quasiment pas, comme le Portugal, où il était surtout un phénomène d'un mouvement largement influencé par les églises contre la dette (c'était le cas de l'Allemagne) d'autres où ATTAC semblait rassembler surtout des anciens qui retrouvaient une façon de faire de la politique, les jeunes ayant du mal à trouver une place (l'expérience des camarades danois). Par contre notamment en Italie, mais aussi dans l'État espagnol et en France, ce mouvement avait déjà commencé de toucher des jeunes. Il a suffi de quelques mois, entre Pâques et le camp, pour voir le mouvement se développer à grande vitesse. Et même si nos camarades du Portugal formaient à Gênes la seule délégation organisée de leur pays, tout le monde a participé dans des cadres de mobilisation unitaire pour Gênes. C'est évidemment un acquis très important, surtout là où ces collectifs unitaires touchent des groupes et des organisations de jeunes, et nos camarades dans les différents pays feront tout pour les renforcer.

Beaucoup de jeunes gens qui commencent à se radicaliser sur la question de la globalisation s'orientent naturellement vers des formes d'action directe, de désobéissance civile qui provoquent discussion dans le mouvement, pas seulement entre les générations mais entre des jeunes. Les mouvements comme la marche rose, les tute bianche italiennes sont des facteurs importants dans ce mouvement. Le « black block » représente évidemment une tout autre dimension du débat. Des questions posées qui il faut continuer de discuter entre nous et dans le mouvement.

Mais justement, peut-on parler « d'un mouvement » ? Le mouvement contre la mondialisation capitaliste est en fait pluriel, composé de toute une série de mouvements, de collectifs, de syndicats, de groupes féministes, de groupes écologistes, d'initiatives nationales et internationales. Comment y être, comment renforcer tous ces mouvements et donc le mouvement d'ensemble, tout en renforçant nos organisations jeunes ? — était également une préoccupation des camarades. Ou encore quel lien entre notre travail de solidarité avec cel-

les et ceux qui sont en lutte ailleurs et le mouvement contre la mondialisation capitaliste ? Comment se mobiliser contre les effets de la globalisation sur le plan militaire ? Pas de prétention d'avoir apporté des réponses complètes à toutes ces questions, mais un début de réflexion commune qui doit se poursuivre aussi bien au plan national que dans les rencontres internationales.

Mais la politique ne se résume pas aux seules discussions, il y a aussi le côté pratique. Et donc pour Bruxelles une coordination par e-mail s'est mise en place, pour qu'on y arrive avec un tract commun et qu'on fasse ensemble sentir la présence des jeunes dans cette mobilisation.

Mais avant d'aller à Bruxelles il y a l'activité dans chacun des pays. Il y a le devoir de solidarité avec les jeunes Kabyles d'Algérie, dont le mouvement a été présenté et analysé par 5 jeunes camarades du Parti socialiste des travailleurs actifs dans ce mouvement qui avaient fait un grand effort pour être présents au camp. Autre devoir de solidarité, avec la Palestine, où les jeunes camarades français ont organisé une délégation de solidarité et de témoignage.

Dans d'autres pays, les nouveaux développements politiques ont ouvert des possibilités pour renforcer la gauche radicale anticapitaliste. On peut citer le Bloc de gauche au Portugal, la nouvelle organisation de jeunesse au Danemark — qui sont déjà des nouvelles formations organisationnelles. Il y a également la possibilité de travail commun entre des organisations séparées qui commencent à trouver de nouvelles convergences. La délégation venue de Grèce en était l'exemple avec, autour des jeunes partisans de la IV^e Internationale, six autres organisations, certaines politiques, d'autres des groupes de jeunes contre la globalisation, participaient dans la délégation grecque au camp. La présence d'une délégation de jeunes du Socialist Workers Party britannique, ou celle de jeunes du Parti socialiste polonais témoignait aussi de cette recherche de convergences.

En France, les camarades des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), se mobilisent déjà autour de la candidature de Olivier Besancenot, postier de 27 ans, lui-même ancien dirigeant des JCR, qui est présenté par la LCR aux élections présidentielles de juin 2001. Les camarades français(es) espèrent qu'à la suite d'une campagne réussie autour de cette candidature ils et elles se retrouveront nombreux à accueillir les délégations au 19^e camp en France en 2002. ■

Entre insurrection de masse et blindage impérialiste

La gauche latino-américaine à la recherche d'un modèle alternatif

Par
Ernesto Herrera*

Défis programmatiques et dilemmes stratégiques ont de nouveau été au cœur de la réunion du Groupe de Travail du Forum de São Paulo (FSP), qui s'est tenue les 18 et 19 août 2001 à Montevideo, Uruguay (1). Dans la conjoncture socio-économique explosive propre à l'Amérique latine, la gouvernance néolibérale ne repose plus que sur un double blindage : celui, économique, des institutions internationales comme le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC, et celui, politico-militaire, du pouvoir impérial des États-Unis.

Une situation d'insurrection sociale ingouvernable

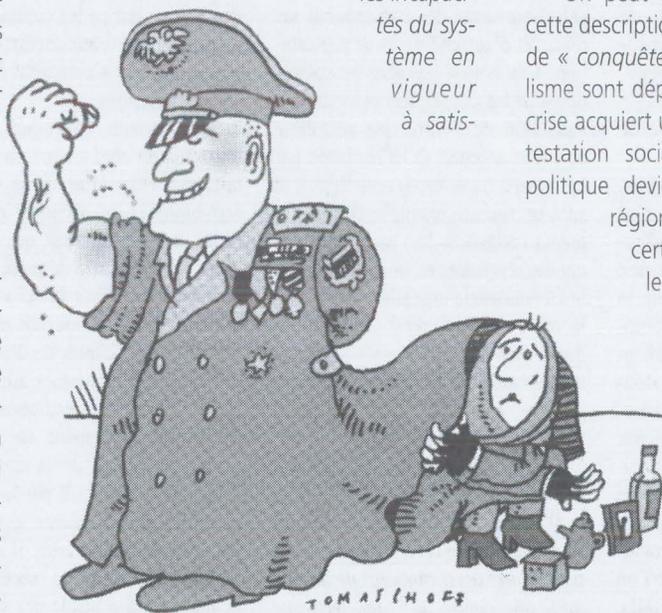
Plus aucun discours sur la « modernisation », plus aucune promesse de « combattre la pauvreté », plus aucune fiction de « l'équité » ne peut désormais contenir le rejet populaire des programmes d'ajustement et de contre-réformes. Le panorama politique latino-américain revêt aujourd'hui la couleur des résistances paysannes, indigènes, syndicales, urbaines et populaires, des sans-emploi, des sans-toit, des réseaux alternatifs de femmes et de jeunes, des mouvements contre l'impunité en matière de droits de l'homme. Celles-ci, de plus en plus larges et polarisées, ont partie liée avec un mouvement de désobéissance civile radical qui met en échec la mondialisation capitaliste.

La crise néolibérale n'alimente plus seulement, comme il y a une dizaine d'années, le désespoir. C'est là la raison de son échec et la preuve qu'une nouvelle période de la lutte des classes s'est ouverte, certes transitoire, mais indiquant des tendances à l'œuvre très claires. Le vent a changé de sens. Comme l'affirme le document élaboré par le Groupe de Travail, un des éléments les plus marquants de cette période est « l'échec du "paradigme néolibéral", en termes de force internationale, de capacité de cohésion politique et de légitimité sociale, qui se traduit ouvertement par une crise du discours hégé-

monique conservateur et de la dite pensée unique » (2).

Le continent traverse un moment de convulsion politique majeur et d'insurrection populaire des plus aigus. Simultanément, la combinaison de trois processus (protestation sociale, récession et rigueur, répression) « a déclenché une série de crises des régimes politiques et institutionnels, des situations ingouvernables et en outre de graves régressions démocratiques. Cela indique à la fois

les incapacités du système en vigueur à satis-



faire les besoins sociaux de base et la délégitimation progressive des élites gouvernantes » (3). En effet, cette protestation sociale, et sa radicalisation dans de nombreux pays, « se développe dans un contexte d'aggrava-

tion de la crise sociale et économique, qui se traduit dans la plupart des pays par la récession, les plans d'ajustement, le ralentissement de la croissance, l'endettement externe, et par les tentatives d'approfondissement des politiques libérales : privatisations, dérégulations, flexibilité du travail, etc. Cette situation s'accompagne d'une recrudescence des mesures répressives, de contrôle social et de "criminalisation" de la pauvreté et des actions de protestation » (4).

On peut tirer deux enseignements de cette description. Les années de tromperie et de « conquête pacifique » par le néolibéralisme sont dépassées. Dans la mesure où la crise acquiert une dimension brutale, la protestation sociale s'amplifie et l'instabilité politique devient un trait distinctif de la région. Partout sur le continent, certes de façon inégale, le modèle s'écroule, tandis que croissent les luttes et les résistances.

La situation d'antagonisme est exacerbée par les conséquences socio-économiques désastreuses de la mondialisation capitaliste et le renforcement du statut semi-colonial des pays latino-américains. Elle provoque une accélération des temporalités politiques, des affrontements (souvent violents), du recouvrement d'une conscience de classe, d'un anticapitalisme concret et d'un anti-impérialisme militant. Le programme de ces luttes pourrait se résumer

* Ernesto Herrera, membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale, est responsable de la coordination latino-américaine.

1. Le Forum de São Paulo regroupe les principales forces politiques de la gauche latino-américaine et des Caraïbes. Sa 10^{ème} Rencontre aura lieu en décembre 2001 à La Havane. Le Groupe de Travail (GT) est son

instance de coordination, qui réunit le Parti des Travailleurs (PT, Brésil), le Parti Communiste (PCC, Cuba), le Front Large (Frente Amplio, Uruguay), le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN, Nicaragua), le Parti de la Révolution Démocratique (PRD, Mexique), le Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN, Salvador) et une représentation des organisations colombiennes partie

prenante du FSP (FARC, PC, ELN, Presentes por el Socialismo). Le GT a élaboré un texte qui servira de base à la 10^{ème} Rencontre, dont la rédaction finale sera approuvée lors de la prochaine réunion du GT à Managua, en septembre.

2. Document préparatoire à la 10^{ème} Rencontre du FSP. Commission de rédaction, Montevideo, 18 et 19 août 2001.

3. Ibidem.

4. Ibidem.

Amérique latine

ainsi : solder l'énorme dette sociale en mettant un frein à la spoliation de droits acquis (économiques, sociaux, démocratiques).

Dans ces conditions il est juste d'affirmer que la nouvelle période permet à la gauche et au mouvement populaire d'examiner d'autres propositions et d'avancer vers « le dépassement de la dispersion organisationnelle et programmatique qui continue à caractériser le stade actuel de la résistance

au néolibéralisme » (5).

Un projet de recolonisation ... blindée

Les causes structurelles de la crise économique ont à voir avec les quatre transformations enregistrées dans la région :

❶ l'approfondissement de l'endettement extérieur à partir des années 1980 (6) ;

❷ la dislocation du tissu industriel dans plusieurs pays, avec le recul de branches industrielles liées au développement (stratégie de substitution des importations) dans les années 1930 à 1960, et avec l'implantation de secteurs étroitement liés à la stratégie exportatrice des grandes firmes transnationales ;

❸ l'augmentation de la pauvreté et de l'exclusion (7) ;

Opération « Cabañas 2001 »

Qui est l'ennemi ?

Sur le territoire de la province argentine de Salta, jusqu'au 11 septembre, se sont déroulées des manœuvres militaires sous le nom de code Opération « Cabañas 2001 ». Y ont participé : 700 militaires argentins, 240 des États Unis, 45 du Brésil, autant du Chili et de l'Uruguay et 40 Boliviens, Équatoriens et Paraguayens. Ces manœuvres militaires s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie de Guerre de Faible Intensité.

Mais tout simulacre a un propos, un objectif, un éventuel ennemi. Qui est donc l'ennemi pour cette opération ? Il est difficile d'avancer une réponse. D'abord parce que ni le gouvernement argentin ni le commandement militaire ne semblent être enthousiasmés par l'idée de donner des informations sur ces manœuvres et moins encore d'en expliciter les détails. En effet, bien qu'en théorie beaucoup étaient au courant de ces manœuvres, il aura fallu que le prix Nobel Adolfo Pérez Esquivel les dénonce publiquement pour que l'on en connaisse ensuite les détails. Pérez Esquivel a dévoilé la demande d'autorisation formulé par le Président De la Rúa au Congrès afin de permettre l'entrée dans le territoire argentin de troupes étrangères dans le but de participer à ces manœuvres.

L'information officielle indiquait que l'exercice sert à « simuler une opération de maintien de la paix commandée par les Nations Unies ». L'objectif était celui d'entraîner les forces armées de la région sur « un champ de bataille sur lequel il y aurait des civils, des ONG et des agresseurs potentiels », selon le journaliste argentin Horacio Verbitsky.

Le peu d'information dont on dispose permet de penser que le cadre prévu initialement pour cette

opération n'était autre que la province de Salta : la Mésopotamie argentine dans la province de Misiones. Le changement de cadre situe ces manœuvres sur un des épicentres des conflits sociaux qui ont secoué l'Argentine ces derniers mois : des zones comme Tartagal ou General Mosconi ont vu se succéder les manifestations des « piqueteros » (chômeurs et salariés menacés de licenciement), de Yacimientos Petrolíferos Fiscales (YPF, société pétrolière) avec des barrages sur les routes et d'autres formes de protestation. Ces zones, naguère prospères, ont subi les conséquences de la privatisation de l'entreprise pétrolière de l'État argentin (YPF) achetée par la transnationale espagnole Repsol et sont un funeste exemple des ajustements successifs. Les manifestations ont été réprimées en juin dernier par la Gendarmerie argentine, entraînant la mort de deux personnes, provoquant de nombreux blessés ainsi que la détention et le procès des dirigeants naturels des révoltes. Cependant, le commandant de la V^{ème} Division mécanisée, le général argentin Jorge Alberto Olivera, explique « qu'il ne faut pas dénaturer l'essence de cet exercice ». « La lutte contre les trafiquants de drogue ainsi que contre les 'piqueteros' ne fait pas partie de notre doctrine », en ajoutant « qu'il ne faut pas chercher des fantômes là où il n'y en a point » car « il est absolument erroné de vouloir associer cet exercice militaire au trafic de drogues ou bien aux conflits sociaux ».

Pourquoi donc la province de Salta ? « Parce qu'il s'agit d'une grande garnison, avec une infrastructure appropriée pour héberger tous les participants et parce que le climat est très favorable à cette époque de l'année. » Si nous ne pouvions pas faire appel à notre mémoire, si nous ne nous souvenions pas d'un passé qui n'est pas vraiment lointain, nous pourrions supposer que les 4 000 hectares réservés à cet exercice militaire à Salta n'ont été choisis que pour des raisons logis-

tiques et climatiques. Un simple problème d'hébergement et un peu de soleil. Mais il y a plus qu'assez d'éléments pour que l'on puisse mettre en cause ces explications si simplifiées.

1. L'Argentine vit une situation de conflit social face à l'épuisement des politiques économiques mises en place par les mêmes personnages, bien que sous des gouvernements différents. Les indices de pauvreté et de précarité ne cessent d'augmenter. Pendant ce temps les capitaux s'enfuient, les nouveaux crédits grossissent le dette et s'emparent de l'avenir des Argentins.

2. Cet horizon en ruines, chaque jour plus proche, a converti les protestations et le refus aux ajustements économiques en nécessité de construire des alternatives qui permettraient de freiner le désastre et commencer à récupérer la souveraineté. A partir de là on pourrait mettre en œuvre des politiques de distribution plus justes et équitables ainsi qu'arrêter la corruption institutionnalisée.

3. Ce développement de la conscience sociale et de la capacité de s'organiser se traduit par la mise en question des mesures politiques, économiques et sociales. Il se traduit aussi par l'unité de secteurs qui échappent au contrôle des structures politiques traditionnelles.

4. Le gouvernement cautionne la fuite en avant que propose Cavallo, ce qui implique de sacrifier les obligations élémentaires de l'État vis-à-vis de la population afin de sacraliser la saignée perpétuelle provoquée par le paiement des intérêts d'une dette extérieure impayable.

5. Ces politiques officielles n'impliquent pas seulement des baisses des salaires, des pensions et des retraites, mais aussi l'abandon pur et simple de la santé et de l'éducation publiques.

6. Des dizaines de milliers de jeunes gens de 18 à 25 ans n'ont pas accès à l'éducation et au travail. Devant une augmentation constante de toutes les formes de délinquance le gouvernement, les nostalgiques de la dictature

et leurs porte-paroles prônent la répression violente dans des médias monopolisés. Aucun responsable officiel n'ose considérer que la marginalisation sociale, la pauvreté et l'absence absolue d'opportunités nourrit « l'insécurité ».

7. Il faut aussi tenir compte d'un autre élément assez singulier et plus récent : le projet de créer une seule et unique force de sécurité capable d'intervenir lors d'éventuels conflits où les polices locales seraient débordées. Ce projet a été élaboré secrètement et finalement, les autorités ont dû reconnaître son existence une fois que l'information est devenue publique. De cette façon, la gendarmerie, la marine, la police aéronautique et une partie de la police fédérale se retrouveraient groupés sous un commandement unique.

Les circonstances propres à l'Argentine et une vision plus large, qui tiennent compte de la réalité du continent, ajoutent d'autres éléments qui permettent de supposer que les intentions de l'Opération Cabañas ne correspondent pas au discours officiel : les voies traditionnelles d'expression politique sont mises en cause et rejetées parce qu'elles « font partie du système ». Les protestations sociales acquièrent donc de nouvelles formes d'organisation qui échappent aux « contrôles » politiques habituels. C'est pour cette raison-là qu'elles deviennent créatives, novatrices, imprévisibles et porteuses d'une dynamique et d'une force sociale propre; qu'elles soient menées par des zapatistes, des « sans terre » au Brésil, des piqueteros, des Indiens équatoriens ou paraguayens, des sans-logis. Ils sont capables de pressentir, et ils cherchent, les alliances avec tous les secteurs touchés par le modèle néo-libéral. Ce sont des mouvements « dangereux », tout comme les insurgés en armes de la Colombie. Une fois de plus, la résistance sociale sera « l'ennemi ».

Sources : Página /12, Buenos Aires; La Jornada, Mexico; Servicio de Prensa Alternativa (SERPAL), Buenos Aires.

4 la détérioration des termes de l'échange, ou dit autrement, de la valeur respective des exportations de ces pays par rapport à ses importations.

A ces causes structurelles (8), on peut en adjoindre une autre, comme le fait Claudio Katz : le déficit de la balance commerciale.

La vulnérabilité de l'économie latino-américaine et la dépendance politique et militaire sont donc intimement liées. Quelques exemples récents le mettent en évidence : les accords récents du Brésil et de l'Argentine avec le FMI et la Banque Mondiale (15 milliards de dollars pour le Brésil, 8 milliards pour l'Argentine) ; la décision du gouvernement Pastrana (Colombie) de transférer le pouvoir judiciaire aux militaires dans les zones de conflit armé, la rupture du dialogue avec l'ELN, l'offensive contre les FARC dans le cadre de l'"Operación 7 de agosto" ; la mise en œuvre de l'opération "Cabañas 2001" dans la province argentine de Salta (voir l'encadré) ; la justification, par le ministère de la "Sécurité Institutionnelle" du Brésil, de l'opération "Pescado" dédiée à l'espionnage du MST ; sans oublier que des officiers de l'armée mexicaine s'entraînent avec les criminels "kaibiles", le corps d'élite anti-insurrectionnel guatémaltèque, responsable de massacres atroces... Tous ces événements ne peuvent être dissociés des nouvelles modalités mises en place par les États-Unis et les institutions internationales pour dépasser la crise de direction politique de la bourgeoisie et la perte de légitimité des gouvernements latino-américains dans le cadre de la crise économique : l'"aide" et l'autorisation à s'intégrer à la "mondialisation" sont conditionnées par l'acceptation de la militarisation du conflit et de la protestation sociale. Ainsi, le mécanisme du blindage se compose de trois éléments : économique, politique et militaire.

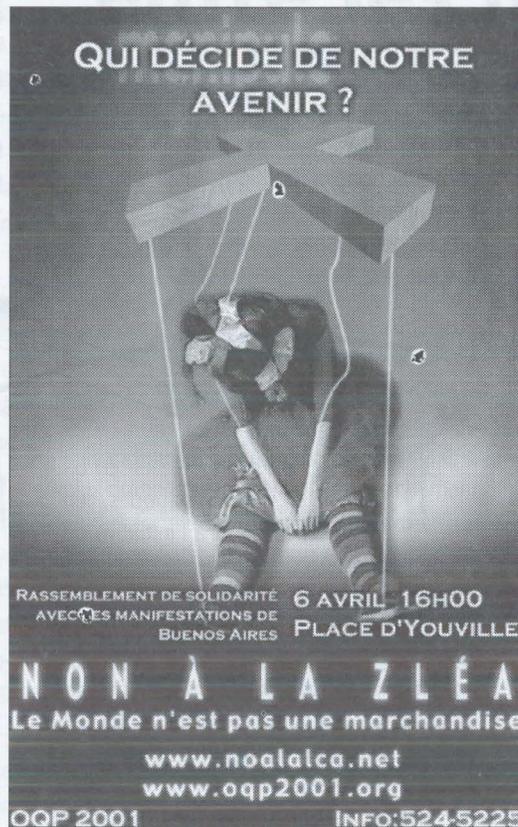
La ZLÉA (Zone de Libre-Échange des Amériques), par exemple, en plus d'être un

projet impérialiste de recolonisation (9), est aussi un "verrou de sécurité" aux contre-réformes, car elle empêche toute réversibilité par des gouvernements de gauche, en consacrant plusieurs éléments-clés comme

permettre le paiement de la dette extérieure. Il inclut un conditionnement des gouvernements (rigueur fiscale, diminution des financements sociaux, privatisations, flexibilité du travail), des initiatives politiques à l'échelle continentale (introduction d'une "charte démocratique" à l'OÉA ou d'une "clause démocratique" au MERCOSUR), des accords régionaux permettant de tisser une toile de protection. Ainsi se construit un projet de domination continentale et régionale (par les États-Unis pour l'essentiel) et de stabilisation-reproduction de l'actuel modèle du bloc dominant, excluant et anti-démocratique.

Il s'agit d'un processus combiné qui comprend la dollarisation et des accords de commerce régionaux s'inspirant du modèle de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain, rassemblant Canada, Mexique et États-Unis) comme des propositions de l'OMC. Là encore, les exemples sont nombreux et concordants : dollarisation en Équateur et au Salvador ; libre circulation du dollar au Guatemala ; entrée en vigueur d'un accord commercial entre Mexique, Guatemala, Salvador et Nicaragua ; signature d'un traité similaire entre la région centraméricaine et la République dominicaine ; Plan Puebla-Panama (lancé en juin par Vicente Fox, le président mexicain, après l'approbation au Mexique d'une loi indigène rejetée par les communautés zapatistes et l'EZLN) qui tend à étendre vers le sud la frontière des États-Unis et qui ouvre la porte à une exploitation intensive des ressources naturelles par les firmes multinationales dans des territoires revendiqués par les communautés indigènes ; enfin, vœu émis par les gouvernements du MERCOSUR afin de mettre en pratique l'accord 4+1, c'est-à-dire avec les États-Unis (jusque là en sommeil).

Évidemment, la situation est loin d'être homogène. Sur le continent, la crise néolibérale, le degré de décomposition politique et les résistances populaires s'enracinent dans des scénarii différents. On peut en cer-



normes "commerciales" de l'hémisphère. Le Plan Colombie, aujourd'hui rebaptisé "Initiative Régionale Andine" (10), est quant à lui une synthèse de la stratégie rénovée de la contre-insurrection, inaugurée avec le Plan Dignidad en Bolivie, et qui inclut la reconstruction des bases militaires et d'espionnage dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes, avec une attention spéciale au "triangle bolivarien" (Venezuela, Colombie, Équateur) et à l'île de Vieques, au large de Porto-Rico.

Dans le domaine strictement économique, il faut le souligner, ce blindage ne se limite pas à une assistance financière censée empêcher banqueroutes et chaos, et ainsi

vers les créanciers extérieurs.

7. Passées les années d'orgie libérale, même la CEPAL (Commission Économique pour l'Amérique latine) reconnaît qu'il faudrait une croissance annuelle de 6% pour s'affranchir aux "problèmes sociaux", abaisser "le niveau de pauvreté" et "amoindrir le retard technologique" par rapport aux pays industrialisés (*Panorama social 1999-2000*). Pourtant, toutes les prévisions s'accroissent sur un taux de croissance d'environ 2%. Même les indicateurs macro-économiques ne sont plus satisfaisants : de 1997 à 1999, le taux

de variation du PIB par habitant est passé de 3,7% à 1,6%. Pendant ce temps, 220 millions de personnes sont pauvres (dont 93 millions vivent dans la misère) et la scolarisation moyenne n'atteint que 5,2 ans (alors que selon la CEPAL, "10 ans d'éducation sont nécessaires pour ne pas devenir pauvre").

8. Cf. C.Katz, "Les nouvelles turbulences de l'économie latino-américaine", *Inprecor* n° 457 d'avril 2001.

9. Cf. l'article de Claudio Katz dans ce numéro, en p. ...

10. Cf. *Inprecor* n° 451, octobre 2000.

5. Avant-projet de Résolution nationale. 6^{ème} Conférence nationale de la tendance Démocratie socialiste du Parti des travailleurs. Brésil, août 2001.

6. Le Sommet de la Dette Sociale et de l'Intégration Latino-américaine, qui s'est tenu à Caracas en juillet, le confirme : le poids de la dette extérieure est une des principales sources de pauvreté et d'inégalité. "En naissant, chaque habitant de notre région doit en moyenne 1550 dollars étasuniens" déclare Otto Boye, secrétaire permanent du Service Économique Latino-américain (SELA). En

dix ans, la dette a presque doublé : 430 milliards de dollars en 1990 et 750 milliards en 2000. La poursuite du paiement du service de la dette compromet d'abord l'avenir de ces pays, si on considère qu'elle équivaut à 39% du PIB et à 201% des exportations de la région ; mais aussi toute idée de programme alternatif, car l'endettement extérieur agit comme une masse de capital valorisable par les grands groupes économiques et les entreprises transnationales qui concentrent la majeure partie de la dette privée, et comme mécanisme de transfert des revenus

Amérique latine

L'Argentine a misé sur la convertibilité et l'ouverture. Toute la gamme d'économistes et personnalités politiques (13) qui continuent à proposer l'entrée à la ZLÉA après le Mercosur, n'a pas réussi à expliquer comment cette négociation conjointe pourra s'articuler si à la fin d'une décennie on n'a pas réussi à réaliser des accords beaucoup plus élémentaires.

Proposition pour l'autre monde possible

À la différence de la Communauté européenne, la ZLÉA ne crée pas de zones homogènes : aucun pays arriéré ne se rapprochera de l'économie motrice de l'accord. Il n'y a pas de provision pour des transferts budgétaires du Nord au Sud et le fossé de niveau de vie qui sépare n'importe quel pays latino-américain des Etats-Unis se maintiendra. La cause des différences entre la Communauté européenne et la ZLÉA est évidente : la première association se projette comme un bloc dominant qui défie les Etats-Unis, tandis que la seconde est une pièce de la domination nord-américaine pour affronter cette bataille. Pour cela, c'est tout à fait pertinent de caractériser cette initiative comme un projet impérialiste et recolonisateur de l'Amérique latine. Si ce processus se réalise, la nature de la bourgeoisie régionale changera complètement et la discussion actuelle autour de sa nature dépendante ou transnationale sera tranchée (14). L'incapacité de la classe dominante latino-américaine à réaliser un projet intégrateur propre est évidente. Les pactes andins et centroaméricains connaîtront le même échec que celui que vit le Mercosur en ce moment. Si au cours de tout le XX^e siècle les bourgeoisies régionales n'ont pas pu développer le programme de Bolivar, à l'heure actuelle elles ont perdu tout intérêt envers cet objectif parce que leur degré d'association avec le capital métropolitain est substantiellement plus grand.

Les 10 ans du Mercosur étaient également marqués par des atteintes sans précédent aux conditions de vie des travailleurs. Au lieu de réglementations du travail communes et des mesures de protection des salariés, dans les pays impliqués on a développé la précarisation du travail et le chômage. Cette expérience nous permet de

13. Marcela Bordenave, "Mercosur o ALCA", *Pagina 12*, 10 avril 2001 ; et Alieto Guadagni, "El ALCA desde el Mercosur", *La Nación*, 29 mars 2001.

14. James Petras suggère que ce changement s'est déjà produit. Voir *Rebellion*, 17 mars 2001, et *Pagina 12*, 13 mai 2001.

conclure qu'un véritable projet d'intégration des peuples devra partir d'autres principes. En premier lieu, il devra se fonder sur la satisfaction des revendications fondamentales comme l'augmentation du salaire minimum, l'assurance-chômage et la gratuité de l'éducation et de la santé. La coordination des politiques pour atteindre ces objectifs doit étayer la solidarité et non pas la compétitivité, encourager la stabilité du travail et non pas la mobilité du capital, promouvoir l'amélioration du niveau de vie et non pas l'efficacité du commerce.

En second lieu, il n'y a pas d'intégration véritable sans enlever l'obstacle que constitue la dette externe pour le développement soutenu comme l'a démontré la crise mexicaine de 1995, brésilienne de 1998 et argentine de 2000-2001. La cessation de paiements détruit tout effort de progrès régional et les interminables ajustements du FMI empêchent une reconstruction complémen-

taire des économies latinoaméricaines dégradées.

Finalement, l'intégration doit se situer dans la perspective d'un processus de transformation socialiste, parce que le capitalisme constitue un obstacle insurmontable pour le dépassement de la condition périphérique des pays de la région. Il y a un lien entre le vieux rêve d'unité latino-américaine et l'établissement de nouvelles formes de propriété et de gestion collective de l'économie.

Le débat sur ces propositions s'insère dans le nouveau climat politique créé par les protestations contre la mondialisation. Les négociateurs de la ZLÉA ont déjà affronté directement cette hostilité de la rue à Buenos Aires et au Québec. La nouveauté est qu'un grand nombre de manifestants ne se limitent plus à proclamer qu'un autre monde est possible, ils définissent la nature de cet univers désirable et comment y parvenir. ■

Vient de paraître Collection reliée d'*Inprecor*, année 2000

Comme chaque année, nous avons fait relier quelques dizaines d'exemplaires de la collection de l'année 2000 (numéros 443 à 454), contenant l'index des articles de l'année.

Vous pouvez commander cette collection au prix de 100 francs, port compris, en nous faisant parvenir votre commande (n'oubliez pas d'indiquer **lisiblement** l'adresse à laquelle vous souhaitez recevoir l'envoi !) accompagnée d'un chèque à l'ordre de la PÉCI. L'envoi sera fait par la poste au tarif le plus bas.

Nous disposons encore de quelques exemplaires des collections des années 1999 et 1998 — vous pouvez les commander au même prix.

Commandes à adresser à : PÉCI, BP 85, 75522 Paris Cedex 11, France.

correspondance de presse internationale

inprecor

Prix : 100 FRF / 15,25 € / 30 CHF / 700 BEF

Collection 2000
numéros 443 à 454

Crise de domination et réorganisation du mouvement social

Par
Eduardo Lucita*

Samedi 4 août : La direction nationale de la CTA (Centrale des travailleurs argentins) a invité les travailleurs de l'État, les instituteurs, les salariés du système judiciaire, les professeurs d'université à un débrayage de 24h pour accompagner les "piqueteros", qui réalisent la seconde étape de leur plan de lutte en bloquant les principales routes et voies de communication dans tout le pays.

Mardi 7 août : pendant toute la journée, des centaines de routes et rues sont barrées, les salariés des services publics réalisent des assemblées de rue et des ralliements devant des édifices publics, les universitaires donnent des cours publics et occupent les facultés. Les spectacles musicaux de rue en soutien surgissent de nulle part. Presque 100 000 personnes participent aux marches et mobilisations de différents types dans l'ensemble du pays.

accompagnés par les principaux dirigeants de la CTA, par les Mères de la Plaza de Mayo, par des personnalités des arts et de la culture en général, et par différentes organisations politiques de la gauche.

Ce sont eux, les "piqueteros", qui prennent la tête d'environ 40 000 personnes qui marchent jusqu'à l'historique Plaza de Mayo pour dire leurs vérités en réponse à l'offensive que le capital et l'État ont lancé contre les travailleurs et les classes populaires pour dépasser leur propre crise.

De la récession à la dépression

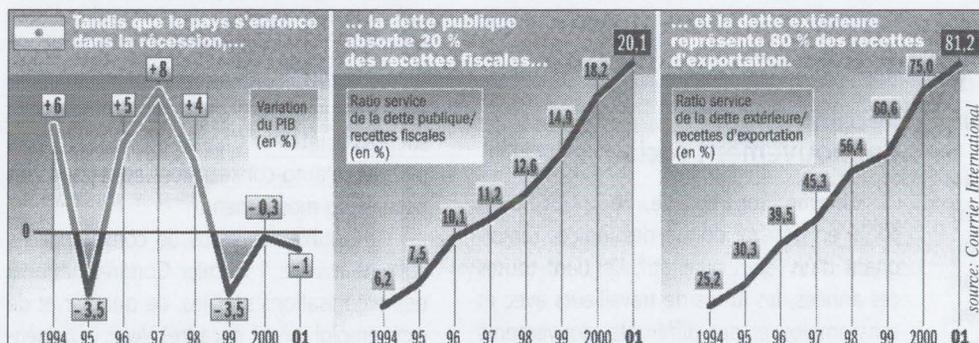
La crise qui secoue l'Argentine est d'une telle magnitude et profondeur qu'elle est sans précédents dans son histoire récente. Le destin de la Nation semble être en jeu. Au-delà des problèmes économiques et politiques, c'est une crise d'avenir. Il n'y a pas d'horizon, sauf une aggravation des conditions actuelles de fragmentation, d'exclusion sociale et de soumission au grand capital

fête de l'Indépendance nationale, le président a reconnu publiquement que le pays « n'était pas indépendant ». Le ministre de l'économie a ajouté que « les lignes de crédit locales et internationales sont coupées pour le pays », ce qui signifie que le pays est virtuellement en cessation de paiement et au bord de l'écroulement.

Après 18 mois de gouvernement, les administrateurs du moment n'ont pas réussi à mettre fin à la récession, qui a commencé au milieu de 1998, et entame sa quatrième année consécutive. En 1999 le PIB a reculé de 3 %, en 2000 de nouveau de 0.5 % et l'année 2001 devrait enregistrer un nouveau recul de 1.6 %. L'économie nationale est plongée dans un cycle de stagnation et de dépression.

Sous la pression des organismes de crédit internationaux et de la banque nationale, et avec l'objectif prioritaire d'obtenir les ressources nécessaires pour le paiement des intérêts de la dette, le gouvernement a imposé au parlement la sanction de la dite "Loi du déficit zéro". Comme il serait suicidaire de continuer à payer les intérêts ruineux pour de nouveaux prêts afin de financer le déficit fiscal, la loi stipule que l'État ne peut pas dépenser plus que ses recettes, c'est-à-dire qu'il ne peut pas continuer à s'endetter.

Comme du même coup la loi donne la priorité au paiement des intérêts de la dette externe, et pour combler le manque à gagner, le gouvernement a imposé une baisse de 13 % des salaires des travailleurs du secteur public et des retraites, une baisse qui sera variable d'un mois à l'autre, selon les recettes fiscales. Comme cette mesure s'est avérée insuffisante, on a également imposé des ajustements et coupures dans l'ensemble du bud-



Mercredi 8 août : des milliers de personnes de différents syndicats en lutte, d'organisations de quartier et de cafétérias communautaires (1), étudiants, petits commerçants, universitaires et intellectuels, répondent à l'appel de la CTA et se réunissent devant la Plaza de los dos Congresos, pour accueillir chaleureusement les colonnes de "piqueteros" qui ont marché 20, 30 ou 40 km à partir des différents quartiers de l'agglomération du grand Buenos Aires pour arriver au point de ralliement, en défiant les intimidations du gouvernement national,

autochtone et étranger.

La dette externe (publique et privée) atteint les 200 000 millions de dollars — plus que 50 % du PIB — le récent échange des bons de la dette pour d'autres à plus long terme signifie gagner un peu de temps en payant des taux démesurés de 15 et 16 % par an. Grâce à cela, le gouvernement ne peut faire face ni continuer le paiement des intérêts de la dette publique, qui s'élève à plus de 11 000 millions de dollars par année.

Dans son discours du 9 juillet, jour de la

* Eduardo Lucita, membre de Militantes Socialistas de la CTA, dirige la revue socialiste indépendante *Cuadernos del Sur*.

1. "Comedor comunitario", que nous avons traduit par "cafétéria communautaire" joue le rôle des "soupes populaires" auto-organisées.

Argentine

get national, qui toucheront sérieusement les salaires indirects et les prestations sociales.

L'impact social de plus d'une décennie de néolibéralisme est plus que visible : le chômage touche 16,4 % de la population active (des calculs non officiels le portent à 22 %), le sous-emploi est de l'ordre de 15 %. Au total plus de 30 % de la main-d'œuvre connaît de sérieux problèmes d'emploi. Presque 40 % de la population est pauvre et 7 % parmi cette dernière est indigente. Les salariés ont encaissé une forte chute structurelle de rémunérations et ne perçoivent plus que 19 % du revenu national. Les 10 % les plus riches s'approprient 48 % de la richesse produite, tandis que les 10 % les plus pauvres n'en touchent que 1,4 %. Chaque jour 55 enfants de moins d'un an meurent de faim et de maladies facilement guérissables.

Si l'Argentine reste le pays le moins pauvre de l'Amérique latine, c'est aussi le pays qui au cours de la dernière décennie a enregistré les plus grands indices de croissance de la pauvreté.

Crise d'hégémonie

La crise se déroule selon le cours qu'elle a tracé elle-même, ce qui la rend largement prévisible. Or, ce qui a échappé aux observations de la majorité des analystes, c'est la nature vertigineuse avec laquelle elle se déroule à certains moments. En peu de mois, elle a consumé trois ministres de l'économie ; les institutions de la démocratie parlementaire ont été vidées de leur substance ; le gouvernement et même le système de domination ont perdu une large part de légitimité sociale.

Comme on pouvait l'entrevoir déjà pendant la dernière étape du gouvernement Menem, la crise d'hégémonie à l'intérieur du bloc dominant, que le Plan Cavallo avait réussi à constituer depuis 1991, par le biais des sinécures des privatisations, a commencé à se rouvrir avec l'épuisement du modèle néolibéral.

Une expression de cette réouverture est le fort litige entre les différentes fractions du grand capital, local et étranger, pour imposer un nouveau cap à la politique économique et à la sortie recherchée de la crise. Les grands groupes économiques et les entreprises transnationalisées font face à des propositions de dévaluation généralisée d'un côté et de dollarisation totale de l'économie de l'autre, tandis que la grande banque

cherche à maintenir la situation actuelle et continuer à réaliser d'importants gains avec le refinancement de la dette et l'encaissement de commissions. Sous la domination du capital financier, toutes les fractions s'entendent pour réduire les dépenses publiques, en faisant semblant d'ignorer que le bilan du budget national, si l'on exclut les intérêts de la dette externe, est excédentaire. Dans ce contexte, au cours des quatre derniers mois, 12 000 millions de dollars ont fui le pays, et le total de placements d'Argentins à l'étranger dépasse déjà les 120 000 millions de dollars.

Le poids de la dette externe impayable et son impact sur l'ensemble de l'économie ne peuvent plus être dissimulés.

Ce litige s'exprime également à l'intérieur du gouvernement et des grands partis du système. Dans la lutte de tendances et fractions, on comprend la raison des avancées et reculs du gouvernement, du règne de l'improvisation et des hésitations devant les décisions à prendre. C'est que, devant l'absence claire d'hégémonie — comprise au sens gramscien comme la capacité d'une fraction de la bourgeoisie d'imposer un programme au reste de la population — les différentes fractions du capital et les tendances politiques se neutralisent mutuellement. Ce qui est en jeu est une recomposition des alliances politiques, en harmonie avec le degré de concentration et de centralisation de capitaux atteint, qui cherche à rendre viable l'ajustement en cours et qui soit en mesure d'imposer le contrôle social nécessaire pour porter en avant un programme de sortie de la crise.

Recomposition du mouvement social

Comme contrepartie, le mouvement social en général donne des indices témoignant d'un saut qualitatif. Pendant toutes ces années, les luttes de travailleurs avec et sans emploi, et des différents mouvements sociaux, se sont multipliées, bien qu'il s'agisse de luttes partielles, fragmentées et qu'il y ait une certaine incapacité à les centraliser et à en assurer la continuité.

Or, les grandes crises politiques ont une valeur incalculable a priori. Ainsi Aerolíneas Argentinas, la compagnie d'aviation nationale, qui a été privatisée, mise en vente et ensuite pillée par l'État espagnol, est maintenant menacée de fermeture pour jeter 7 500 travailleurs à la rue. Presque l'ensemble de la société voit l'affaire comme " une cause nationale ". Ce qui a donné lieu à un questionnement sur l'ensemble de la politique de privatisation des services et entre-

prises publiques de la dernière décennie et le concept de l'impérialisme est revenu comme catégorie politique.

Avec l'exacerbation de la crise, le mouvement social fait preuve de recomposition, sous des formes d'auto-organisation indépendante et d'autogestion de ses propres besoins, le tissu des solidarités de classe semble se recomposer. Pour le moment ce n'est pas une tendance généralisée, mais il y a eu plusieurs exemples édifiants. Les piqueteros et chômeurs de la Province de Buenos Aires (2) bloquent des routes et manifestent en solidarité avec les piqueteros de la Province de Salta dans le nord du pays, brutalement réprimés par la gendarmerie (deux travailleurs assassinés et plusieurs détenus). Les travailleurs de l'État, de la ligne aérienne et de l'enseignement ont manifesté en solidarité avec les piqueteros ; ceux-ci se mobilisent en faveur des fonctionnaires et enseignants. Et ainsi de suite.

Plusieurs de ces luttes se déroulent en marge des structures et méthodes traditionnelles, avec des formes embryonnaires d'auto-organisation et d'action directe, pendant que d'autres sont dirigées par des organisations syndicales non encadrées par le gouvernement, dans un processus social de convergence objective dont le trait distinctif est le profond contenu démocratique qui traverse tout le mouvement. Cette convergence, et l'émergence d'un mouvement social avec un fort degré d'autonomie semblent être en train de dépasser la fracture entre le militantisme social et le militantisme politique partidaire qui était une des caractéristiques de la dernière décennie et en même temps ils posent des limites aux politiques sectaires des partis et organisations sociales mettant traditionnellement leurs intérêts d'auto-construction au-dessus des besoins du mouvement.

Ce double processus de convergence a culminé avec le " Premier Congrès national des organisations sociales, de quartier et de sans-emploi " (voir encadré). Avec la présence de plus de 2 000 délégués de tout le pays et au cours d'un débat large et démocratique, ce congrès a analysé la situation du pays et a débattu de la manière d'améliorer l'organisation et la coordination des luttes sur tout le territoire national, en dressant un plan de luttes échelonnées en cours de réalisation au moment où nous écrivons.

La profondeur de la crise et la revitalisation du mouvement social ont eu de fortes répercussions à l'intérieur du système des partis. L'Alliance gouvernante s'est fracturée, le Gouvernement connaît de sérieuses difficultés pour discipliner ses propres partisans, la principale force d'opposition n'arrive

2. Cette province est située autour de la capitale Buenos Aires, mais ne la comprend pas.

pas a se fixer une orientation définie, il y a plusieurs ruptures des structures des partis et se constituent de nouvelles formations politiques qui briguent les suffrages face aux grands partis.

À partir de différents secteurs, il y a des appels à la formation d'un " gouvernement de salut national " mais personne ne définit avec clarté ses objectifs et ne fait de propositions concrètes.

La gauche se renforce en contrepartie de ce processus. Ses différents partis et organisations présentent, bien que de manière limitée, une plus grande insertion sociale et une plus grande reconnaissance publique. On peut le voir dans son intervention dans les luttes sociales et ses perspectives électorales. Dans l'ensemble, et malgré son fractionnement en plusieurs courants, il y a une perspective de croissance importante dans les intentions de vote pour la gauche dans la société.

Ombre de l'Etat policier ou...

Ce portrait de la situation changera sans doute au cours des élections nationales pour renouveler les représentations parlementaires, en octobre de cette année. Tout indique une grande dispersion de votes et une cata-



Assemblée des "Piqueteros", Photo Indymedia

strophe électorale pour le gouvernement. Si c'est le cas, comment gouverner à partir d'octobre ? Est-ce que le pouvoir pourra se maintenir ? Et s'il le fait, à quelles conditions ?

Ainsi, la situation politique est très dynamique mais aussi très périlleuse. La pression des secteurs financiers a constitué un véritable coup d'état civil. Le président de l'Association Bancaire d'abord et de la Société Rurale ensuite, face au Président de la Nation et ses ministres, ont réclamé une répression du mouvement social, ont parlé d'anarchie et de la pression des barrages de routes. Au sein de différents cercles influents

d'opinion publique on parle des formes d'un contrôle social de part de l'Etat, et l'ombre d'un Etat policier — avec la gendarmerie nationale transformée en force policière militarisée — plane par-dessus tous ces cercles.

Dans ce jeu de pressions, prédominent celles qui proviennent des menées hégémoniques des Etats-Unis, cherchant à forcer une adhésion rapide de l'Argentine à la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques) avec le double objectif de déplacer les capitaux européens et d'atteindre le maximum de mobilité pour leurs propres capitaux, et aussi d'isoler le Brésil, dont les positions sont beaucoup plus autonomes que celles de l'Argentine.

Il ne semble pas y avoir trop d'alternatives. Ou bien le gouvernement avancera sur un chemin d'approfondissement de la politique économique en cours et de l'autoritarisme politique, ou bien le mouvement social avancera, en renforçant son autonomie et ses formes d'organisation indépendante, et en défendant les libertés publiques et en élargissant les espaces démocratiques, il imposera une sortie à la crise. ■

Buenos Aires, 10 août 2001

Assemblée nationale des "Piqueteros"

Mardi 24 juillet 2001, à Matanza, province de Buenos Aires, a eu lieu la Première assemblée nationale des organisations sociales, territoriales et de sans-emploi. Préparée depuis plus d'un an, la crise politique déclenchée par le septième ajustement lancé par le gouvernement en seulement un an et demi, a précipité sa convocation. Plus de 2000 délégués de tout le pays ont répondu à la convocation. L'organisation de l'assemblée a incombé aux "piqueteros" de La Matanza dont les principaux dirigeants étaient membres de la Fédération de Terre et Habitat de la CTA (Centrale des travailleurs argentins) et de la CCC (Courant de classe et combatif, orienté par le PCR maoïste), mais aussi de groupes plus petits comme le Mouvement de travailleurs sans-emploi — Teresa Rodríguez, le Pôle ouvrier et d'autres.

Il n'y avait pas que des sans-emploi. Des dirigeants syndicaux, des travailleurs de l'enseignement et de l'université, des retraités, des dirigeants de quartiers et d'associations de voisinage, des producteurs agrico-

les, entre autres, étaient aussi nombreux. L'intervention du Secrétaire général de la CTA, Victor De Gennaro, fut chaleureusement applaudie, tandis qu'Hugo Moyano, le Secrétaire général de la CGT "rebelle" sera hué et n'a presque pas pu parler.

La réaction était très marquée quand on a mentionné Carlo Giuliani, le jeune assassiné à Gênes. L'assemblée s'est levée pour une ovation à sa mémoire et en effet il a été placé dans la galerie des martyrs qui comporte déjà les piqueteros assassinés par la gendarmerie argentine.

La convocation à cette Assemblée avait des objectifs clairs et précis : avancer dans la coordination des luttes au niveau national, améliorer les niveaux d'organisation, débattre de la manière de faire face au nouvel ajustement.

Le débat était large, démocratique et ouvert à tous. Chaque orateur disposait de trois minutes, et ainsi ont défilé les piqueteros du nord au sud du pays, des dirigeants de quartiers, d'associations, de partis politiques, ainsi que les élus de partis de gauche : Patricio Etchegaray du Parti communiste, Vilma Ripoll du Mouvement socialiste des travailleurs et Jorge Altamira du Parti

ouvrier.

L'assemblée a défini un plan de lutte national qui comprenait le barrage des routes et voies de communication des 50 principales villes du pays d'une durée échelonnée hebdomadaire de 24, 48 et 72 heures. Ce plan devait culminer en une grève générale nationale convoquée par la CTA et la CGT "rebelle".

Les objectifs politiques du Plan de lutte étaient :

- a) Libération des prisonniers sociaux ;
- b) fin des procès des plus de 2500 militants sociaux inculpés
- c) renoncement du gouvernement à l'ajustement et aux amputations de salaires ainsi qu'aux mesures budgétaires.

Sur le plan organisationnel, l'Assemblée a décidé la création de Coordinations dans les principales villes du pays et la constitution d'un Comité d'avocats pour répondre aux accusations et incriminations du gouvernement.

Au moment de rédiger ce rapport on a su que la Plénière des délégués des travailleurs d'Etat avait voté la participation aux barrages de routes et de rues. En ce moment on discute des formes d'organisation des barrages et de leur emplacement. Les dissidences et propositions contrever-

sées ne manquent pas, par contre les dirigeants responsables de l'Assemblée étaient clairs et catégoriques. Les barrages devaient réunir quatre conditions : êtres massifs, pacifiques, multisectoriels et se trouver près d'une voie de contournement pour ne pas porter préjudice aux travailleurs devant circuler. Ainsi, on éviterait l'accusation gouvernementale concernant la liberté de circuler.

Au cours des débats de l'Assemblée un piquetero du nord du pays a dit : « nous savons que quand nous barrons une route, c'est comme si l'on coupait une artère à un être humain ».

Les piqueteros savent, sans trop de théorisation, que dans le rapport de forces actuel, il est très difficile d'agir dans les centres de production et d'accumulation du capital. Ils portent donc l'affrontement au niveau de la distribution et de la circulation des marchandises et des personnes, ce qui entrave la réalisation des profits. (1)

Buenos Aires, 28 juillet 2001

1. Cf. "Anciennes et nouvelles formes de luttes", *Inprecor* n° 456 de mars 2001.

Les débats de la VI^e Conférence de Démocratie Socialiste

Par
João Machado*

Après les événements de Gênes, il est inutile d'insister sur le changement de la situation mondiale ces dernières années, ni sur la montée de la contestation au néolibéralisme. Au Brésil ce changement coïncide avec une crise économique, sociale et politique importante.

Offensive néolibérale

L'actuel gouvernement brésilien est le fruit de l'offensive politique néolibérale. L'actuel président de la république, Fernando Henrique Cardoso (FHC), a été élu en 1994 à la suite du succès d'un plan anti-inflation, le « *Plan Real* » (du nom de la nouvelle monnaie) ; ce plan a été le premier pas d'un programme économique qui suivait les lignes de ce qu'on appelait alors « *le consensus de Washington* » : « *ouverture de l'économie* », *privatisations des entreprises publiques*, « *responsabilité fiscale* ». Tout cela devait garantir la croissance des investissements et le développement économique, réduire la pauvreté et assurer l'entrée du pays dans « *la modernité* ».

Ce programme a ouvert l'économie brésilienne (aux marchandises et aux capitaux étrangers) et privatisé la plupart des entreprises publiques — les deux exceptions les plus importantes, jusqu'à maintenant, sont la Petrobras (l'entreprise de pétrole) et la Banque du Brésil. L'inflation a été réduite. Mais à part cela, les résultats ont été tout à fait différents de ce qui avait été promis.

La « *responsabilité fiscale* » s'est limitée à la réduction des dépenses publiques non financières, alors que les paiements d'intérêts ont beaucoup augmenté. Pour cette raison, l'endettement public a connu une croissance spectaculaire : la dette publique est

passée d'environ 30 % du PIB en 1994 à 54 % en 2001.

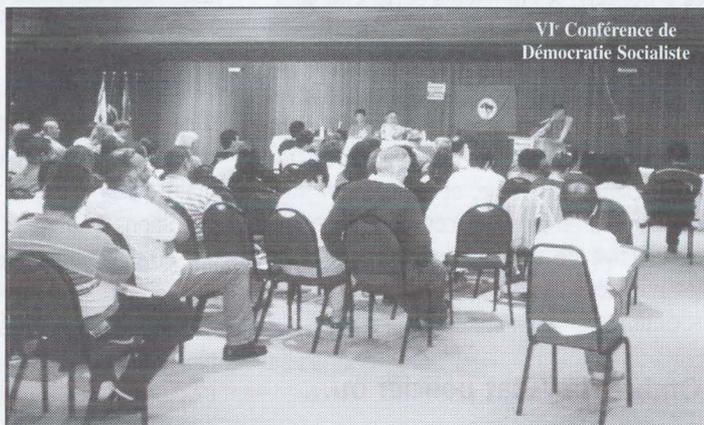
L'« *ouverture* » et les privatisations ont conduit à la dénationalisation de l'économie — il n'est pas exagéré de dire que le Brésil, comme d'ailleurs en général l'Amérique

Latine, vit un véritable processus de recolonisation — mais nullement à une croissance des investissements et de l'économie. L'économie brésilienne est devenue beaucoup plus dépendante des importations (même des taux de croissance limités donnent lieu à une grande détérioration de la balance commerciale) et complètement vulnérable à l'instabilité internationale. Si la dette extérieure est restée stable (un peu plus de 240 milliards de dollars actuellement, soit légèrement moins qu'en 1994), le passif extérieur (qui inclut, au-delà de la dette, les actifs brésiliens, dont les actions, qui sont la propriété des étrangers) a fortement augmenté. Ainsi au service de la dette déjà lourde s'est ajoutée l'exportation des profits, dont la croissance est rapide. Toutes les crises internationales (Mexique, Asie, Russie) ont eu des répercussions sévères au Brésil. Fin 1998 - début 1999 l'économie brésilienne a à son tour plongé dans la crise, et cette année la crise argentine a aussi des graves conséquences au Brésil.

Il n'y a pas eu, non plus, réduction de la pauvreté : c'est le contraire qui s'est passé. Et le gouvernement s'est montré au moins aussi corrompu que ses prédécesseurs et les scandales n'ont pas manqué.

Usure du gouvernement FHC

Dans ce cadre économique, social et politique, l'usure du gouvernement s'est déjà fait sentir aux élections de 1998. Pourtant, Fernando Henrique Cardoso a



encore été réélu au premier tour, en jouant surtout sur la peur de la crise (qui, s'il n'était plus président, s'aggraverait selon ses thuriféraires) et en bénéficiant du bas taux d'inflation. Mais début 1999, la dévaluation de la monnaie, qui touchait à un des dogmes de sa politique économique, a accru l'insatisfaction populaire. Pourtant, le gouvernement a réussi à contrôler la situation encore une fois (peut-être la dernière), en parvenant à maîtriser l'inflation. Une reprise économique modeste a commencé dès la fin de 1999, et le gouvernement espérait qu'elle durerait au moins jusqu'en 2001-2002 (jusqu'aux nouvelles élections).

Mais 2001 n'a pas correspondu à ces espérances. Les scandales politiques ont été plus graves que jamais. L'ancien président du Sénat, Antonio Carlos Magalhães, chef du PFL (Parti du Front Libéral, le deuxième parti de la coalition au pouvoir), un des personnages les plus importants du régime, a été obligé de présenter sa démission, pour éviter une destitution. Un autre sénateur, chef du groupe du PSDB (Parti de la Social-Démocratie Brésilienne, le parti de FHC), José Roberto Arruda, a connu le même sort. L'actuel président du Sénat, Jader Barbalho, du PMDB (troisième grand parti de la coalition) devra sans doute suivre le même chemin.

Pire, à partir du mois d'avril le pays a appris de que l'énergie électrique allait manquer et qu'il fallait recourir à son rationnement alors que des coupures générales d'électricité (« *apagão* ») n'étaient pas exclues.

* João Machado est membre de la direction de la Tendence Démocratique Socialiste (qui regroupe au sein du Parti des Travailleurs les militants qui s'identifient à la IV^e Internationale au Brésil). Il a été membre de la Direction nationale et de l'Exécutif du PT.

Cela alors que les facilités pour produire l'énergie électrique font du Brésil un des pays du monde les plus favorisés par la nature et qu'il y en avait en abondance. L'énergie électrique brésilienne est surtout d'origine hydraulique et elle est produite par des grandes centrales construites par l'État. Ce modèle a été affaibli par les restrictions des dépenses publiques et par le début de privatisation du secteur. Remarquons que le gouvernement, comptant sur une pluviométrie favorable, a fait preuve d'irresponsabilité. Jusqu'en 2000 cette « politique » a fonctionné : les pluies, abondantes, ont évité les problèmes. Mais en 2001 le ciel n'a pas été aussi généreux.

Pour un gouvernement qui promettait « la modernité », le rationnement d'énergie est peut-être le pire de ce qui pouvait arriver. L'insatisfaction de la population, significative dès 1999, a connu un nouveau saut dès avant le début des coupures d'énergie pour ceux qui dépassaient les quotas de rationnement (qui ont commencé en août).

Finalement, la détérioration du cadre économique international et la crise en Argentine ont une répercussion directe au Brésil. La reprise économique s'est essoufflée : d'après l'Institut Brésilien de Géographie et de la Statistique, l'organe officiel en la matière, le PIB a reculé d'1 % environ au deuxième trimestre 2001. Si l'inflation est encore faible, elle dépassera certainement le taux négocié avec le FMI (4 % ± 2 % de variation admise ; le taux officiel calculé jusqu'en juillet est déjà de 4,3 % et on estime pour août un taux supérieur à 1 %).

Possible victoire de l'opposition

En conséquence, les possibilités de victoire de l'opposition sont considérables à l'élection présidentielle de 2002. Dans les sondages, Lula (qui certainement sera le candidat du Parti des travailleurs, PT) arrive en tête avec plus de 30 % d'intentions de vote (les plus favorables vont jusqu'à 36 %). Il y d'autres candidats d'opposition — Ciro Gomes, Itamar Franco (l'ex-président de la République, actuellement gouverneur de l'État de Minas Gerais) et Anthony Garotinho (le gouverneur de Rio de Janeiro) — que les sondages situent entre 10 % et 20 % d'intentions de votes, alors que les candidats issus du bloc gouvernemental ne dépassent pas, pour le moment, les 10 %.

Les marges de manœuvre du gouvernement sont réduites. Pourtant son candidat, qui n'est pas encore défini, jouira de toute façon d'un soutien et de possibilités de vic-

toire non négligeables. Quelques uns des noms suggérés pourront même jouer la carte de la critique de la politique économique actuelle. C'est le cas de José Serra, économiste, Ministre de la Santé, connu comme « critique interne » de la politique économique du gouvernement. Il a à son crédit une victoire importante : la politique brésilienne de lutte contre le SIDA, mise sur pied par son Ministère, est considérée de par le monde comme un modèle ; de plus elle s'est imposée en affrontant les trust pharmaceutiques, surtout ceux des États Unis.

Les candidats de l'opposition par contre, à l'exception de Lula, ne se différencient pas clairement du gouvernement en matière de politique économique. Itamar Franco se présente comme « nationaliste », mais c'est sous son gouvernement que l'actuelle politique économique a commencé à être appliquée (FHC a été son Ministre des Finances). Ciro Gomes fut également Ministre des Finances du gouvernement Itamar. Issu du PSDB, il pourrait très bien devenir le candidat de la bourgeoisie, si le candidat du gouvernement ne parvient pas à percer.

Les élections de 2002 constituent ainsi une opportunité pour l'opposition, et particulièrement pour le candidat probable du PT, Lula. Mais sa victoire est loin d'être acquise d'avance : si les candidats de l'opposition bourgeoise s'unifient, ils auront de très bonnes chances de victoire mais, même dans ce cas, le gouvernement est pas encore battu.

La candidature Lula et l'évolution du PT

Ce cadre pose naturellement la question : quelle est la meilleure stratégie pour une victoire de Lula ? Le courant majoritaire du PT, et en particulier Lula lui-même, ont fait un choix clair : il faut le maximum de modération et des alliances les plus larges possibles, avec tous ceux qui sont dans l'opposition, quelle qu'en soit la raison. L'Institut de la Citoyenneté (Instituto da Cidadania), une sorte d'ONG dirigée par Lula, a rendu public une ébauche de programme qui évite toute rupture avec l'héritage économique de FHC (1), tout en parlant de réorienter la politique du gouvernement. C'est un programme très défensif, qui ne prend pas en compte les changements qui sont en train de se faire dans le monde (2).

Pourtant, l'opinion publique est en train de devenir beaucoup plus critique envers les privatisations. Un exemple est significatif : en août on a assisté à un référendum dans la ville de Londrina sur la privatisation de la compagnie téléphonique municipale (de téléphonie mobile). Bien que le maire (mem-

bre du PT !) ait fait campagne pour la privatisation, cette proposition a été repoussée !

Toute la presse a compris (et l'a dit) que l'objectif de la divulgation du programme de l'Instituto da Cidadania (qui n'a pas été discuté au sein du PT) était de gagner la confiance des « entrepreneurs ».

Quant aux alliances, Lula a déjà dit qu'il voudrait pour candidat vice-président quelqu'un comme le sénateur José Alencar, ex-dirigeant de la confédération des patrons de l'État de Minas Gerais, pour le moment membre du PMDB. Ce personnage n'a jamais été (ni n'a prétendu être) de gauche. Mais il est en minorité dans son parti et a exprimé sa sympathie pour la candidature de Lula.

Heureusement pour ceux qui sont pour l'indépendance de classe, ou même simplement pour la clarté politique, il ne sera pas facile pour Lula de réaliser des alliances de ce genre. Comme les possibilités de victoire de l'opposition sont grandes, tous les secteurs de l'opposition bourgeoise veulent présenter leur propre candidat. Même les petits partis de gauche, qui ont soutenu Lula aux élections précédentes, ne lui ont pas, pour le moment, accordé leur soutien ; ils se livrent à des calculs sur les possibilités de chacun des candidats et les avantages qu'ils pourraient obtenir en échange de leur soutien à tel ou tel d'entre eux. De plus, il y a des difficultés légales : José Alencar, par exemple, s'il voulait faire équipe avec Lula, devrait s'affilier à un parti faisant coalition avec le PT, donc, d'abord, quitter le PMDB. Finalement, même au sein du courant majoritaire du PT il n'y a pas consensus pour des alliances aussi larges.

La « modération » peut-elle aider Lula à gagner l'élection ? C'est peu probable. Sa biographie n'est pas celle d'un candidat modéré — il lui manque « le physique du rôle ». Et sur ce terrain-là il sera en concurrence avec nombre de candidats de l'opposition bourgeoise. Mais même si la modération peut quelquefois faciliter la victoire électorale, elle peut aussi conduire à un gouvernement désastreux : l'exemple catastrophique de De la Rúa (Argentine) est proche. Enfin, cette recherche de « modération » et des alliances avec le camp bourgeois repré-

1. Par exemple : ce projet ne remet pas en question les privatisations réalisées ; la critique faite au processus de privatisation y est très limitée ; le programme ne fait aucune proposition pour réduire le degré de dénationalisation de l'économie, pourtant caractérisé de « très élevé » dans le texte.

2. Cf. l'article d'Ernesto Herrera sur la discussion de cette proposition au Forum de São Paulo, en p. 19.

Brésil

sente une adaptation politique à des pressions du milieu qui commencent à décliner ; elle est en contradiction, avec le début de changement de la situation mondiale et au Brésil lui-même.

Le processus d'élections internes au PT est une autre question clé aujourd'hui. De nouvelles règles viennent d'être adoptées : pour la première fois, tous les dirigeants du PT vont être élus directement par l'ensemble des affiliés, sans passer par le Congrès du parti. Les affiliés vont aussi élire les délégués pour le Congrès qui aura lieu après, donc avec une direction déjà choisie. Démocratie Socialiste et quelques autres courants de gauche se sont opposés à ce changement de méthode, qui « personnalise » à outrance l'élection des dirigeants, les rend plus dépendants de la reconnaissance publique (et donc des médias) et tend à séparer l'élection de la direction de l'adoption de l'orientation politique (qui aura probablement lieu devant un congrès absentéiste).

La VI^e Conférence et les choix politiques de la DS

La tendance Démocratie Socialiste, le courant du PT qui réunit les militants qui s'identifient avec la IV^e Internationale au Brésil, a tenu les 3, 4 et 5 août sa VI^e Conférence Nationale, à Florianópolis, dans l'État de Santa Catarina.

La politique générale de la DS est orientée par la considération de ce que, bien que l'évolution politique du PT aille plutôt dans une mauvaise direction, ce parti reste la référence indiscutable des travailleurs brésiliens. Le chemin naturel pour un militantisme politique de gauche au Brésil passe par l'adhésion au PT. A l'intérieur de ce parti existe toujours un espace encore très grand pour faire une politique de gauche (un exemple important de cet espace est celui de la politique menée par le gouvernement de Rio Grande do Sul et aussi par plusieurs mairies). Dans les affrontements des secteurs populaires avec le gouvernement, le PT est toujours du bon côté, même si c'est avec des positions modérées. Par exemple, il accorde toujours son soutien au MST (Mouvement des Paysans sans Terre). Le groupe parlementaire du PT à en général de bonnes positions (même ses députés les plus modérés ressen-



Livio Maitan à la tribune de la Conférence, João Machado préside

tent la nécessité de se démarquer du gouvernement).

La DS garde donc une même orientation politique générale depuis des années : construire le PT, tout en discutant de son orientation politique. Dans l'élection présidentielle cela se traduit par le soutien apporté à Lula, en proposant un programme pour sa candidature et une politique d'alliances de gauche.

Les changements de la situation politique mondiale et brésilienne rendent plus favorables les conditions pour la réalisation d'une telle politique, même si la majorité du PT devient chaque fois plus modérée. Dans les débats actuels du PT, les initiatives les plus importantes que nous avons prises ont été : la présentation, de concert avec d'autres courants de gauche, de la candidature de notre camarade Raul Pont (ex-maire de Porto Alegre) au poste de président du PT ; la présentation d'une liste pour la direction nationale du parti ; et la présentation de listes de candidats dans plusieurs États. Raul et les candidats de la DS centrent leur campagne sur la critique de la politique menée par la majorité de la direction du PT et la présentation de propositions alternatives (3). Tant la candidature de Raul, que la liste nationale et les listes de candidats dans les États bénéficient à l'heure actuelle d'un assez large soutien. Il est très significatif, par exemple, que le gouverneur de Rio Grande do Sul, Olívio Dutra, soutienne Raul et figure sur notre liste nationale. Olívio a été longtemps membre du courant majoritaire du PT. Au cours des dernières années il a adopté une position plus indépendante et plus proche de la gauche du parti, tout en restant très lié à Lula. Le soutien d'Olívio à Raul, et sa participation à une liste formée à l'initiative de DS, est la conséquence d'un rapprochement politique et des rapports de confiance personnelle avec la DS, surtout au Rio Grande do Sul.

Dans ces conditions politiques favorables, la DS a connu une importante croissance

au cours des dernières années : depuis la Conférence de 1999, le nombre de ses militants a presque doublé. La plus forte croissance a eu lieu au Rio Grande do Sul.

La Conférence a aussi débattu des projets de documents soumis à la discussion en vue du XV^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale et la discussion sur l'orientation politique nationale a traité des conséquences des change-

ments au niveau international pour la situation politique brésilienne. Une idée importante a été que la DS doit être (dans une certaine mesure elle l'est déjà) la principale représentante du mouvement contre la mondialisation capitaliste et pour la reprise des thèmes socialistes à l'intérieur du PT ; la préparation du Forum Social Mondial de 2002 a été définie comme une tâche centrale de la tendance. Après des années au cours desquelles l'identification du PT avec le socialisme s'est peu à peu effilochée (en particulier au sein du courant majoritaire) le moment est favorable pour impulser les retrouvailles du PT avec le socialisme.

La VI^e Conférence de la DS a été, de loin, celle où l'importance du rapport avec la IV^e Internationale a été le plus évidente. Cela tient d'abord à la participation des représentants de la IV^e Internationale — Livio Maitan, dont le rapport sur la situation mondiale a soulevé l'enthousiasme de la Conférence, et Ernesto Herrera, responsable de l'Internationale pour l'Amérique Latine — mais d'autres Conférences de la DS avaient déjà vu des représentations importantes de camarades de l'Internationale. La discussion des thèmes du Congrès Mondial, bien sûr, a aussi aidé. Mais il y a probablement deux raisons encore plus fortes pour la vive identification de la Conférence avec l'Internationale : d'abord, au cours de la préparation du Forum Social Mondial de Porto Alegre cette année, durant le Forum lui-même et après lui, beaucoup de militants de la DS ont rencontré des camarades d'autres pays dans des activités militantes comme ils n'avaient jamais eu l'occasion auparavant ; ensuite, pour la première fois, les questions internationales sont devenues directement partie prenante du travail politique dans le pays. La compréhension de l'importance de l'Internationale ne pouvait qu'en sortir renforcée.

3. Cf. les documents en p. 33-34 et en p. 34-38

Raul Pont, candidat à la présidence du Parti des Travailleurs

DOCUMENT

Olívio Dutra, Heloisa Helena et Geraldo Cândido (1) présentent à tous les adhérents et adhérentes du Parti des Travailleurs le camarade Raoul Pont comme candidat à la Présidence Nationale du PT :

Trajectoire

Raul Pont est né à Uruguiana, Rio Grande do Sul, en 1944. Fondateur du PT, il est membre du Directoire National et du Directoire d'État du parti. Leader étudiant dans les années 60, il a présidé le DCE de l'UFRS (2) en 1968. Militant syndical et professeur d'université dans les années 70 et 80. Fondateur du journal *Em Tempo* à la fin des années 70. Il a été Secrétaire Général et Président du PT du Rio Grande do Sul ; membre de l'Exécutif National et Trésorier du Parti.

Il a été candidat au Sénat lors de la première élection disputée par le Parti, en 1982 et le premier candidat du Parti à la mairie de Porto Alegre, en 1985.

En 1986, il a été élu député de l'État, c'est lui qui a eu le plus de voix parmi les candidats du PT dans le Rio Grande do Sul. Il a dirigé le groupe des élus de l'État en 1987 et 88. En 1990 il a été élu député fédéral ; en 1992, il a été élu maire adjoint de Porto Alegre, et a été chargé du secrétariat de l'exécutif municipal. En 1996, il a été élu maire de Porto Alegre, dès le premier tour, obtenant 55 % des suffrages exprimés.

Depuis la fondation du PT, Raul est reconnu par tous comme un des militants les plus impliqués dans sa construction comme parti démocratique. Il a été au premier rang pour la défense du droit de tendance, de la proportionnelle dans les instances de direction et du quota minimum de 30 % de femmes dans les directions. Dès le début de l'expérience des administrations municipales à Porto Alegre, il développe une nouvelle préoccupation centrale, outre celle de la construction du PT : le lien des expériences de gouvernement de la gauche avec la lutte

pour le socialisme.

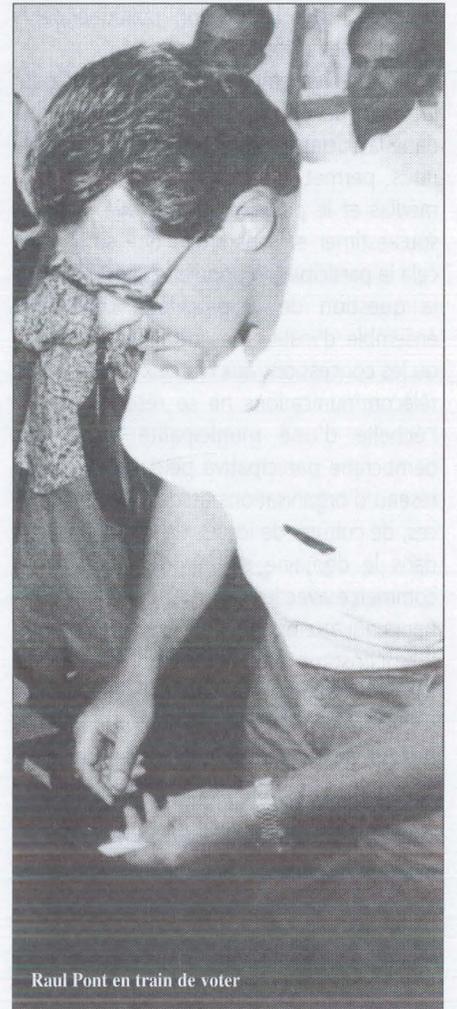
L'actualité de ces réflexions — présentées, ci-dessous, sous forme de thèses — a quelque chose à voir avec la nouvelle période de luttes et avec les chances renouvelées que nous avons de conquérir le gouvernement (3) national et celui d'importants États de la fédération. Nous savons que consolider, enraciner un projet de gouvernement parmi notre base sociale et mener à terme un projet cohérent avec notre programme sont une tâche bien plus difficile que de gagner des élections.

Thèses

1. Les victoires électorales dans des dizaines de villes, dans plusieurs capitales et la conquête de gouvernements d'États, comme celui du Rio Grande do Sul, prouvent la viabilité et la nécessité d'un front politique unissant le camp démocratique-populaire, féministe, antiraciste, écologiste et socialiste, établissant la base sociale fondant la stratégie d'un programme de transition au socialisme. Si c'est possible dans les municipalités et les États, c'est possible aussi dans le pays tout entier à partir d'un programme qui s'identifie aux intérêts de la majorité de la population.

2. Nos gouvernements peuvent fournir une expérience de démocratie participative qui mette en échec le caractère inévitable et immuable du système représentatif classique. La démocratie directe et la souveraineté de la décision populaire vont au-delà de la notion de citoyenneté classique et rendent possible un processus de participation et de prise de conscience de la population, qui reprend sous des formes nouvelles le débat historique à propos de la relation de la société à l'État.

3. La question de la démocratie, de plus en plus évidemment contradictoire avec l'État capitaliste néolibéral (mesures provisoires, centralisme autoritaire, dictature du capital dans les entreprises, etc.) constitue un élément clé et stratégique dans un projet de transition au socialisme. Avec la question nationale, c'est un des axes programma-



Raul Pont en train de voter

tiques les plus importants pour les socialistes, grâce à son potentiel mobilisateur et parce qu'elle est essentielle au projet stratégique que nous défendons. Les expériences de gouvernements de gauche sont la base sur laquelle nous défendrons, stimulerons et pratiquerons la participation populaire en défendant son autonomie et son auto-organisation. Il n'y a pas de projet socialiste sans auto-organisation des travailleurs et producteurs, et l'autonomie de ces expériences vis-à-vis du système représentatif actuel est une

1. Les candidats à la présidence du Parti des travailleurs doivent être présentés par des individus. Ainsi la candidature de Raul Pont est proposée par trois dirigeants connus du PT (dont seule Heloisa Helena est membre de la Tendance Démocratie socialiste du PT) : Olívio Dutra (gouverneur de l'État de Rio Grande do Sul), Heloisa Helena (sénatrice), Geraldo Cândido (sénateur du PT).

2. Le Diretório Central dos Estudantes (DCE) est l'organisation des étudiants, dans ce cas de l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul (UFRS).

3. Attention, nos camarades appellent « gouvernement » toute direction d'un exécutif, que ce soit au niveau municipal, à celui des États ou au niveau national/fédéral ; nous avons préféré laisser ce terme qui met en évidence la manière dont ils soulignent qu'à tous les niveaux la pratique politique peut et doit changer.

Brésil

nécessité pour l'éducation politique de la majorité de la population.

4. Nos gouvernements sont importants pour la construction de l'hégémonie politique dans la société. La démocratie participative nous permet d'affronter le pouvoir des médias et le pouvoir économique, sans les sous-estimer et sans croire que suffit pour cela la participation populaire. Il est clair que la question de la propriété, celle d'un ensemble d'institutions de l'État capitaliste ou les concessions aux réseaux nationaux de télécommunications ne se résolvent pas à l'échelle d'une municipalité. Mais une démocratie participative peut constituer un réseau d'organisations associatives de services, de culture, de loisirs, de sport, ainsi que dans le domaine de la production et du commerce avec les micro et petits entrepreneurs qui atteignent des milliers de citoyens. Il se constitue une avant-garde sociale qui forme l'opinion, défend un projet où tous se sentent protagonistes de leur quotidien et des politiques publiques mises en place par le gouvernement. Cette dynamique sera d'autant plus vigoureuse que sa dimension s'étendra au plan national.

5. Le processus de transformation sociale est beaucoup plus ample et complexe que la conquête de gouvernements de gauche. Mais nos gouvernements ne peuvent être vus de façon séparée de cette lutte plus générale pour le dépassement du capitalisme, sous peine de faire de nos expériences une pure gestion de l'État en crise, et partant, amener à de graves défaites politiques et idéologiques. La transformation pour laquelle nous luttons exige, par-dessus tout, une intense auto-organisation populaire et la croissance du rôle politique dirigeant de la classe travailleuse et de ses alliés dans la lutte pour le dépassement de l'exploitation et de l'aliénation, de la destruction de l'environnement et des oppressions de genre, de race, de caractère national, culturel et religieux. Nos gouvernements, grâce à la démocratie participative et à la réalisation de leur programme, peuvent dynamiser et contribuer puissamment à l'avancée de ces conditions historiques dans la lutte pour le socialisme.

6. Nos expériences ont déjà acquis une grande dimension internationale et c'est un des aspects centraux à développer par les gouvernements et par le PT. Avoir conscience de cette tâche est fondamental alors que nous nous préparons à disputer et à gagner les élections pour la présidence de la République et les gouvernements des États. Un développement comportant souveraineté nationale et démocratie, justice, distribution de la richesse, réforme agraire, présup-

pose un affrontement avec les forces néolibérales à l'intérieur du pays mais aussi avec les centres impérialistes et leurs instruments de domination. Pour rompre l'encercllement et l'asphyxie qu'ils nous imposent, et qui ont déjà coûté si cher à tant d'expériences en Amérique Latine et dans le monde, il est nécessaire de développer de solides liens internationalistes avec d'autres expériences de gauche et les mouvements sociaux. Des preuves de cette potentialité sont le Forum Social Mondial qui va connaître son second round à Porto Alegre en 2002 ; la répercussion au-delà du Brésil de l'expérience du Budget Participatif ; la construction d'importantes initiatives de mobilisation internationale, comme la Marche des Femmes, le Plébiscite sur la Dette Extérieure et celles qui sont en train de se développer contre la

ZLEA (Zone de Libre Échange des Amériques).

7. Notre Parti des Travailleurs doit être à la hauteur de ces défis et d'autres. Nos victoires institutionnelles ne prennent sens que si elles s'intègrent à un projet socialiste. Et il n'y a pas de projet socialiste sans partis socialistes. Le PT en tant que principal parti socialiste au Brésil doit dépasser son déphasage organisationnel et programmatique par rapport aux conquêtes déjà effectuées et celles qui peuvent être obtenues prochainement. Et cela ne peut se faire sans dépasser des pratiques, des conduites et des conceptions qui mettent à mal nos meilleures qualités de parti démocratique, militant et socialiste. ■

Thèses de la liste DS pour la direction du PT Un autre monde est possible, un autre Brésil est urgent !

DOCUMENT

Nous voici face à des prises de position décisives pour l'avenir du PT et du Brésil. Nous allons choisir les directions qui conduiront le parti au cours d'une période critique et en même temps pleine de défis et de possibilités. Nous présentons les propositions de notre liste à l'ensemble des adhérentes et des adhérents du Parti des Travailleurs, affirmant la nécessité d'un nouvel axe de structuration de la direction du parti et de sa rénovation politique, pratique et programmatique.

La globalisation des résistances au néolibéralisme

Depuis la fin des années 90 l'offensive des classes dominantes sur toute la planète rencontre une résistance politique croissante. Des révoltes populaires se succèdent en plusieurs pays (en particulier en Amérique Latine). Depuis les manifestations de Seattle, fin 1999, la résistance a pris une tournure internationale. L'instabilité croissante de l'économie mondiale, avec sa succession de crises, a sapé la légitimité du projet néolibéral et oblige ceux qui l'impulsent à un certain changement de discours.

Tout cela a déjà abouti à certaines victoires importantes, encore qu'elles ne soient

jusqu'à maintenant que des "victoires défensives" : l'Accord Multilatéral d'Investissements (AMI) — l'initiative la plus agressive du grand capital impérialiste — a été retiré de l'ordre du jour ; la tentative d'insérer dans les statuts du FMI la libre circulation des capitaux a dû être suspendue, suite à la crise initiée en Asie en 1997 ; les efforts pour ouvrir un nouveau round de libéralisation du commerce international dans le cadre de l'OMC ont été, depuis Seattle, bloqués. Ces "victoires défensives" ne sont que provisoires : par diverses voies, le grand capital a toujours les moyens et les forces pour reprendre les pressions afin de faire prévaloir les règles qu'il n'a pu jusqu'ici imposer aux peuples du monde.

En Amérique Latine, la forme principale que l'offensive du grand capital prend en ce moment est la tentative de formation de la Zone de libre Échange des Amériques (ZLEA). Par ce biais, les États-Unis veulent de fait établir un protectorat sur tout le continent. Face à cette menace, la résistance populaire grandit, comme il est apparu lors des manifestations de Québec en avril 2001.

L'affrontement articulé et conséquent avec le projet néolibéral dépend de la transformation des luttes antiglobalisation en programmes et alternatives politiques anticapitalistes. Les délais de ce processus ne peuvent être prévus, mais il peut acquérir, dans la prochaine période, un rythme bien

plus soutenu. Le Forum Social Mondial (Porto Alegre, janvier 2001) a montré qu'il peut y avoir convergence autour d'idées comme celle que le monde n'est pas une marchandise et celle qu'un autre monde est possible. Le déroulement du Forum en 2002 pourra représenter un saut qualitatif dans la résistance s'il avance dans le dépassement de la dispersion organisationnelle et programmatique au sein du mouvement d'opposition au néolibéralisme.

Le socialisme comme alternative globale, vivante et actuelle

Le capitalisme ne se réduit pas à une forme d'organisation économique, mais il est également la base de la structure de pouvoir à l'échelle mondiale et du type de société qui régit aujourd'hui l'ensemble des relations humaines. L'approfondissement brutal du fossé entre continents, pays, régions et populations riches et pauvres ; l'augmentation généralisée des inégalités de classe ; l'érosion des droits sociaux et des régimes démocratiques et le développement de formes nouvelles d'exclusion et d'autoritarisme ; la destruction accélérée et brutale des cultures et modes de vie traditionnels de la majorité de l'humanité ; le renforcement des fondamentalismes religieux ; l'aggravation de la crise écologique, qui affecte déjà sérieusement la planète et compromet les générations futures ; la radicalisation du militarisme, du conservatisme et des ambitions impériales nord-américaines sous le nouveau gouvernement Bush montrent clairement, à un nombre de plus en plus considérable de mouvements revendicatifs et politiques et de couches sociales, qu'à ce mode de production, à cette structure de pouvoir, à cette culture, à cette civilisation nous devons opposer une alternative globale. L'alternative au système capitaliste néolibéral est le socialisme comportant démocratie réelle, pluralisme et autogestion, comportant respect des différences et élimination des discriminations de genre et de race. Comportant l'auto-organisation de la société à partir des besoins humains et la solidarité comme réalité effective, dans un monde où les relations éthiques aient comme paramètre l'être humain. Comportant le respect de la diversité et les moyens donnés au développement du potentiel créateur unique de chaque individu. Comportant la garantie d'accès réel à l'information, associée à la formation nécessaire pour que chacun puisse en profiter comme un être réellement libre.

Comportant la défense intransigeante des cultures locales et l'intégration des savoirs traditionnels des communautés. Comportant le respect de l'environnement.

La construction quotidienne

Sans faire passer au second plan les leçons de la lutte internationale des exploités et des opprimés, nous affirmons que ce contenu socialiste a été aussi la leçon la plus décisive que nous avons tirée de nos expériences les plus importantes ici même, au Brésil :

- de la pratique des travailleurs quand, au cours de leur lutte, ils construisent des formes d'organisation supérieure, mettent en avant leur unité et conquièrent l'indépendance politique face à la bourgeoisie ;
- de la pratique de participation populaire des innombrables administrations pétiestes qui existent à travers le pays (avec une mention particulière pour les douze ans de Porto Alegre), où le contrôle public sur l'État a commencé à être exercé directement par la population. L'expérience du budget participatif est aujourd'hui débattue par la gauche du monde entier. Nous commençons à construire une démocratie participative. Le



Raul Pont et Luis Ignacio da Silva "Lula"

citoyen et la citoyenne n'y limitent pas leur participation politique au vote le jour de l'élection, mais développent une citoyenneté active où, à l'encontre de la logique d'une société capitaliste, se réduit la distance entre gouvernants et gouvernés, sont combattus les préjugés technocratiques et se crée une nouvelle culture de participation et de responsabilité collectives dans le traitement des affaires publiques ;

- des expériences pratiques de l'appropriation critique des fruits des innovations techniques, grâce au contrôle de l'usage des plantes transgéniques ou à la diffusion

généralisée des logiciels libres, grâce à la conquête de l'accès aux médicaments nécessaires à la vie, ou à l'usage d'Internet pour l'organisation internationale de la lutte contre la globalisation capitaliste. Davos et Porto Alegre représentent deux perspectives historiques, deux projets de civilisation et deux réalités sociales opposées, antagoniques et irréconciliables.

— C'est pourquoi aujourd'hui, après tout cela, sont réunies les conditions de penser le socialisme comme question théorique et pratique, intégrée dans notre vie quotidienne. De le penser comme un processus de lutte permanent pour l'hégémonie de l'action consciente et solidaire, où ce que nous avons accumulé permettra des sauts qualitatifs et des ruptures révolutionnaires, approfondissant sans cesse le lien indissoluble du socialisme avec la liberté, la démocratie, le féminisme, l'égalité et la justice.

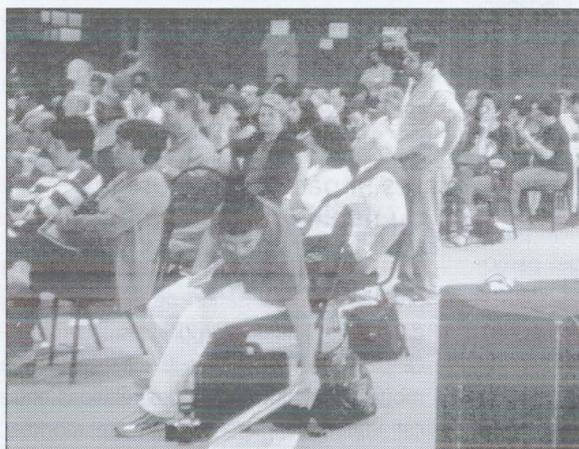
Les impasses structurelles du néolibéralisme au Brésil

Le gouvernement FHC a impulsé une profonde réorganisation de l'État brésilien, dans la continuité d'un processus commencé par Collor et Itamar. On a assisté à la modification du modèle des relations entre cet État et le marché capitaliste mondial, avec la promotion d'une progression substantielle des droits du grand capital financier, au détriment de la souveraineté nationale. Rééchelonnement sur des bases durablement défavorables de la dette extérieure, profonde ouverture commerciale, dénationalisation de secteurs productifs et financiers stratégiques, dérégulation du contrôle des flux de capitaux, soumission des dépenses publiques aux objectifs négociés avec le FMI : le pays a perdu au profit des marchés financiers une partie substantielle des conditions permettant de décider de son destin économique. Il y a eu un déplacement du patrimoine de l'État au profit de capitalistes brésiliens ou étrangers de l'ordre de 30 % du PIB. Le renoncement du gouvernement FHC à des aspects fondamentaux de la souveraineté nationale en est arrivé au point de transformer la base d'Alcântara (Maranhão) en centre de services de lancement de satellites des États-Unis, sous contrôle total de ce pays.

Il y a eu une modification du modèle des droits et des devoirs des citoyens. Si la Constitution de 1988 avait indiqué une voie d'universalisation des droits sociaux, la réorganisation néolibérale a comporté une attaque généralisée contre les droits fondamentaux des travailleurs, en faveur d'un accroissement démesuré des droits des pro-

Brésil

priétaires. A été rompue la dynamique d'inclusion croissante dans le marché formel du travail qui existait depuis l'ère Vargas. L'objectif des politiques sociales est devenu la réduction des droits sociaux au minimum ; on a cherché à les réduire à des politiques d'assistance tournées vers des groupes en état de pénurie extrême, en déplaçant le reste vers le marché. Les impôts ont augmenté pour les salariés, mais les revenus du capital ont été protégés de l'imposition. Une nouvelle vague de subventions chiffrées en milliards, véritable pillage des fonds publics, a été dirigée vers de grands capitalistes, y compris des multinationales ou des secteurs récemment privatisés.



La réorganisation néolibérale a changé les règles du jeu démocratique elles-mêmes. Énorme concentration du pouvoir au niveau de l'Exécutif central, contrôle de la clé de voûte du Judiciaire et main de fer sur le Congrès (qui a perdu de fait sa capacité d'initiative parlementaire), en plus d'un soutien concerté des médias, ont imposé un modèle de gestion de l'État brésilien nettement autoritaire.

La crise sociale, découlant en partie de l'échec économique, est évidente dans la grave détérioration du marché du travail. Les dépenses dans les domaines sociaux ont reculé. Dans ce contexte, le Brésil a assisté dans les années 90 à l'explosion de la violence urbaine, qui a déjà fait plus de victimes que la guerre civile en Colombie. La dégradation du public, la dérégulation des contrôles financiers, le caractère clientéliste de la base du gouvernement, l'isolement bureaucratique des grandes agences économiques de l'État dans un contexte de déplacements massifs du patrimoine ont élevé la corruption à une dimension explosive.

Enfin, l'accélération du processus d'implantation de la ZLÉA engendre actuellement des contradictions croissantes. La discussion sur ses implications, qui jusqu'à cette année était presque inexistante, com-

mence à s'étendre, et doit être un thème important lors des prochaines élections, reposant le débat sur la question nationale et rouvrant, sur un front supplémentaire, la discussion sur les limites du néolibéralisme. Apparaît l'occasion pour nous de renforcer les mouvements internationaux qui mettent en question le montant de la dette extérieure des pays du Tiers Monde et la nécessité de la payer.

La crise du gouvernement FHC et la compétition électorale de 2002

Les impasses du néolibéralisme brésilien menacent déjà la capacité de gouverner de FHC elle-même. Les difficultés sont évidentes pour la continuité de son bloc de pouvoir ; sa crise progresse manifestement. La popularité de FHC est en chute libre depuis 1999. C'est apparu clairement lors des élections municipales de 2000, avec le progrès indiscutable des gauches, et en particulier avec l'importante victoire du PT. L'année 2001 se caractérise par le discrédit des partis qui soutiennent FHC. L'annonce des présidentielles anticipées a provoqué une dynamique de heurts dans la majorité autrefois unie. On ne peut exclure l'hypothèse d'une crise institutionnelle, avec les développements de la crise au Sénat (quel qu'en soit le dénouement) et le discrédit moral du Planalto [siège de la présidence] suite à l'empêchement de l'installation de la commission parlementaire d'enquête sur la corruption, les impasses sans solution avec le Judiciaire, la croissance du mécontentement populaire et le retour des mobilisations sociales.

En outre, la relative reprise économique qui a caractérisé l'an 2000 est menacée, tant par l'instabilité internationale (suite à sa dépendance accrue, l'économie brésilienne devient plus vulnérable aux humeurs des capitaux spéculatifs), que par la crise de la fourniture d'énergie électrique (résultat évident de l'irresponsabilité du gouvernement et de son projet de privatisations). Et il est tout à fait probable que la situation sociale, déjà catastrophique, sera aggravée par les tentatives de la masquer. Le bloc gouvernemental ne pourra pas utiliser l'économie comme un leurre pour masquer son discrédit politique, mais il devra de surcroît affronter de nouvelles causes d'impopularité. Les possibilités de victoires nouvelles et plus impor-

tantes pour le PT s'en trouvent renforcées.

Toute cette vision des difficultés et pressions conjoncturelles sur le gouvernement doit cependant être relativisée, il faut reconnaître qu'il conserve une importante capacité d'initiative politique, à preuve le maintien d'une majorité parlementaire, un fort soutien économique, le soutien de ses positions par les médias ; enfin son centre politique est très loin d'être désagrégé ou impuissant.

2002 a déjà commencé

Le gouvernement de FHC cherche aujourd'hui une candidature qui symbolise un effort de rénovation sur le plan stratégique de la réorganisation néolibérale de l'État brésilien et qui opère certains changements dans son administration, sans que soient altérés, cependant, ses fondements. De leur côté, les oppositions bourgeoises cherchent à construire une identité et un projet qui unifie leurs diverses fractions ; Ciro Gomes et Itamar Franco cherchent à exprimer ce mouvement.

Le PT a capitalisé la résistance au mouvement néolibéral développée par la gauche et par le mouvement populaire. Le candidat du parti sera choisi lors de primaires dont les règles n'ont pas encore été fixées ; mais Lula est aujourd'hui, pour nous, le nom le plus capable d'exprimer une mobilisation de cette ampleur et il doit être le candidat du PT. Ces forces accumulées, néanmoins, sont insuffisantes pour, par elles-mêmes, produire une alternative de gouvernement. C'est la rénovation politique et programmatique du mouvement démocratique et populaire brésilien et du PT, à partir d'une perspective socialiste, qui peut rendre possible sa victoire.

Le parti mène aujourd'hui une opposition au PSDB et au gouvernement FHC plus claire qu'à aucun autre moment. Il a surmonté d'importantes ambiguïtés, y compris en ce qui concerne les gouvernements Itamar et Garotinho [gouvernements de Minas Gerais et Rio de Janeiro]. On voit nettement apparaître, cependant, le contraste entre une plus grande netteté du positionnement politique d'opposition et un manque de clarté programmatique de sa définition comme alternative au néolibéralisme.

Le PT doit maintenir comme centre de ses attaques le néolibéralisme, le gouvernement fédéral et les forces qui le soutiennent. Toutefois, le parti ne peut laisser indemnes les oppositions bourgeoises. Il faut dénoncer leurs limites, leurs engagements conservateurs et leur incapacité à défendre les intérêts de la grande majorité de la nation. C'est

nécessaire pour que le PT et le mouvement démocratique et populaire réunissent les conditions pour infliger une grande défaite au camp politique néolibéral en 2002. Le PT sera d'autant mieux préparé à cet affrontement qu'il se définira clairement comme défenseur des intérêts des travailleurs, d'un programme démocratique et populaire et d'une politique d'alliances de gauche, et qu'il se référera plus à une nouvelle perspective socialiste et internationaliste.

Réaliser le programme démocratique et populaire

Une brèche a été ouverte pour que la gauche brésilienne passe à l'offensive, batte le bloc au pouvoir et assume la direction du gouvernement central. Afin de réaliser toutes ces tâches il est urgent d'unifier le mouvement démocratique et populaire autour d'une politique et d'un plan d'action clairs pour la conjoncture qui va se développer au cours des élections de 2002.

Le principal instrument pour unir la gauche brésilienne, élargir au maximum sa base de soutien politique et constituer un vaste mouvement de masses pour vaincre le bloc au pouvoir est le programme démocratique et populaire. Il vise au dépassement du modèle de développement, des structures sociales et des relations politiques séculaires qui condamnent le pays à la dépendance et à la tutelle du capital financier impérialiste et du FMI, à des crises économiques, à des impasses institutionnelles et à des sursauts d'autoritarisme périodiques. Qui condamne la population à une des plus révoltantes distributions des richesses du monde, le marché intérieur à la stagnation, les paysans au monopole de la terre, les ouvriers au chômage et à la surexploitation, les couches moyennes à l'appauvrissement, les jeunes à l'absence de perspective, un tiers de la force de travail à vivre sous le seuil de pauvreté, et des masses à la marginalité.

La victoire de la gauche signifie construire une nouvelle hégémonie politico-sociale, ouvrant la voie à l'arrivée au gouvernement d'un nouveau bloc historique et créant ainsi les conditions d'une bataille ouverte pour le pouvoir dans la société brésilienne, grâce à l'éveil à la participation politique démocratique de dizaines de millions de personnes et de leur implication directe dans l'établissement d'un ensemble de réformes d'intérêt populaire.

Ce programme ne pourra être réalisé que dans l'affrontement avec la classe dirigeante, particulièrement avec l'alliance de la grande propriété foncière, des oligopoles financiers et du grand capital international.



Les expériences déjà tentées dans plusieurs administrations populaires de gestion municipales ou d'États du PT servent de preuve de la viabilité d'une partie de nos propositions et offrent une contribution d'une importance croissante à notre construction. Sont également fondamentales les luttes des masses et de leurs organisations ou mouvements, comme la Centrale unique des travailleurs (CUT), le Mouvement sans-terre (MST) et la Centrale des mouvements populaires (CMP), la Marche Mondiale des Femmes, aussi bien que des actions effectives de résistance au néolibéralisme, comme le Forum Social Mondial.

Mais il faut dépasser la tentation pragmatique de ne considérer ces progrès que comme un pur dispositif d'accumulations de forces électorales ; cela enlèverait tout leur potentiel aux mouvements sociaux. · l'inverse, l'accroissement de leur force et de leur capacité de mobilisation autonome amplifiera et approfondira les conditions favorables à l'unité et à la victoire populaire.

Un nouvel État pour un nouveau pays

La synthèse de ces expériences ne sera possible que si nous formulons clairement un projet de réorganisation de l'État brésilien selon des principes démocratiques d'inspiration socialiste, c'est-à-dire à partir d'une vision non libérale de la démocratie, assise sur la garantie et l'élargissement des droits—spécialement ceux du travail—, sur la critique de la prédominance des droits marchands, et la constitution d'une sphère publique de plus en plus structurée par des processus de démocratie directe et participative. Sans une culture qui donne de la dignité à ce qui est public, sans mettre en question sur le fond et ouvertement les privilèges du grand capital et de la grande propriété foncière, sans reconstruire les politiques sociales il n'est pas possible de faire un nouveau Brésil.

C'est à partir de tout cela que nous pourrions construire un nouveau modèle de

développement économique et technologique soutenable, de croissance avec distribution de la richesse et réduction des inégalités régionales. Formulé pour un pays de la périphérie, notre projet doit incorporer les thèmes centraux de la souveraineté nationale et du soutien à la construction d'un nouvel ordre international. Il doit être pensé à l'intérieur d'une nouvelle culture internationaliste anticapitaliste, incluant un calendrier de mise en question frontale de la logique de soumission aux marchés, appuyée sur les luttes des classes travailleuses et sur le Forum Social Mondial. Le refus de la ZLEA doit donner l'impulsion à la reprise d'un projet latino-américain, non seulement indépendant mais adversaire de l'hégémonie américaine.

Les yeux tournés vers le futur

Notre liste s'affirme, en premier lieu, par sa position face aux divergences sur le parti. Certes, comme militants identifiés à l'imaginaire révolutionnaire et à la construction d'un nouveau type de société au-delà de l'ordre du capital, nous pourrions dérouler une longue liste de divergences avec la politique qui prédomine nationalement, depuis un certain nombre de valeurs-clés, en passant par la critique du capitalisme, jusqu'à des points pragmatiques de gouvernement, sans parler de la perspective générale selon laquelle nous devons envisager depuis les questions stratégiques jusqu'à celles d'une portée tactique. Le pragmatisme, l'électorisme et l'institutionnalisme grandissent. Des primaires dépolitisées ont eu fréquemment un effet désagrégateur et ont contribué à dissoudre l'idée de collectif. La démocratie interne du PT a souffert, entre autres problèmes, de la généralisation de pratiques comme celle des adhésions massives et sans critères et de l'aval donné nationalement à des réunions avec urnes ouvertes toute la journée, sans discussion entre les participants, et basées sur des systèmes de transport des adhérents. Ces pratiques distordent de façon significative la représentation dans les instances du parti.

Le parti doit se préparer aux grands défis qui sont devant lui et faire droit aux grandes espérances qui ont été placées en lui depuis 20 ans. Jusqu'à maintenant, nous avons réussi à grandir dans les urnes en cohabitant avec des tensions archaïques, y compris avec certains traits de regroupements traditionnels. Mais l'éloge de l'inorganisation, de la dilution institutionnelle, des concessions programmatiques et des alliances sans critères a duré trop longtemps, et ne manquera pas de porter préjudice à notre développe-

Brésil & Belgique

ment dans des circonstances plus complexes et exigeantes de la lutte des classes. Néanmoins, nous ne réglerons pas ces problèmes grâce à la pure réaffirmation doctrinaire de principes, aussi importants qu'ils soient.

Beaucoup a été obtenu grâce à la réalisation d'une autre pratique politique, qui ne fait pas de concession à nos adversaires, qui impulse dans les faits le développement de l'expérience et de la conscience politique de la population et qui est cohérente avec nos principes sans être doctrinaire — que ce soit en ce qui concerne les gouvernements municipaux ou d'État, notre intervention dans des mouvements sociaux ou politiques, ou encore dans la lutte d'idées et dans l'action du parti ou au Parlement. Si nous voulons être à la hauteur de notre temps, il nous faut faire un saut, généraliser ces prises de position et ces expériences, les transformer en norme.

Le PT doit élargir sa démocratie interne, en mettant en valeur ses forums de discussion ; parier sur la formation de ses cadres, sur le renforcement des mouvements populaires. Il doit réaffirmer son rôle de parti dirigeant, en coordonnant, en articulant et en déclenchant les actions et les expériences qui donnent vie au camp démocratique et populaire, tant dans le domaine du mouvement démocratique et populaire que dans les institutions.

Nous ne pouvons accepter un PT qui ne soit qu'une fédération de courants et de groupes politiques. Chercher à ce que le parti aille au-delà de la compétition électorale est une tâche à exécuter en permanence. Nous allons livrer une bataille décisive contre des forces énormes et, en pareil cas, les pires compagnies sont l'éloge de la modération, l'illusion de la conciliation, la perte de nos valeurs socialistes, le manque de clarté de nos objectifs politiques, l'abandon des revendications populaires et la perte de la conscience de ce que nous sommes et de ce que nous représentons. Les grandes masses ne prendront à leur compte les propositions présentées par le parti que si elles y trouvent des réponses à leurs problèmes, la détermination à affronter les puissants et la capacité à franchir les obstacles. Le parti doit stimuler l'imaginaire transformateur, la confiance en elles-mêmes et l'initiative des masses exploitées et opprimées, conformément à l'idée que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » ■

Vers un dégel POS-PTB ?

Communiqué du Bureau Politique du POS

En dépit des divergences idéologiques et programmatiques qui les opposent, le Parti ouvrier socialiste (POS, section belge de la IV^e Internationale) et le Parti du Travail de Belgique (PTB, mao-stalinien) pourraient néanmoins collaborer dans les mobilisations sociales des prochains mois. C'est ce qui ressort du débat POS-PTB le samedi 1^{er} septembre à Borzée (Ardennes), dans le cadre de l'école d'été annuelle de la Fondation Léon Lesoil. Ce débat — sans précédent dans l'histoire des deux organisations — avait lieu à l'initiative du POS.

Le contentieux entre le POS et le PTB est extrêmement important. Les deux partis ont des conceptions opposées sur la démocratie et le pluralisme politique dans une société socialiste, le respect de l'auto-organisation des mouvements sociaux par les partis révolutionnaires, l'autogestion par les travailleurs, la lutte contre la bureaucratie... Le POS se réclame de la lutte de l'opposition de gauche contre le stalinisme, tandis que le PTB a soutenu les procès de Moscou dans les années 1930 et l'écrasement du printemps de Prague en août 1968, notamment. Sur ces questions, le débat de Borzée n'a esquissé aucun rapprochement des points de vue entre POS et PTB.

Par contre, le débat a révélé certaines convergences dans l'analyse du mouvement contre la mondialisation néolibérale et capitaliste, ainsi que dans la formulation des tâches qui incombent aux militants de la gauche radicale dans ce mouvement.

Le représentant du PTB a souligné que son parti entend contribuer à construire le mouvement le plus large possible contre l'Union Européenne et pour une autre Europe, en privilégiant l'unité dans le respect des composantes, y compris le POS. Étant donné sa tradition de combat pour l'unité, d'une part, et son engagement depuis plus de dix ans en faveur de l'europanisation des luttes, d'autre part, le POS ne pouvait que se réjouir de cette évolution du PTB.

Le changement tactique qui semble s'annoncer se confirmera-t-il ? Débouchera-t-il sur une réorientation stratégique à long

terme ? Le PTB va-t-il concevoir autrement sa relation aux mouvements sociaux, aux fronts unitaires et aux autres composantes politiques de gauche ? Il est trop tôt pour le dire. Le fait qu'un texte du PTB traitant « *les trotskistes* » d'« *agents de la CIA* » soit toujours disponible sur le site du PTB incite à la prudence.

Une chose est sûre : dans les comités D14, qui mobilisent contre le sommet de Laeken, le comportement du PTB marque un vrai changement. Cela contribue à créer le climat de collaboration nécessaire à la formation d'un front allant bien au-delà de la gauche radicale. Le POS invite les sceptiques à s'en rendre compte par eux-mêmes. Au moment où le PTB semble vouloir jouer la carte d'une large unité dans la diversité, il serait dommage que d'autres jouent celle de la division !

Car l'unité est indispensable. Aujourd'hui, le formidable mouvement contre la mondialisation capitaliste place chacun devant ses responsabilités. La mobilisation pour une autre Europe n'est pas que l'affaire de l'extrême-gauche. Surtout face à la répression et à la criminalisation de ce mouvement, l'unité la plus large est plus nécessaire que jamais.

Au cours du débat de Borzée, on a rappelé que, lors des élections communales d'octobre 2000, à Anvers, POS et PTB s'étaient rencontrés pour envisager la possibilité d'une liste commune. Les négociations avaient échoué sur la volonté du PTB d'imposer son seul sigle à la liste.

Le représentant du PTB a esquivé ce débat sur la collaboration électorale. Pourtant, la division de la gauche radicale est cause du fait que la Belgique est un des seuls pays de l'Union Européenne sans parlementaires à la gauche du PS et des Verts. Un rapprochement pratique entre le POS et le PTB peut favoriser la formation d'un regroupement politique anticapitaliste large et crédible, comme il en existe dans d'autres pays européens. Selon le POS, la construction d'une telle force est indispensable pour présenter une alternative à l'arc-en-ciel et offrir un débouché politique aux luttes, notamment au mouvement « *antimondialisation* ».

Bruxelles, le 5 septembre 2001

Le congrès historique de l'Alliance socialiste

Par
John Tully*

La Gauche australienne sort d'une longue période de fragmentation : une variété de petits groupes, dont aucun ne dépassait les 500 membres actifs, investissant souvent plus d'énergie dans les chamailleries sectaires que dans la recherche de voies permettant de rassembler ses forces contre l'ennemi capitaliste commun. Il y a six mois nous avons assisté à un retournement spectaculaire, lorsque neuf organisations socialistes (1) ont décidé de former ensemble l'Alliance socialiste. C'est ce retournement qui a été consolidé lors du 1er Congrès national de l'Alliance socialiste, tenu les 4-5 août à Melbourne.

Nous ne prenons qu'un faible risque en qualifiant ce congrès d'historique, car c'est la première fois depuis la formation du Parti communiste d'Australie (2) au début des années 1920 qu'un tel rassemblement unitaire a pu être réalisé. Cent quatorze délégués de vingt-neuf groupes locaux venant

Premier essai électoral

L'Alliance socialiste a présentée trois candidats à l'occasion des élections générales du Territoire du Nord (Northern Territory, une des composantes de la fédération australienne) le 18 août 2001. Les résultats sont encourageants : Gary Meyerhoff a obtenu 4,2 % dans la circonscription de Nightcliff, Peter Johnston 4 % à Fanny Bay et Meredith de Landelles 3 % à Wanguri. Dans ce territoire dirigé par le Country Liberal Party (CLP Parti libéral paysan), qui est un parti raciste récemment éclaboussé par des scandales concernant les abus de pouvoir et la manipulation de la justice, faisant partie de la coalition conservatrice qui gouverne l'Australie, l'Alliance socialiste a centré sa campagne électorale contre les nouvelles lois répressives (Public Order Act) et antisociales (Social Conduct Act), tout en dénonçant l'alignement des deux principaux partis, le CLP et le Parti travailliste (ALP), sur les exigences de la bourgeoisie. Notons que pour la première fois depuis 26 ans, le CLP a perdu le contrôle du Territoire à l'issue de ces élections.

de chaque État et territoire d'Australie ont travaillé ensemble dans un esprit constructif et non sectaire, ce qui aurait été impensable il y a seulement douze mois. Le Congrès a adopté une plate-forme électorale combative en vue des élections fédérales (3) et a adopté des statuts plus démocratiques et plus respectueux des minorités que ceux de toutes les autres organisations politiques dans le pays (un amendement garantissant le droit de tendance, proposé par Socialist Democracy, a été adopté par une écrasante majorité). Les délégués ont également décidé de construire en commun des mobilisations de masse autour de diverses questions, en particulier une campagne contre la mondialisation capitaliste à l'occasion de la réunion du Commonwealth Business Forum (4).

Les deux sujets principaux que l'Alliance a décidé de mettre en avant dans sa campagne électorale seront la lutte contre le racisme et la lutte contre le « rationalisme économique » (nom accaparé ici par le néolibéralisme). Bien que l'Alliance reste dominée

par les neuf organisations qui ont appelé au regroupement des forces à l'origine, un nombre significatif d'inorganisés l'ont d'ores et déjà rejointe. Parmi eux on remarque le militant environnementaliste et ancien dirigeant du syndicat de la construction, Jack Munday (5), Annie Delaney (6) du syndicat du textile, Ken Fry, ancien parlementaire et ancien ministre travailliste et Craig Johnston, secrétaire de l'Amalgamated Manufacturing Workers Union de l'État de Victoria.

Les débats du congrès furent vifs mais fraternels, ce qui est un signe du caractère sain et mature de l'Alliance. On ne percevait pas trop de relents de la vieille mentalité d'écrasement des minoritaires, qui a si fréquemment terni les rapports entre les organisations de gauche. Il y eut pourtant de sérieuses divergences, dont la plus importante concernait la nature de l'Alliance. Une minorité des délégués aspirait à ce que l'Alliance adopte un programme maximaliste et devienne à court terme un parti révolutionnaire. Une majorité significative des délégués a rejeté cette position, se prononçant en faveur d'une formation large, capable de recruter bien au-delà des membres des organisations constituantes. Le point de vue de la majorité fut que l'Alliance doit être capable de mobiliser largement dans les luttes. Si elle se donne pour but de croître au-delà de l'actuel ghetto de l'extrême-gauche, elle ne doit pas accumuler des obstacles devant ceux qui sont prêts à se joindre à elle. Aussi longtemps que les gens voudront

* John Tully, partisan de la IVe Internationale, est membre de l'organisation Démocratie socialiste (Socialist Democracy) et de l'Exécutif national de l'Alliance socialiste.

1. Les neuf organisations fondatrices sont : le Parti socialiste démocratique (DSP, ancienne section australienne de la IVe Internationale qui a pris la décision de s'en séparer en 1985) ; l'Organisation socialiste internationale (ISO, qui adhère à la Tendance socialiste internationale dont la composante la plus connue est le Parti socialiste ouvrier — SWP — de Grande-Bretagne) ; Workers Liberty et Workers Power (Liberté ouvrière et Pouvoir ouvrier, deux organisations liées aux organisations du même nom en Grande-Bretagne) ; Freedom Socialist Party (Parti de la liberté socialiste, lié à l'organisation du même nom aux États-Unis) ; la Ligue ouvrière (Workers League) ; le Parti communiste ouvrier d'Iraq (section en exil en Australie) ; l'Alternative socialiste ; et Démocratie socialiste.

2. Le PC d'Australie (PCA) s'est auto-dissous au début des années 1990.

3. En Australie il y a trois niveaux d'élections : les élections locales, étatiques et fédérales (nationales). Les élections fédérales doivent avoir lieu avant la fin de cette année, le choix de la date étant, comme en Grande-Bretagne, une prérogative du Premier ministre sortant. Tout indique que la coalition conservatrice sortante perdra ces élec-

tions au profit du Parti travailliste, dirigé par Kim Beazley, un disciple australien de Tony Blair.

4. Les organisations constitutives de l'Alliance socialiste avaient été actives dans les mobilisations contre le Forum économique mondial, tenu à Melbourne le 11 septembre 2000, appelé couramment S11. La Coalition S11 (qui regroupe notamment des organisations membres de l'Alliance et des mouvements sociaux) prépare une mobilisation à l'occasion de la réunion du Commonwealth Business Forum à Melbourne du 3 au 5 octobre 2001 et de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (une structure des États issus de l'Empire britannique, dont la reine d'Angleterre reste à la tête) à Brisbane le 6 octobre.

5. Jack Munday a été un des principaux dirigeants du syndicat combatif Builders Labourers Federation (BLF) à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Ancien membre du PCA, Munday devint une figure légendaire après que son syndicat ait imposé "l'embarco vert", sauvant ainsi une bonne part de l'héritage architectural et environnemental de Sydney des appétits des promoteurs immobiliers.

6. Annie Delaney est l'organisatrice de la campagne "Fairwear" ("Prêt-à-porter Juste"), dirigée contre la surexploitation de la main-d'œuvre en Australie et dans la région par les fabricants de l'habillement et en particulier les grandes multinationales.

Australie

combattre le néolibéralisme et le racisme, ils doivent pouvoir trouver leur place politique au sein de l'Alliance socialiste. Parler à ce stade de soviets, de milices ouvrières ou d'autres sujets similaires n'a pas de sens. L'autre danger — celui d'éteindre la pointe socialiste et anticapitaliste de l'Alliance — a également été évité.

L'Alliance socialiste n'est pas parfaite. Nous avons un long chemin avant de devenir un pôle d'attraction capable d'attirer de manière significative ceux qui avaient fait confiance au Parti travailliste. Nous avons également des difficultés à assurer la parité hommes-femmes au sein de l'Exécutif national nouvellement élu. Néanmoins, ayant été capables de consolider durant ce congrès l'unité et une ouverture d'esprit sans précé-

Les axes de campagne

Le congrès de l'Alliance socialiste a décidé de mettre l'accent au cours de la campagne électorale sur les thèmes suivants :

- suppression de la taxe sur les biens et services et son remplacement par un impôt sur la richesse ;
- lutte contre la pauvreté qui doit commencer par une augmentation immédiate de 25 % de toutes les retraites et allocations ;
- refinancement de l'instruction publique et suppression des aides de l'État aux écoles privées ;
- arrêt des privatisations ;
- signature immédiate d'un traité permettant de garantir la justice et le rapprochement authentique avec la population originelle ;
- annulation des dettes du Tiers Monde envers l'Australie ;
- arrêt de l'extraction de l'uranium et protection des forêts ;
- maintien et développement du système public de Santé et suppression des subsides aux entreprises privées de Santé ;
- retrait de l'Australie de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ;
- abrogation de toutes les lois antisyndicales ;
- fermeture des centres de détention des immigrés, défense des demandeurs d'asile ;
- halte à la précarisation et au travail à domicile ; semaine de 25 heures pour développer l'emploi ;
- aucun programme "Guerre des étoiles" de développement des missiles, réduction des dépenses militaires ;
- arrêt de toutes les formes de discrimination, non au racisme, au sexisme et à l'homophobie.

dent, nous pouvons travailler ensemble pour surmonter nos difficultés internes tout en engageant l'Alliance au service des mobilisations populaires.

Les réfugiés du MS Tampa ou la croisade raciste du gouvernement

de notre correspondant
John Tully*

Le refus du Premier ministre australien John Howard d'autoriser le débarquement de 450 réfugiés sur l'Île de Christmas a déclenché la colère ici et dans le monde entier. Les réfugiés, en majorité afghans, avaient été sauvés de leur embarcation en perdition dans l'Océan indien par le cargo norvégien MS Tampa. On a établi des parallèles évidents entre l'affaire MS Tampa et le cas du SS St-Louis. Le SS St-Louis, parti du port de Hambourg en 1939, n'avait pas obtenu l'autorisation de débarquer sa cargaison de réfugiés juifs allemands à Cuba, aux États-Unis, ni dans aucun pays du continent américain (1). Les réfugiés ont dû faire le chemin du retour à Anvers (2) et beaucoup furent déportés par la suite dans des camps de la mort nazis. L'affaire MS Tampa rappelle la pratique de tout gouvernement xénophobe pour sauvegarder la « pureté raciale ».

Les garde-côtes australiens furent les premiers à mettre en garde contre l'arrivée du MS Tampa. Après avoir secouru les réfugiés, au moment où leur embarcation surchargée était sur le point de couler, le navire norvégien a mis le cap sur l'Île de Christmas — un territoire australien situé dans l'Océan indien au large de Java. Le gouvernement a refusé l'autorisation aux réfugiés de débarquer et a ordonné au MS Tampa de quitter les eaux australiennes. Le capitaine a refusé de partir, en soulignant qu'il n'était pas en mesure de transporter un si grand nombre de passagers. Pour toute réponse, Howard a envoyé des troupes SAS (3) s'emparer du navire, ce qui constitue un véritable acte de piraterie.

Finalement un accord entre la Nouvelle-Zélande et Nauru (ce dernier est un pays dépendant de l'impérialisme australien) a résolu l'impasse pour sauver la face de John Howard. Au moment où nous écrivons ces lignes, les réfugiés sont en route vers le Port

Moresby sur un navire de guerre australien, en attente de « traitement ».

Les associations de défense des droits humains, les partis politiques de gauche et les syndicats d'Australie ont manifesté leur colère face à cet incident. La grande majorité des habitants de l'Île de Christmas a manifesté son soutien aux réfugiés. Paddy Crumlin, porte-parole de l'Union maritime australienne, a souligné que le geste de



Howard risquait de conduire à ce que les capitaines ne respectent plus la loi de la mer et laissent les réfugiés se noyer. Le sénateur Bob Brown, des Verts australiens, a déploré l'inhumanité du gouvernement. L'Alliance



socialiste, qui présentera une liste aux élections fédérales prévues cette année, a également conspué le racisme et l'hypocrisie de Howard. Après avoir été traité de « traître » par le député conservateur Peter Slipper et les animateurs de « lignes ouvertes » à la radio, Brown a écopé de menaces de mort.

Cependant, Kim Beasley, dirigeant du parti d'opposition principal, le parti travaill-

te australien, s'est précipité pour soutenir le Premier ministre. De ce fait, le gouvernement jouit d'une grande popularité, selon les sondages. Un sondage digne de foi a indiqué que 77 % de la population soutient l'orientation du gouvernement ; il n'y aurait que 20 % contre et 3 % d'indécis. La cote de popularité du Premier ministre a grimpé et il est même possible qu'il remporte les élections prévues pour décembre. Si c'est le cas, ce serait un retour inespéré, car le bilan déplorable du gouvernement à ce jour l'avait laissé loin derrière le Parti travailliste (ALP). Howard est un homme politique rusé et c'est un secret de polichinelle qu'il a profité de la crise du MS Tampa pour faire une campagne raciste dans le but de redorer son blason.

Cette année marque le centenaire de la Fédération australienne. En 1901, les six colonies britanniques du continent australien ont décidé de se réunir dans le Commonwealth d'Australie. La première loi votée par le nouveau gouvernement fédéral avait pour but la poursuite de la politique de l'Australie blanche, en bloquant l'immigration des « Non-blancs » en Australie. Ironiquement, au moment où le MS Tampa était au large de l'île de Christmas, le Premier ministre assistait à une cérémonie pour commémorer l'apparition du drapeau australien, au siège du premier Parlement fédéral, à Melbourne. Tout doute sur la continuité de la politique de l'Australie blanche serait infirmé par l'affaire du MS Tampa. La vague d'hystérie publique fomentée par Howard et ses alliés sur les émissions « lignes ouvertes » rappelle les jours les plus sombres, quand les Australiens blancs vivaient dans la peur mortelle du « péril jaune » asiatique.

Malgré la démagogie de Howard — des « hordes de boat people illégaux » seraient selon lui « sur le point d'envahir l'Australie » — ce pays est tout simplement trop éloigné des régions du monde productrices de réfugiés. Quatre cent cinquante êtres humains traumatisés sur l'île de Christmas ne constituent qu'un pourcentage infime des quelque 2,6 millions de réfugiés afghans, dont la plupart languissent dans des camps sordides en Iran et au Pakistan. L'Australie accepte environ 10 000 réfugiés par an, la plupart en vertu d'un programme d'établissement d'outre-mer ; très peu accèdent à l'asile après une arrivée par avion ou bateau. Le grand fardeau de l'accueil des réfugiés incombe à des pays du Tiers-Monde. Le racisme de Howard est le miroir de celui des autres gouvernements occidentaux, dont plusieurs ont réduit leur cotisation au Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU

(l'année passée, le HCR a enregistré un déficit de 100 millions de dollars US pour ses projets en cours).

Le racisme de Howard est souligné par son silence sur la présence en Australie d'environ 55 000 Britanniques, Américains et autres dont le visa de visiteur est échu. Aucun d'entre eux ne croupit dans les « centres de

détention » des services de l'immigration du pays, mais ils ont le privilège d'être nés avec la peau blanche. Howard ne tarit pas sur les activités scélérates des « contrebandiers d'humains » qui passent les réfugiés en mer, en laissant entendre qu'ils sont à la racine du problème. En réalité, il y a environ 40 millions de réfugiés et autres « personnes déplacées » dans le monde, et même la suppression des activités des contrebandiers ne ferait rien pour soulager ce problème.

Howard veut bien faire oublier que l'Australie est un pays signataire de la Convention de 1951 et du protocole de 1967. Comme signataire, elle a le devoir d'accueillir comme réfugié toute personne qui arrive sur le territoire par crainte de persécution dans son pays d'origine, peu importe si elle arrive sans passeport ou autres documents. Howard prétend que les arrivants « illégaux » resquillent, mais il n'y a aucune file d'attente pour les demandeurs d'asile.

Par ailleurs, l'Australie est le seul pays du monde développé avec une politique de « détention obligatoire » des demandeurs d'asile qui arrivent sans papiers. Ces personnes — y compris les enfants — sont enfermés à clé dans des prisons de sécurité moyenne, souvent dans des régions éloignées et inhospitalières. Parfois ils passent des années derrière les barbelés pendant le traitement de leur demande. Depuis quelque temps, les détenus protestent et recourent à des grèves de la faim pour faire connaître leur triste sort. L'ancien Premier ministre, Malcom Fraser, a décrit les centres de détention comme « lieux infernaux » et l'Évêque anglican de Perth les a qualifiés de « camps de concentration ». Des incidents ont fait connaître au public le sort réservé aux demandeurs d'asile : un enfant de trois ans a été mis aux fers, un cadre supérieur de la société privée qui gère les centres a menotté un homme à un rebord de lit et l'a frappé à coups de matraque... Les centres



Le service australien d'immigration : « Ne faites pas de prisonniers ! »

sont surpeuplés et souvent insalubres, et pourtant Australian Corrections Management — une filiale de la société américaine de gestion carcérale Wackenhutt — tire un beau profit de cette souffrance humaine. On estime que l'hébergement des détenus coûte 170 dollars australiens par nuit : assez pour les loger dans le luxe au Hilton.

En 1937, l'ancêtre politique de John Howard, Bob Menzies, a mérité le sobriquet de « Pig Iron Bob » (4) grâce à sa tentative d'obliger les travailleurs portuaires de charger le Dalfram de ferraille pour le Japon. Les dockers s'y sont refusés parce qu'ils craignaient que ce métal ne soit destiné à la fabrication de bombes et obus pour l'invasion japonaise de la Chine. Howard, quant à lui, a déployé les navires de guerre australiens comme « bouclier de fer » à travers l'Océan indien. Comme Menzies, il passera à la postérité comme un raciste réactionnaire cuirassé d'ignorance redoutable. Les combattants pour les droits des réfugiés sont plus déterminés que jamais à effacer cette tache honteuse sur le visage de l'humanité et sont confiants qu'une fois les faits véritables connus, le soutien à Howard s'éclipsera. ■

1. Tous les pays de la côte Est du continent américain, depuis l'Argentine et l'Uruguay jusqu'au Canada, avaient refusé le refuge aux passagers du SS St-Louis.

2. À l'arrivée à Anvers certains des réfugiés ont été accueillis en France, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne. Mais nombre d'entre eux furent déportés et périrent après l'invasion nazie du continent.

3. Spécial Air Service, commandos parachutistes, est un corps d'élite.

4. « Pig iron » signifie fonte brute et l'on doit naturellement évoquer l'homme de fer et également le gros porc (pig)... (ndt)

Nikita Khrouchtchev la destalinisation et la continuité bureaucratique

Par
Jean-Michel Krivine*

En septembre 1971, il y a 30 ans, la presse soviétique signalait, en bas de page et en petits caractères, que venait de disparaître Nikita Khrouchtchev, qui avait été à la tête du Parti et de l'Etat pendant plus de 10 ans jusqu'en 1964. La jeune génération actuelle de par le monde ne sait plus rien sur lui et les plus politisés ont vaguement entendu parler du "Rapport Khrouchtchev" lu au XX^e Congrès du PCUS en 1956. Est-il vraiment nécessaire d'en reparler ? A notre avis, indiscutablement, car la gangrène du mouvement ouvrier qu'a été le stalinisme ne doit pas passer aux oubliettes et les événements qui eurent lieu en URSS aussitôt après la mort de Staline sont très instructifs.

Le dernier congrès de Staline

Entre 1939 et 1952 Staline avait jugé inutile de convoquer de congrès du parti. Celui qu'il réunit un an avant sa mort avait pour but de clamer son génie. Voici comment le n^o spécial de la revue du Parti Communiste Français *Les Cahiers du Communisme* (nov. 1952) présentait la séance d'ouverture du XIX^e Congrès :

« Il est sept heures du soir. Les délégués saluent par des applaudissements prolongés l'arrivée à la tribune du camarade Staline et de ses fidèles compagnons d'armes, les camarades Molotov, Malenkov, Vorochilov, Boulganine, Béria, Kaganovitch, Khrouchtchev, Andreev, Mikoyan, Kossyguine. Tout le monde se lève. Les acclamations : "Hourra au camarade Staline !", "Hourra au grand Staline !", "Vive le camarade Staline !", "Hourra à notre cher Staline bien-aimé !" retentissent dans la salle.

Les délégués au congrès expriment par une ovation chaleureuse leurs sentiments

* Jean-Michel Krivine, chirurgien-retraité, membre de la section française de la IV^e Internationale depuis 1956, fait partie de la rédaction d'Inprecor.

d'affection et de dévouement illimités à l'égard de leur chef Joseph Vissarionovitch Staline, guide génial du parti communiste, du peuple soviétique et de toute l'humanité progressiste ».

La mécanique est bien huilée, les discours se succéderont, témoignant tous des grands succès passés et à venir et approuvant tous la ligne politique et le travail pratique du Comité central du Parti. Nous épingleons quelques orateurs qui, bien qu'encore éperdus d'admiration pour « l'architecte génial du communisme », feront parler d'eux plus tard :

- un certain Leonid Brejnev « montre par des exemples éclatants les immenses transformations socialistes qui se sont produites ces dernières années en Moldavie » ;

- « les délégués ont accueilli par des applaudissements enthousiastes prolongés le camarade L. Béria, un des plus proches compagnons d'armes du grand Staline » ;

- N. Khrouchtchev, secrétaire du Comité Central, présente le rapport sur les « Modifications aux Statuts du PC (b) de l'URSS » ;

- Mikoyan, lui aussi proche « compagnon d'armes » du guide, intervient sur les questions économiques. Après avoir éperdument léché Staline pour son dernier et immortel ouvrage sur les problèmes économiques du socialisme, il analyse le nouveau plan quinquennal et se félicite de l'augmentation de production des « boissons qui aiguisent l'appétit » (« animation dans la salle, rires et applaudissements ») ;

- « Le congrès accueille debout par applaudissements prolongés le guide du peuple français Maurice Thorez. Celui-ci prononce sa phrase historique : "le peuple de France ne fera pas, il ne fera jamais la guerre à l'Union soviétique" » ;

- Les autres délégués étrangers ne sont pas moins enthousiastes — depuis le camarade Pero Popivoda, président de « l'Union des patriotes yougoslaves pour la libération des peuples de Yougoslavie du joug fasciste de la clique Tito-Rankovitch et de l'esclavage impérialiste », jusqu'au camarade Samuel Mikounis, secrétaire général du Parti

Communiste d'Israël : « Nous continuerons de lutter, conscients que nous nous trouvons déjà au sortir de la sombre et maudite nuit du capitalisme, que le soleil éclatant du grand Staline monte bien haut dans le ciel, illuminant le chemin des peuples du globe vers le radieux avenir communiste ».

Enfin, le « grand guide des travailleurs du monde » prendra la parole lors de la dernière séance. Il énonce quelques platitudes qui vont devenir phrases d'évangile pour les PC du monde entier.

« Le dégel »

Quelques mois plus tard, sans égard pour les nombreux souhaits de longévité qui lui furent prodigués, Staline meurt (le 5 mars 1953). L'organisation des obsèques est confiée à une commission présidée par Khrouchtchev, mais Malenkov cumule les fonctions de Premier secrétaire du parti et de Président du Conseil. Pas pour longtemps... Au bout de quelques jours il doit abandonner le secrétariat du parti au bénéfice de Khrouchtchev et un an après il devra démissionner de la présidence du conseil. L'autre personnage qui brigua également la direction du pays était Béria, responsable de la police secrète et de l'Intérieur. Avec l'aide des chefs de l'armée (et de Malenkov) Khrouchtchev le fera arrêter lors d'une séance du Presidium (l'ancien Politburo) en juin 1954. Officiellement il sera jugé et fusillé en décembre mais divers témoignages assez convaincants affirment qu'il a été descendu aussitôt après son arrestation.

Ayant mis hors de combat ses deux plus sérieux concurrents au pouvoir Khrouchtchev peut dès lors « animer » la « direction collective » qui devait se substituer à Staline.

Du jour au lendemain le nom du défunt guide disparaît des journaux et des revues cependant que les discours officiels insistent lourdement sur le principe de la collégialité. Surtout, le nouveau président du Soviet Suprême (le chef de l'Etat), Vorochilov, promulgue le 28 mars 1953 un incroyable décret d'amnistie concernant les mères, les

enfants, les jeunes de moins de 18 ans, les femmes enceintes, les malades, les vieillards... Sont également amnistiés tous les condamnés à moins de 5 ans. Les autres verront leur peine réduite de moitié (sauf « *les assassins, les contre-révolutionnaires et les grands escrocs* »). Cependant les « *politiques* » ne sont pas concernés. Quelques milliers de détenus commencent à rentrer chez eux mais le goulag en comporte plusieurs millions et ce n'est qu'à partir de 1956 que l'écrasante majorité sera libérée. En même temps est décrétée une baisse générale des prix de 5 à 50 % et l'on commence à réhabiliter officiellement quelques victimes de Staline. La *Pravda* du 4 avril 1953 annonce la libération de 13 des 15 médecins arrêtés dans le « *complot des blouses blanches* ». Juifs pour la plupart, il avaient été accusés d'avoir assassiné le dirigeant Jdanov et quelques autres : leurs aveux avaient été obtenus « *par des procédés d'instruction inadmissibles et rigoureusement interdits par les lois soviétiques* » (deux d'entre eux n'y avaient pas survécu).

Le dégel s'affirme aussi en politique extérieure comme le prouve le progrès des négociations dans la guerre de Corée et sur le problème allemand. Les relations sont renouées avec la Yougoslavie de Tito après un voyage de Khrouchtchev à Belgrade en 1955 qui, au grand dam des Yougoslaves interloqués, affirma que tout ce qui s'était passé était de la faute à Béria...

La vis se desserre également sur le plan culturel : Ilya Ehrenbourg, qui a toujours su humer le vent, publie "*Le dégel*" en 1954 cependant que sont autorisées des pièces de théâtre qui n'auraient jamais pu être jouées auparavant.

« Le rapport attribué au camarade Khrouchtchev »

En juillet 1955 le Comité Central du PCUS décide la tenue du XX^e Congrès. Il se déroulera au Kremlin du 14 au 25 février 1956. Personne n'en attendait grand chose et officiellement il ne s'y est rien passé de notable. Le rapport d'activité du Comité Central présenté par Khrouchtchev fut adopté à l'unanimité de même que les directives pour le 6^e plan quinquennal présentées par Boulganine. Seuls deux orateurs osèrent citer le nom de Staline : Mikoyan pour critiquer son écrit sur les problèmes économiques du socialisme qu'il avait porté aux nues lors du congrès précédent et Maurice Thorez en accolant fidèlement son nom à ceux de Marx, Engels, Lénine. C'est alors que des rumeurs commencèrent à se propager dans Moscou. Khrouchtchev aurait pro-

noncé un discours à huis-clos où il aurait directement accusé Staline d'être responsable de la déportation de millions d'innocents, du massacre de la fine fleur du parti, de fautes grossières et criminelles pendant la guerre. En quelques jours tout Moscou était au courant bien que la presse demeura muette.

L'information parvint bientôt à des militants de plusieurs PC européens par l'intermédiaire d'amis venant des démocraties populaires (notamment de Pologne) et qui avaient eu le texte du rapport secret. La presse occidentale se mit à parler de ce document. Le 4 juin 1956 le *New York Times* le publiait (il avait été récupéré en Pologne par la CIA) suivi quelques jours plus tard par Le Monde. Coincée, la direction du PCF se mit à parler du « *rapport attribué au camarade Khrouchtchev* » et attendit 1973 (17 ans...) pour reconnaître que ce rapport existait bien et qu'il avait même été lu en privé à toutes les délégations étrangères.

Nous n'en citerons que quelques éléments qui provoquèrent parmi les délégués ce que le compte-rendu signale à de nombreuses reprises comme : « *stupeur dans la salle* », « *indignation dans la salle* », « *mouvements dans la salle* », « *animation dans la salle* », « *tumulte dans la salle* »... Devant des délégués littéralement traumatisés l'orateur lit le "*Testament de Lénine*" et sa dernière lettre où il menace de rompre toute relation avec Staline. Puis il l'accuse d'avoir créé la notion d'« *ennemi du peuple* » et d'avoir fait massacrer des milliers d'innocents dont 70 % du Comité Central élu au XVII^e Congrès (1934). Staline est responsable du meurtre de Kirov en 1934 et des grandes épurations qui ont suivi. Il est responsable des désastres militaires de 1941-1942 après avoir liquidé les meilleurs cadres de l'armée rouge et ignoré les préparatifs nazis. Il a ordonné les tortures physiques contre les détenus, il a fait déporter des nations entières, il est lui-même à l'origine du culte de sa personnalité, enfin il s'appropriait à liquider les vieux membres du Bureau Politique.

Ce rapport explosif ne fut pas publié officiellement mais communiqué aux partisans et lu dans toutes les instances du parti soviétique jusqu'à la base. C'est lui qui fait du XX^e Congrès un Congrès véritablement historique. Quelques questions restent à envisager.

Des révélations... soigneusement dosées

Pour ceux qui voulaient se donner la peine de connaître l'Union soviétique stalinienne, le rapport Khrouchtchev ne conte-

nait que peu de révélations ou alors concernant des personnages de second plan. L'essentiel des crimes énumérés avaient été dénoncés à l'époque par Trotski et par l'Opposition de gauche. Par contre, on peut noter des silences très éloquentes : les victimes de Staline réhabilitées sont souvent d'obscurs comparses liquidés après l'avoir servi. Il n'y a aucune réhabilitation des chefs historiques de la Révolution, aucun mot contre les crimes antisémites staliniens (notamment entre 1948 et 1952) ou au sujet de la politique de l'Internationale Communiste, dictée par Staline, qui conduisit à la catastrophe les PC chinois, allemand ou espagnol. De plus tout n'est expliqué que par le mauvais caractère de Staline...

Khrouchtchev, membre du Bureau Politique depuis 1939, avait longtemps servi Staline sans manifester d'états d'âme. Mais après la mort du « *guide* » il n'était plus possible de gouverner comme auparavant. La fin du règne de Staline fut littéralement folle et les plus importants dignitaires n'étaient jamais sûrs de ne pas être arrêtés le lendemain. La bureaucratie aspirait à une sécurité de l'emploi cependant que les progrès économiques et culturels du pays contrastaient avec le niveau de vie médiocre de la population et l'indigence de la culture officielle. L'aile la plus intelligente de la bureaucratie choisit d'ouvrir partiellement les vannes à froid avant de risquer d'y être obligée par un raz de marée incontrôlable.

Il faut également rappeler que les nouvelles de la mort de Staline et de la liquidation de Béria se répandirent dans les camps du goulag et que partout les détenus entamèrent des grèves et des mouvements de révolte : dans l'Oural, en Sibérie, au Kazakhstan. L'épisode le plus notable fut la véritable insurrection qui se déclancha dans le camp dépendant des mines de cuivre de Kinguir au printemps-été 1954. Elle dura 42 jours et le gouvernement dut envoyer des milliers de soldats et des chars pour en venir à bout. Mais une partie des revendications des insurgés (pour améliorer la vie des détenus) fut acceptée et mise en œuvre dans tous les camps.

Cependant les opposants à Khrouchtchev ne désarmèrent pas et au XXII^e Congrès (octobre 1961) ils furent écrasés par la fraction K. qui les accusa, publiquement cette fois, de crimes atroces en connivence avec Staline : ces opposants, le fameux « *groupe antiparti* », comportait exactement tous les membres titulaires du Presidium élu au XIX^e Congrès à l'exception de Khrouchtchev, Mikoyan et Béria.

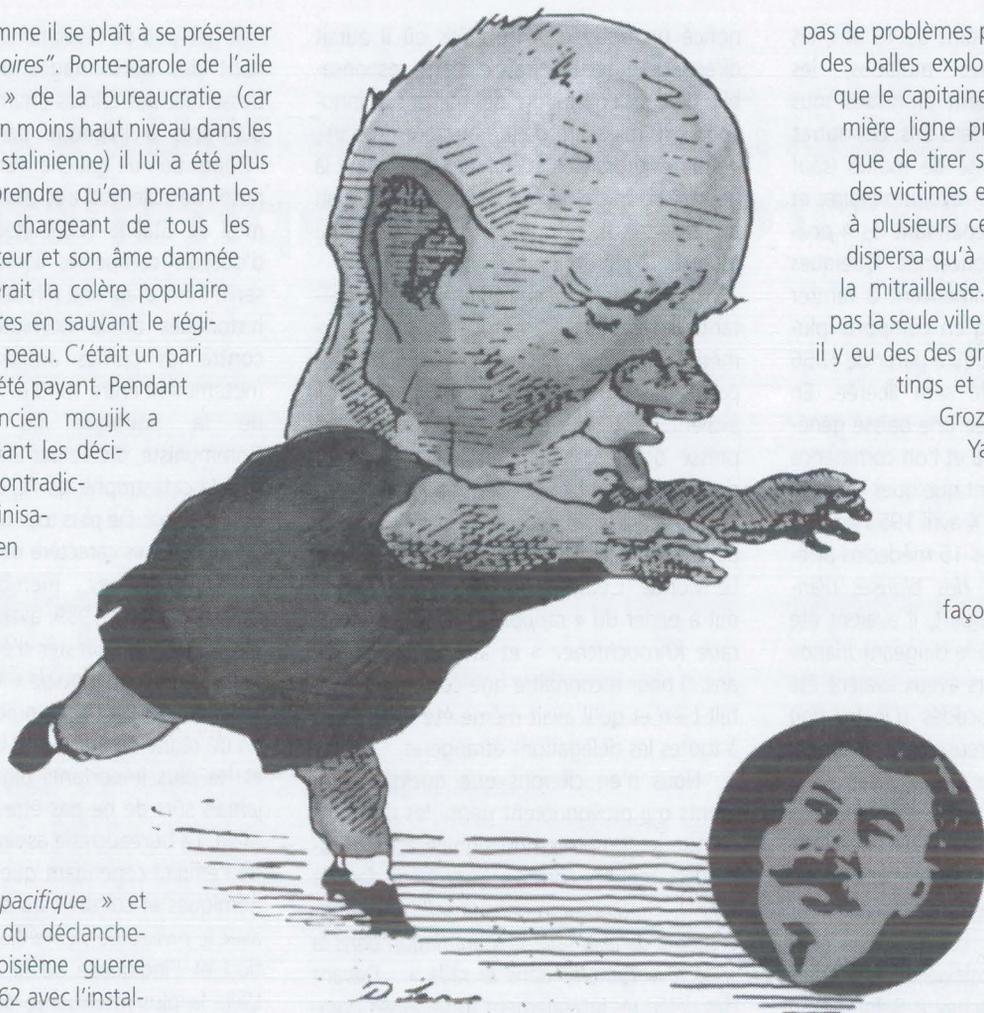
Khrouchtchev n'a donc pas été le Zorro ukrainien imposant la Vérité à des collègues

Histoire

pusillanimes comme il se plaît à se présenter dans ses "Mémoires". Porte-parole de l'aile dite « libérale » de la bureaucratie (car compromise à un moins haut niveau dans les crimes de l'ère stalinienne) il lui a été plus facile de comprendre qu'en prenant les devants et en chargeant de tous les péchés le dictateur et son âme damnée Béria, il orienterait la colère populaire sur deux cadavres en sauvant le régime et sa propre peau. C'était un pari risqué mais il a été payant. Pendant dix ans cet ancien moujik a régné en alternant les décisions les plus contradictoires : déstalinisation partielle en URSS mais écrasement en Novembre 1956 de la révolte des ouvriers hongrois, célébration de la « coexistence pacifique » et risque majeur du déclenchement d'une troisième guerre mondiale en 1962 avec l'installation à Cuba de fusées nucléaires visant les USA, répression contre Pasternak en 1958 lorsque lui fut décerné le prix Nobel et autorisation de publication pour "Une journée d'Ivan Denissovitch" de Soljenitsyne en 1961, réconciliation avec Tito et construction du Mur de Berlin, pour ne pas parler des tensions de plus en plus vives avec la Chine de Mao.

Mécontentement populaire et chute de Khrouchtchev

La situation économique s'aggravant progressivement, les tensions sociales devenant de plus en plus vives et la nomenklatura souhaitant bénéficier maintenant d'une bonne stabilité il lui fallait se débarrasser de son imprévisible Numéro Un qui n'avait plus aucune popularité dans le pays. Alors que ses origines paysannes et sa réputation de spécialiste agricole avaient en partie expliqué sa montée à la mort de Staline, les mesures qu'il fit prendre après le XX^e Congrès se révélèrent catastrophiques : qu'il s'agisse de l'exemple de la région de Riazan à laquelle il fit attribuer l'ordre de Lénine pour s'être engagée à tripler sa production de viande en 1959 (la région en fut ruinée...), de la mise en valeur des terres vier-



ges en Sibérie centrale ou de l'intensification de la culture du maïs. Mais ce qui était le plus inquiétant pour la couche dirigeante c'était la montée du mécontentement populaire en raison des difficultés de ravitaillement et des attaques contre les salaires. L'épisode le plus tragique fut la fusillade de Novotcherkassk en juin 1962. Tout commença avec la concomitance de deux événements : la publication de la décision officielle d'augmenter le prix de la viande (30 %) et du beurre (25 %) et au même moment la mise en pratique d'une décision du Comité central du PCUS pour diminuer les coûts de production, aboutissant à une baisse de 10 % des salaires. Les ouvriers de l'usine de locomotives NEVZ se mirent en grève. D'autres les rejoignirent. La ligne ferroviaire Moscou-Rostov fut démontée et des femmes s'assirent sur la voie. Sur les bâtiments de l'usine apparurent des slogans : « A bas Khrouchtchev ! », « Khrouchtchev à l'abattoir ! ». Une manifestation se rend alors en ville où beaucoup la rejoignent. Des meetings spontanés se forment en divers endroits cependant que la troupe qui encerclait la ville commence à la ratisser. Beaucoup de soldats avaient été choisis de nationalité non russe et n'eurent

pas de problèmes pour tirer dans le tas avec des balles explosives. On dit cependant que le capitaine qui commandait la première ligne préféra se suicider plutôt que de tirer sur le peuple. Le nombre des victimes est évalué de soixante-dix à plusieurs centaines. La foule ne se dispersa qu'à l'arrivée de chars tirant à la mitrailleuse. Novotcherkassk ne fut pas la seule ville à connaître des troubles : il y eut des grèves sur le tas, des meetings et manifestations de rue à Grozny, Krasnodar, Donetsk, Yaroslavl, Gorki et même Moscou (l'usine d'automobiles Moskvitch).

Après avoir rempli son rôle de façon brouillonne et parfois imprévisible, Khrouchtchev fut invité à démissionner le 16 octobre 1964, « en raison de son âge avancé et de son état de santé » par un Presidium du Comité Central où ne man-

quaient ni les vieillards ni les malades. La nomenklatura voulait maintenant être à l'abri d'un style de gouvernement trop personnel et pouvoir mieux défendre collectivement ses intérêts. Sous Brejnev l'URSS post-stalinienne se stabilisa avec un certain « regel », les membres du « groupe antiparti » (Molotov, etc.) exclus furent discrètement réintégrés ; à la dictature sanglante de Staline succéda la grise dictature brejnevienne.

La preuve en fut que M. K. connut une retraite tout à fait acceptable : il reçut une importante pension à titre personnel, il conserva son appartement à Moscou et sa datcha, on mit à sa disposition une voiture avec chauffeur ainsi que quelques personnes pour assurer la garde de la datcha (et sans doute le surveiller...). Il pouvait se déplacer comme il l'entendait et même rencontrer des correspondants étrangers. En somme il bénéficia, pendant les sept années qui lui restaient à vivre après sa destitution, de conditions qu'il n'avait jamais octroyées à ses adversaires, tels Malenkov ou Boulganine.

Le stalinisme, mais aussi le khrouchtchevisme, avaient vécu...

Spécificités techniques de la production capitaliste

Par
François Iselin*

1. Processus technique de production

L'approvisionnement des êtres humains en biens nécessaires à leur existence procède de la transformation des ressources naturelles.

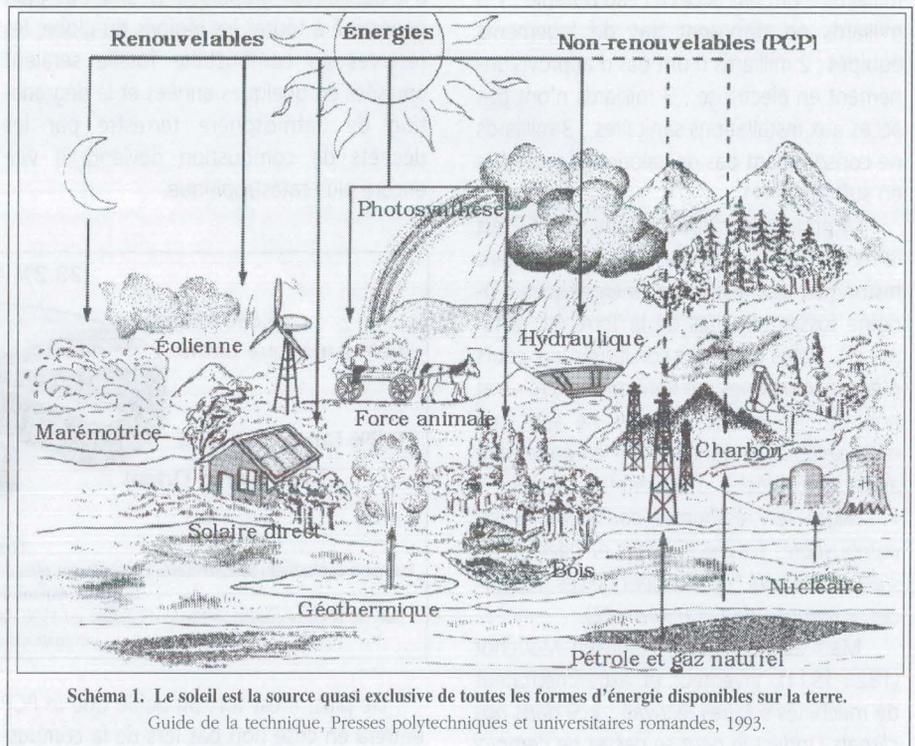
L'expression "processus de production" désigne l'ensemble des procédés de transformation. Ils dépendent, entre autres, de l'état des connaissances scientifiques et techniques, des savoir-faire, des traditions, de la nature des ressources disponibles et des besoins spécifiques à une société donnée.

Le *Petit Larousse* rappelle que processus vient du mot latin signifiant "progrès" et "progression" et le définit comme la « suite continue d'opérations constituant la manière de fabriquer, de faire quelque chose ». L'*Encyclopædia Universalis* précise : « Du point de vue technique, la production est l'ensemble des opérations qui permettent d'obtenir, par la combinaison et la transformation de biens existants, mais imparfaitement utilisables, des biens nouveaux, mieux adaptés à la satisfaction des besoins ».

Un processus permettant de produire un bien d'usage donné — une "utilité" — est d'autant plus fonctionnel que sont épargnées les ressources qu'il engage et transforme. De plus, pour répondre au renouvellement constant des besoins, la plupart des processus doivent pouvoir être répétés indéfiniment, condition qui cesse d'être remplie lorsqu'ils épuisent les matières, les énergies ou le travail mis en œuvre.

Au cours de son histoire, l'espèce humaine a amélioré la productivité des processus en utilisant de nouvelles ressources naturelles, en exploitant la force de travail d'autres espèces, en perfectionnant ses outils et machines, bref, en cherchant à faire travailler la nature à sa place.

Les façons de produire une utilité quelconque à une époque donnée (aliments, habitations, vêtements, médicaments, etc.)



sont multiples. Aujourd'hui même, de nombreuses façons permettent de produire le même pain. Les céréales peuvent être cultivées localement ou provenir de contrées lointaines ; la pâte peut être fraîche ou dégelée ; cuite dans des fours électriques à gaz ou à bois ; à domicile, artisanalement ou industriellement...

Chacun des aspects du processus présente des avantages et des inconvénients mais l'efficacité productive ne peut être évaluée qu'en faisant le bilan global de l'ensemble des ressources transformées au cours du processus. Tel procès pourra exiger plus de travail, tel autre plus d'énergie ou de matière. Aujourd'hui par exemple, la fabrication industrialisée du pain demande plusieurs fois plus d'énergie qu'au siècle passé. Ce surcoût provient de l'énergie nécessaire à transporter les céréales et les produits finis, à fabriquer les machines, à conditionner et distribuer le pain...

Mais le choix d'un processus de production peut dépendre davantage du rapport de forces sociales que de son efficacité. Ainsi, dans les sociétés divisées en classes, où les

ressources et l'appareil de production sont contrôlés par une minorité dominante, la majorité peut se voir imposer des processus médiocres, voir contre-productifs qui épuisent les ressources naturelles, accroissent inutilement le travail humain et ne répondent que partiellement à la demande de biens.

2. Processus capitaliste de production (PCP)

Le capitalisme a choisi un mode de production spécifique, issu des révolutions industrielles, et l'a imposé progressivement à l'ensemble de l'humanité alors que son efficacité productive s'avérait progressivement désastreuse.

Le PCP, fondé sur l'exploitation de ressources pour la plupart non renouvelables,

* François Iselin, architecte, enseigne les techniques de construction à l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL), Suisse. Chercheur, il s'est spécialisé sur l'habitat d'urgence, l'habitat écologique, les matériaux de construction à risque et alternatifs.

Étude/Écologie/Débat

en épuise les réserves, accroît la part du travail humain dans la production au lieu de l'en libérer, produit quantité de marchandises sans pour autant satisfaire les besoins vitaux. Il entrave de fait le développement des forces productives et compromet ainsi dangereusement l'épanouissement et la survie des êtres humains dont les besoins et le nombre ne cessent de croître.

Le nombre de personnes dans le monde, privées d'utilités vitales est alarmant : 1,2 milliards n'ont pas accès à l'eau potable ; 1,5 milliards ne disposent pas de logements équipés ; 2 milliards n'ont pas d'approvisionnement en électricité ; 3 milliards n'ont pas accès aux installations sanitaires ; 3 milliards ne consomment pas de calories et protéines en suffisance (1).

La principale caractéristique du PCP est le recours progressif, massif, sans précédent historique, aux ressources énergétiques d'origine fossile extraites de la Terre (cf. schéma 1). Tirées de stocks constitués aux cours d'ères géologiques par l'énergie solaire — et non du flux solaire — elles ne sont pas renouvelables et donc en voie d'épuisement après deux siècles d'exploitation à peine : « *Malgré les ressources considérables de combustibles fossiles liquides et gazeux, on s'achemine vers l'épuisement de ces ressources, y compris de l'uranium* » (2).

Mais déjà en 1869, Augustin Mouchot (1825-1911), inventeur et expérimentateur de machines solaires, écrivait : « *Si dans nos climats l'industrie peut se passer de l'emploi direct de la chaleur solaire, il arrivera nécessairement un jour où, faute de combustible, elle sera bien forcée de revenir au travail des agents naturels. Que les dépôts de houille et de pétrole lui fournissent longtemps encore leur énorme puissance calorifique, nous n'en doutons pas. Mais ces dépôts s'épuiseront sans aucun doute : le bois qui, lui, cependant, se renouvelle n'est-il pas devenu plus rare qu'autrefois ?* »

1. PNUD, *Rapport sur le développement humain, 1998*, DeBoeck 1998 ; L.R. Brown et al. *L'état de la planète 1998*, Economica, 1998.

2. EPFL, *Guide de la technique, L'énergie*, Presses polytechniques et universitaires romandes, 1993. De nombreux articles scientifiques récents confirment l'avènement d'une pénurie, du renchérissement ou de l'épuisement des combustibles fossiles. Voir par exemple "La fin du pétrole bon marché", C. Champbell, J. Laherrère, *Pour la science*, n° 247, mai 1998.

3. Augustin Mouchot, *La chaleur solaire et ses applications industrielles*, Gauthier, 1869, (je souligne).

4. K. Marx, F. Engels, *Le manifeste communiste*, qui date de 1848, cf. *Manifeste du Parti communiste*, Ed sociales 1976.

5. Lewis Mumford, *Technique et civilisation*, Seuil, 1950.

Pourquoi n'en serait-il pas de même un jour d'une provision de combustible où l'on puise si largement sans jamais combler les vides qui s'y forment ?... On ne peut s'empêcher de conclure qu'il est prudent et sage de ne pas s'endormir à cet égard sur une sécurité trompeuse » (3).

L'espérance de vie de stocks fossiles est relativement longue mais si le PCP était étendu à l'ensemble des régions de la Planète, ces durabilités devraient être revues à la baisse (voir graphique 1). Si le PCP était généralisé à toutes les régions du globe, les réserves en combustible fossile seraient épuisées en quelques années et la dégradation de l'atmosphère terrestre par les déchets de combustion deviendrait vite encore plus catastrophique.



De plus, il est fort probable que le PCP entrera en crise non pas lors de la combustion de la dernière goutte de pétrole mais bien avant, dès l'annonce de l'imminence d'une proche pénurie. Ainsi, la chute tendancielle du taux de profit se combinera à celle du taux de production. La bourgeoisie retarde par tous les moyens l'annonce de cette échéance en propageant moult illusions sur l'efficacité de ses programmes d'économie d'énergie, de développement d'alternatives énergétiques ou de réduction de l'émission de gaz à effet de serre.

L'impasse énergétique de ce système fondé sur les combustibles fossiles est accrue par les effets de leur combustion ou de leur fusion : la pollution de l'environnement par la concentration de déchets chimiques ou radioactifs. Ces résidus sont inévitables dans tout processus incomplet et inachevé de transformation de ressources fossiles en énergie thermique, mécanique ou autre. Ainsi le PCP ne révèle pas seulement des contradictions en amont du procès, par la destruction de ressources rares, mais aussi en aval, par la pollution des eaux, de l'air et de l'atmosphère terrestre.

A ces contradictions s'ajoutent celle (privilegiée par l'analyse marxiste), qui en cours

de production découle du recours croissant au travail humain nécessaire à assurer la production d'utilités à partir de charbon, de gaz, de pétrole ou d'uranium.

La relation entre ressources fossiles et ressources en travail humain n'a pas été vue par le courant marxiste fasciné par les potentialités du PCP : « *Classe au pouvoir depuis un siècle à peine, la bourgeoisie a créé des forces productives plus nombreuses et plus gigantesques que ne l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble [...]. Quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives sommeillaient au sein du travail social ?* » (4)

Or le rendement productif du PCP, soit la minimalisation des entrants (économie d'énergie, de matière et de travail) et la maxi-

malisation des utilités (abondance et excellence des biens produits) s'avère désastreux. L'épuisement des ressources, la pollution de l'environnement et l'intensification du travail provoqueront inévitablement, à brève échéance, la faillite de ce procès et la nécessité politique de lui opposer une alternative.

Déjà au lendemain de la dernière guerre mondiale Lewis Mumford annonçait « *Il est tout à fait douteux que nous puissions conserver la société capitaliste elle-même tant les dissonances sont profondes, les frictions inévitables. Humainement parlant, elle a épuisé ses promesses. Nous avons besoin d'un système plus sûr, plus souple, plus facilement adaptable, enfin plus favorable à la vie que celui qu'a établi notre économie financière étroite et tournée d'un seul côté. Son rendement ne fut que l'ombre d'un rendement réel, sa puissance gaspillée ne fut qu'un faible substitut à l'ordre, sa productivité fiévreuse et ses effondrements bruyants, ses gaspillages et sa confusion ne furent que les mauvaises contrefaçons d'une économie fonctionnelle qui pouvait réellement profiter de la technique moderne* » (5)

Le processus de production fossile n'était ni une fatalité ni la panacée, mais au contraire une entrave au développement des

forces productives : « De toute évidence, la révolution industrielle moderne se serait produite et aurait continué régulièrement, même si l'on n'avait pas extrait une tonne de charbon en Angleterre et si aucune nouvelle mine de fer n'avait été ouverte » (6).

3. Raisons du choix fossile

Indiquons tout d'abord les raisons souvent invoquées — mais fausses — qui auraient incité le capital à adopter et imposer son choix fossile :

- Le processus fossile permettrait enfin de satisfaire les besoins croissants des êtres humains dont les exigences et le nombre iraient en s'accroissant et d'assurer ainsi « le plus grand bonheur pour le plus grand nombre » (*Encyclopædia Universalis*).

- Le fossile rendrait la production plus facile : les machines à vapeur, les moteurs à explosion ou les réacteurs nucléaires permettraient de satisfaire plus sûrement et plus vite les besoins de l'espèce humaine que ne le faisaient les moulins à vent, les roues à aube mues au solaire ou les bêtes de somme.

- Si le capital a exploité le fossile c'est parce que son avènement correspondrait à la découverte d'énormes gisements de charbon, de pétrole dont l'existence était jusqu'alors inconnue.

- Le PCP aurait abandonné l'énergie solaire parce que les découvertes scientifiques et techniques permettaient enfin de maîtriser les conversions complexes d'énergie thermique en mécanique, électrique ou chimique.

- Ces conversions énergétiques n'auraient été possibles qu'au moyen de machines dont la construction impliquait la production industrielle de matériaux nouveaux tels que la fonte, l'acier ou le ciment plus performants que le fer, le bois ou la chaux.

Ces justifications pourraient être démontrées une à une mais il suffit de répondre que c'est le choix du fossile qui a induit ses machines et ses matériaux et que réciproquement, ceux-ci ont induit l'utilisation de combustibles fossiles. Nous avons là une sorte d'emballage d'un cercle vicieux, ressources-production-consommation : les premières machines à vapeur, par exemple, servaient à pomper l'eau des mines de charbon et le charbon extrait servait à les faire tourner. Mais pour produire la fonte nécessaire à les fabriquer, il fallait encore du charbon et du fer dont l'extraction, la fusion et le transport demandaient de nouvelles machines à vapeur...

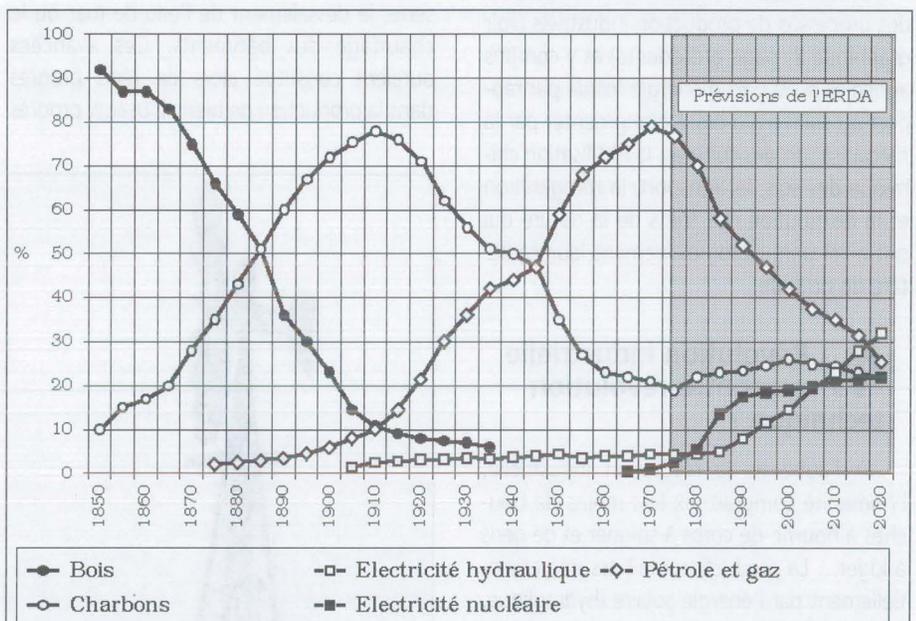
Il n'y a aucune raison scientifique, tech-

nique ou sociale qui justifie le choix brutal consistant à remplacer l'énergie solaire — source dominante dans les procès de production précapitalistes — par de l'énergie tirée de la décomposition du charbon, du pétrole, du gaz ou de l'uranium. Les machines à vapeur chauffées au charbon, au pétrole, au gaz naturel puis au nucléaire pouvaient être mues par de l'énergie solaire sous forme de biomasse ou de rayonnement direct, comme l'avaient suggéré et démontré Augustin Mouchot et autres précurseurs dès la révolution industrielle. Quant aux moteurs électriques actionnés par des turbines fossiles ils pouvaient être mus par la force du vent (énergie éolienne), de l'eau (hydraulique), des marées (marémotrice),

assurer les conditions nécessaires à la poursuite du pillage du patrimoine fossile de l'humanité.

Non renouvelables, non reproductibles ou non recyclables après usage, la valeur marchande de ces biens réside soit dans leur rareté, soit dans leur aptitude à pouvoir être détruites. Tel n'est évidemment pas le cas de l'énergie solaire, sûre, abondante, renouvelable et distribuée gratuitement, en temps réel ou différé, aux quatre coins du monde. De plus, sa transformation en utilités énergétiques demande peu de travail.

Si le procès de production solaire peut réduire le travail des êtres humains, alors ne faut-il pas dire que la nature peut travailler gratuitement à leur place ? « On ne paie pas



Graphique 2
 Dès la révolution industrielle, les énergies fossiles détrônent le bois renouvelable et se généralisent dans les pays capitalistes industrialisés, ici les USA. Les types de combustibles se succèdent par vagues successives. Les prévisions d'après la crise du pétrole il y a un quart de siècle, indiquent l'intention de les diversifier en intensifiant l'exploitation du nucléaire et de l'hydraulique.
 Évolution de la part en pourcentage des ressources énergétiques dans la consommation des États-Unis, et prévisions (sur fond gris) de la Energy Research and Development Administration, après la crise pétrolière.

soit par l'extraordinaire force des courants de fluides déplacés par la chaleur solaire.

La raison pour laquelle le système capitaliste a choisi, imposé et généralisé l'exploitation des énergies fossiles est à chercher dans la défense de ses intérêts de classe : internaliser les profits de la vente de marchandises produites sans en payer les "externalités", ceci grâce à l'appropriation et au contrôle privé des ressources universelles. L'appropriation de l'or noir par le capital fait suite à celle des métaux précieux, des diamants, des terres, de l'eau ou des esclaves par les classes dominantes qui les ont précédées dans le pillage du bien commun. Comme la plupart des guerres de conquête d'antan, les conflits armés actuels visent à

le travail qu'elle effectue la nature pour son travail parce qu'elle fait beaucoup, mais parce qu'elle fait peu. L'homme doit travailler plus péniblement à mesure que la nature travaille moins. À mesure que la nature se montre avare de ses dons envers nous, elle exige plus de prix pour son ouvrage. Là où elle est généreuse et libérale, elle travaille toujours gratuitement » (7).

En effet, « "Le soleil n'envoie pas de facture". Le principal problème auquel les piliers de l'économie fossile se heurtent avec les énergies renouvelables, c'est l'impossibi-

6. *ibid.*

7. Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Anthropos, 1968.

lité de breveter le soleil et le vent, et de vendre les licences correspondantes à leurs utilisateurs. Les flux qui alimentent la mondialisation économique et la concentration du secteur économique sont nés de la rareté des sources de l'énergie fossile » (8). Ceci dit, s'il "n'envoie pas de facture", le soleil peut produire des dividendes lorsque son énergie est appropriée et exploitée de façon centralisée dans des barrages hydroélectriques, des fermes d'éoliennes ou, à l'avenir, par le captage d'énergie en haute atmosphère pour être distribuée sous forme de marchandise énergétique.

Cette source traditionnelle d'approvisionnement — rayonnement direct, hydraulique, éolien, biomasse, force animale, etc. — fut délaissée et remplacée dans la plupart des processus de production industriels (voir graphique 2, page précédente) et y compris agricoles où la part d'énergie fossile par rapport au solaire n'a cessé d'augmenter par la mécanisation des cultures, la fertilisation chimique des sols, le transport, la réfrigération et la distribution des fruits de la nature qui ont ainsi perdu progressivement leur caractère de gratuité.

4. Révolution industrielle ou contre-révolution technique ?

À l'aube de la révolution industrielle, l'humanité comptait dix fois moins de bouches à nourrir, de corps à soigner et de gens à loger... La production était assurée essentiellement par l'énergie solaire (hydraulique, éolienne, biomasse) et l'appareil de production était construit avec des matériaux recyclables (métalliques), renouvelables (bois et fibres ligneuses) ou abondants (roches et argiles). Ces processus vernaculaires, améliorés sans cesse au cours des siècles, étaient efficaces car appropriés aux ressources locales et aux besoins spécifiques qu'ils devaient satisfaire. Cependant, y compris en faisant abstraction des destructions massives de biens par les guerres, la pénurie chronique d'approvisionnement frappait périodiquement des populations isolées manquant de ressources ou de réserves.

Si la maîtrise intuitive de la production était médiocre, les découvertes scientifiques et techniques des derniers siècles permettaient de doper les processus traditionnels dont le potentiel de développement était déjà très élevé à l'aube de la révolution industrielle. La révolution industrielle au

contraire a provoqué une rupture de continuité du développement des forces productives. Elle a dilapidé les acquis, nié les savoir-faire, bouleversé les pratiques de production en imposant le fossile non pas comme complément énergétique à utiliser avec parcimonie mais comme alternative au solaire.

Les avancées scientifiques et techniques couplées aux découvertes des gisements fossiles permettaient de poursuivre le perfectionnement de l'appareil de production solaire en construisant des machines (moulins, turbines, pompes, générateurs) bien plus productives que celles que nous connaissons aujourd'hui. Le développement de l'industrie des métaux et du verre permettait de résoudre enfin les problèmes tels que l'irrigation des champs, la culture sous serre, le dessalement de l'eau de mer ou le chauffage des bâtiments. Ces avancées auraient constitué alors de réels progrès dans la production de biens d'usage, progrès



qui de plus pouvaient bénéficier à toutes les populations de la planète.

À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, la technologie solaire, bien que marginalisée, multipliait les recherches, inventions et applications. Voici à titre d'exemple quelques réalisations qui démontrent que la voie solaire était toute tracée :

- Station de pompage solaire pour l'irrigation des cultures à Méadi, Égypte, en 1912, 1500 m² de capteurs cylindriques. À ce propos la revue *La science et la vie* n° 14, titrait en 1914 : « En captant la chaleur solaire, nous pourrions nous passer du charbon ».
- Production industrielle de chauffe-eau solaires domestiques aux États-Unis. En 1897, 30 % des maisons de Pasadena en étaient pourvus.

● Installation de dessalement de l'eau de mer à Las Salinas au Chili. Construite en 1872, elle a fonctionné pendant 40 ans. Elle produisait en moyenne 3 000 litres d'eau douce par jour.

● Maison chauffée exclusivement par de l'énergie solaire présentée à l'exposition sur l'habitat à Berlin en 1931...

L'histoire des occasions perdues et des espoirs déçus suite aux entraves des charbonniers, pétroliers, gaziers et autres nucléocrates dressés contre le développement du solaire reste à faire mais est déjà ébauchée dans de nombreux ouvrages et articles.

5. Productivité des processus de production

La productivité a été définie comme « le rapport d'une production sur la quantité de travail nécessaire à cette production » (*Encyclopædia Universalis*). Cette définition pourrait être retenue si elle supposait que l'énergie et la matière transformée découlaient du travail de la nature comme le précise cette autre approche : la productivité est « le rapport du produit (quantité de biens matériels obtenus, importance du "service" assuré) aux facteurs de production (quantité d'énergie ou de matière première employée, temps de travail dépensé, capital mis en œuvre, etc.) » (*Le Robert électronique*).

La productivité d'un processus de production considéré comme le rapport entre les entrants et les utilités est un concept indispensable car il permet d'évaluer les processus, d'en comparer l'efficacité et de pouvoir ainsi choisir le plus performant puisqu'il est « dans la nature de toute opération productive de créer plus d'utilités qu'elle n'en détruit » (9).

La productivité des processus de production d'une même utilité doit être déterminée en établissant son bilan global, ce qui permet d'établir le rapport, positif ou négatif, entre les utilités produites et celles qui sont détruites. Ce bilan global doit prendre en considération la totalité des opérations de transformation intervenant dans le processus. Ces opérations sont celles de production, d'usage et de restitution. Il n'est pas question de limiter le bilan aux seules opérations effectuées en amont de la distribution comme le capital le fait en négligeant les "externalités" en aval. C'est précisément sur ce point que la comptabilité capitaliste pêche par omission, seule la "productivité" du capital investi dans un processus étant comptabilisée.

Or, comme on l'a vu, pour que les processus puissent être répétés, les ressources qu'ils engagent doivent demeurer constan-

8. Hermann Sheer, *Le solaire et l'économie mondiale*, Solin 2001.

9. Charles Gide, *Cours d'économie politique*.



Un chauffeur et un passager, mais à l'aise... et combien de litres au 100 km ?

Le coût relatif en temps de travail (tt) d'une boîte à usages multiples est d'autant plus bas que sa durée de service sera prolongée puisqu'il faudra produire moins de boîtes pour satisfaire les mêmes besoins.

3. Le tt nécessaire à reproduire certaines opérations de restitution est si long qu'el-

les deviennent irréalisables dans la temporalité humaine et ne sont concevables qu'au cours d'ères géologiques.

C'est le cas notamment des opérations de restitution d'aluminium qui aurait été souillé, mêlé à des déchets, enfoui dans des décharges ou qui aurait contaminé des nappes phréatiques. Si la production de cet aluminium engendrait des déchets radioactifs, des déforestations, des pollutions de l'air par émission de gaz à effet de serre, l'éradication d'espèces vivantes ou des catastrophes écologiques majeures, la dette productive serait impayable malgré tous les efforts pouvant humainement être consentis.

4. Autant le tt nécessaire à reconstituer les ressources énergétiques fossiles tend vers l'infini, autant celui qui est nécessaire à restituer les énergies solaires tend vers zéro car celles-ci sont reproduites naturellement, en temps réel, par le travail de la nature.

Ce serait le cas notamment si l'électricité d'origine hydraulique — donc solaire — était utilisée pour l'électrolyse et la fusion de l'aluminium. Si cette électricité était produite dans une centrale thermique fonctionnant au pétrole, sa reproduction par le travail humain serait extrêmement longue et coûteuse et quasiment impossible s'il s'agissait de reproduire l'uranium des centrales nucléaires transformé en déchets hautement radioactifs.

5. Les marchandises sont vendues actuellement au prix de production n'incluant pas le prix de reproduction des entrants, ce qui crée l'illusion trompeuse que les utilités issues du PCP sont abondantes et bon marché.

Considérée dans sa globalité, la productivité du processus de production capitaliste fondé sur la non-reconstitution des ressources est catastrophique. Elle engendre une dette productive croissante dont l'humanité ne peut plus s'acquitter. Cette dette a pour nom "pollution de l'environnement", "raréfaction des ressources naturelles", "dégradation de la couche d'ozone", "appauvrisse-

tes. Pour qu'ils puissent encore servir aux générations futures, aucun des processus ne doit détruire les ressources qui lui sont nécessaires.

Pour que les voitures aient une utilité, il faut non seulement en fabriquer mais les approvisionner en énergie. De plus, les matériaux utilisés pour les construire doivent être reproduits par recyclage pour pouvoir en fabriquer de nouvelles. Si l'énergie qu'elles consomment n'est pas reproduite, il pourra y avoir des voitures mais elles ne rouleraient plus. C'est bien ce qui risque d'arriver à brève échéance... pour le pire et le meilleur.

Le bilan global de la production d'un bien quelconque doit donc prendre en compte les opérations en amont, en cours et en aval de son usage pour ainsi boucler la boucle du processus. En fin de cycle productif toutes les forces de travail mises en jeu doivent être reproduites, toutes les énergies utilisées doivent être régénérées et tous les matériaux empruntés doivent être restitués à l'identique : $T \Rightarrow T$, $E \Rightarrow E$ et $M \Rightarrow M$.

Le bilan global de la production d'une voiture indiquera la quantité de matières à transformer, d'énergie à consommer et de travail à exécuter pour boucler la boucle. On pourra alors en calculer le coût réel de production et le comparer au prix de vente. Celui-ci s'avérera probablement de plusieurs ordres de grandeur supérieur au prix réel. Encore faut-il que les trois types de ressources mises en œuvre dans le processus de production d'une utilité : travail, énergie et matière ($U=T+E+M$) puissent être quantifiées à l'aide d'une unité de mesure commune. Prenons comme unité le temps de travail humain (tt) nécessaire à extraire, transformer et reproduire ces trois catégories de ressources utilisées. Le coût réel d'une utilité calculée en tt sera donc ($U_{tt} = T_{tt} + E_{tt} + M_{tt}$).

Le temps de travail humain est choisi comme unité de mesure considérant qu'il est la seule ressource que l'espèce humaine puisse mettre en œuvre consciemment pour

reproduire les autres ressources, dont le travail lui-même. Cette unité semble, de plus, cohérente considérant que l'objectif de toute production est de réduire au maximum le temps de travail humain.

Dans le procès de production d'une boîte de boisson, par exemple, la matière — l'aluminium — peut être quantifiée par le temps de travail (tt) nécessaire à extraire la bauxite, la transformer et recycler l'aluminium. L'énergie électrique utilisée au cours de ces opérations peut également être mesurée en tt nécessaire à la produire et la restituer et le travail humain peut également être mesuré en tt nécessaire à le reproduire. La boîte vaudra alors la somme de ces divers temps de travail.

6. Bilan productif du PCP

L'estimation du coût — calculé en temps de travail (tt) — du processus capitaliste de production (PCP) considéré dans toute l'étendue de son cycle permet d'émettre plusieurs hypothèses :

1. Le temps de travail humain — soit la part des ressources engagées rétribuées par un salaire — nécessaire à produire une utilité ne représente qu'une fraction pouvant être négligeable par rapport au tt nécessaire à boucler le cycle productif.

En reprenant l'exemple de la boîte, la décontamination des sols excavés pour l'extraction de la bauxite, la neutralisation chimique des gangues stériles, le reboisement des sites d'extraction, les soins à donner aux travailleurs victimes des polluants (fluor, monoxyde de carbone, hydrocarbures polycycliques aromatiques, etc.) peuvent "coûter" beaucoup plus de tt que la fabrication des boîtes elle-même. Faute d'effectuer ces opérations, soit d'en payer le prix, le processus engendrera une "dette productive" sur laquelle nous reviendrons.

2. Plus la durée d'usage de l'utilité est longue et plus le tt nécessaire à la produire sera proportionnellement réduit.

Étude/Écologie/Débat

ment de la biodiversité", "épuisement physique et moral des salariés". Ce sont là des désastres que les courants écologistes réformistes se gardent d'attribuer au système capitaliste.

En ce qui concerne la production et l'utilisation d'énergie et les transports en Suisse il est utile de lister les opérations non comptabilisées. Leur coût s'élève « annuellement entre 11 et 16 milliards de francs [suisse (10)] qui ne sont pas payés par les consommateurs et producteurs et qui sont donc externes. Ces effets se produisent de façons très diverses : Émission de polluants résultant de la combustion de matières fossiles (maladies, pertes de production dans l'agriculture et la sylviculture, dégâts aux forêts et aux bâtiments, changements climatiques) ; Pannes et risques majeurs (navires de pétroliers, accidents majeurs de centrales nucléaires) ; Occupation de l'espace (routes, aéroports, barrages, disparition des zones riches en faune et flore) ; Infrastructure (frais non couverts concernant la construction et l'entretien des réseaux routiers et ferroviaires ainsi que des aéroports) ; Accidents dans les transports (pertes macro-économiques imputables aux accidents non couverts par les assurances individuelles) ; Nuisances sonores. » (11).

Le PCP est donc un processus de luxe, extrêmement coûteux, inapplicable à l'ensemble des populations de la Terre et ne pouvant être poursuivi durablement là où il est en vigueur. Il conduit l'humanité vers une triple impasse :

1. Échec du processus de production doublé de l'opposition politico-économique à toute recherche et tout développement d'alternatives. Si des alternatives poudre-aux-yeux du genre "développement durable" étaient appliquées par le système capitaliste, elles ne pourraient l'être qu'à dose homéopathique et dans le seul but de ménager les profits.

2. Raréfaction des ressources essentielles du PCP telles que le sol, l'eau et les combustibles fossiles. Là encore les alternatives proposées par le système capitaliste à grand renfort d'optimisme forcé ne font pas illusion. Les futures piles à combustible, par exemple, nous sont annoncées comme l'alternative au pétrole quand bien même les médias se gardent bien de dire quelle énergie serait utilisée pour en produire l'hydrogène !

10. Soit entre 7,25 et 10,54 milliards d'euros ou entre 47,56 et 69,14 milliards de francs français.

11. J.-L. Juvet, *Journée sur la physique du bâtiment*, 2.11.1999, Yverdon, Suisse.

12. K. Marx, *Œuvres*, Gallimard (souligné par Marx).

13. Charles Gide, op.cit.

3. Accroissement alarmant de la dette productive dont la réparation dans l'urgence s'impose comme une nouvelle tâche indispensable mais improductive. Ces tâches de reproduction — dépollution, prévention des catastrophes, soins aux victimes des désastres, etc. — viennent s'ajouter aux tâches de production, chargeant l'humanité déjà épuisée d'un surtravail sans précédent dans l'histoire.

7. Dette productive impayée

La formation de cette dette productive, que certains appellent "écologique", s'explique par le fait que le processus de production capitaliste interrompt toute opération de transformation dès que les utilités produites ont acquis une valeur marchande et sont distribuées en vue de l'accumulation. Si cela était vérifié, les profits capitalistes proviendraient du non-paiement de la restitution des ressources mises en œuvre, soit de leur non-reproduction. Le montant des profits du capital pourrait correspondre à celui de la dette productive : les profits privés ne seraient que des déficits publics à l'échelle de la Planète.

On aurait alors affaire à une exploitation non plus seulement des ressources en travail humain — dont le paiement de la reproduction n'est que partiellement payé par les salaires — mais tout autant des ressources énergétiques et matérielles empruntées dans le processus. Cet emprunt non ou partiellement restitué s'apparenterait à l'appropriation de ce qu'on pourrait nommer une plus-value généralisée constituée par une double ponction sur le travail et la nature.

Car comme le note Marx, « le travail n'est pas la source de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle !) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine. » (12). Ou encore : « Le capital n'est autre chose que la richesse envisagée sous un certain aspect (...) qu'un produit du travail et de la nature. » (13)

Si cette hypothèse est vraie, la conséquence en est que si les travailleurs en tant que ressource sont dépossédés d'une part du produit de leur travail, l'ensemble des êtres humains dominés par le capital sont dépossédés de leurs moyens de survie.

Cependant, à la différence de l'exploitation par la restitution partielle du travail, l'exploitation par la non-restitution des ressources communes est beaucoup moins perceptible. Ce n'est plus à la lecture de fiches de

salaires mais qu'après plusieurs décennies, voire un siècle de pillage de la nature que les exploités pourront découvrir l'escroquerie. Cela explique probablement pourquoi le marxisme aurait sous-estimé l'exploitation conjointe des deux seules richesses que les opprimés possèdent : leur force de travail et les forces de travail de leur nature.

Si tel est le cas, le prolétariat ne serait plus seul au premier rang de la lutte de classe, mais parmi une armée d'êtres humains tous autant exploités les uns que les autres. Ainsi, mouvements ouvriers et mouvements sociaux ne faisant qu'un dans la lutte, les organisations révolutionnaires verraient leurs objectifs clarifiés.

Pour revenir au choix fossile, si l'accumulation peut être plus avantageuse en appliquant le principe de l'emprunt non remboursé, cela expliquerait pourquoi le capitalisme a orienté progressivement son processus de production vers les ressources non renouvelables. Pour pouvoir tirer de la valeur par le non-paiement de la dette productive, il lui fallait créer cette dette, et pour ce faire, n'exploiter que les ressources devant être restituées, massifier leur exploitation et négliger toute ressource spontanément renouvelable.

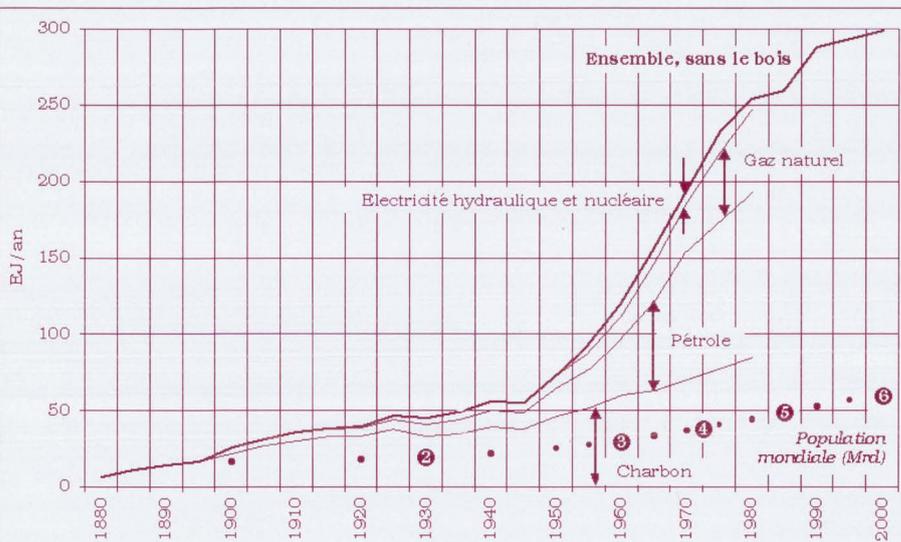
Le recours progressif et massif au charbon puis au pétrole, au gaz naturel, au nucléaire et l'abandon progressif des énergies solaires tels que la biomasse, l'hydraulique ou l'éolienne trouveraient alors une explication cohérente (voir graphique 3).

8. Énergies solaires

Bien que cela puisse paraître contradictoire, le recours aux énergies solaires a toujours été dominant dans tous les processus de production, y compris capitaliste, où les combustibles fossiles ne représentent de fait qu'un appoint énergétique. Affirmer que les combustibles fossiles sont indispensables est tout aussi faux que de dire que l'usage de l'énergie solaire devrait être accru : il doit devenir exclusif.

Cette énorme quantité d'énergie, dispensée en permanence sur toutes les régions de la terre, assure les apports thermiques et photoniques nécessaires à la vie humaine et aux processus vitaux de production végétale et animale indispensables à l'alimentation des êtres humains. Le rayonnement solaire produit quantité de matériaux ligneux et fibreux utilisés dans la production d'habitations et d'habillements.

De plus, le soleil constitue en permanence des ressources énergétiques dynamiques en déplaçant des flux terrestres en créant



Graphique 3

Au cours du siècle passé, la consommation mondiale d'énergies fossiles a augmenté plus vite que la population, ceci malgré le fait que les populations appauvries et qui sont majoritaires en soient privées.

Évolution de la consommation annuelle mondiale des diverses énergies primaires, bois exclus (EJ/an). D'après : le "Guide de la technique, Énergie", Presses polytechniques et universitaires romandes, 1993 et les statistiques de l'agence internationale de l'énergie (IEA) pour les données postérieures à 1980

ainsi de puissants courants aériens et marins capables d'actionner moulins et turbines propres à produire de l'électricité sans la moindre pollution.

Enfin, l'énergie solaire accumule des stocks d'énergie par la production ininterrompue de combustibles ligneux et sous la forme de gigantesques masses d'eau qu'elle évapore des mers et précipite en altitude.

Comparées aux énergies solaires, les réserves de pétrole ne représentent que l'équivalent de cinq jours de rayonnement solaire sur la terre et toutes les réserves fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel), que quinze jours (14). Les apports en énergie solaire potentiellement exploitables en Suisse équivalent à 200 fois la consommation actuelle. A l'échelle de la Planète ce rapport entre solaire et fossile est estimé à un milliard de fois. Ainsi, même en tenant compte des importantes pertes dues au captage de l'énergie solaire, notre approvisionnement énergétique pourrait être multiplié par 200 (15). Qu'il faille encore en 2001 décrire les potentialités de l'énergie solaire et démontrer que l'humanité n'a pas d'autre choix que de l'exploiter en exclusivité relève du mystère pour tout scientifique.

Plusieurs raisons peuvent expliquer nos craintes face à l'abandon du fossile et à son remplacement par le solaire que l'on croit dilué, intermittent et insuffisant pour satisfaire nos besoins en énergie :

1. Si les milliards d'êtres humains exploités ont intégré le PCP comme étant le nec plus ultra de l'approvisionnement en énergie et la condition *sine qua non* de l'accroissement de la productivité, c'est qu'il nous est imposé sans que nous en ayons été informés ni

consultés. En effet, « il n'y a, dans aucun pays au monde, de tribune politique où se débattent les questions fondamentales soulevées par les choix techniques » (16). Ainsi, nous pensons naïvement qu'aucun autre processus de production, aucune autre économie, aucun autre monde ne semblent possibles ; c'est le nucléaire ou la bougie !

2. L'appareil de production capitaliste (agriculture, élevage, industrie, services) et son infrastructure (usines, bâtiments, moyens de transport) sont conçus et construits depuis plus d'un siècle de sorte à ce qu'ils soient dépendants des énergies fossiles. Leur reconversion au solaire entraînerait des bouleversements qui nous semblent irréalisables donc impensables.

3. Le recours au solaire apparaît comme un repli technologique, un regret du passé, un retour en arrière vers les privations préindustrielles. Cette croyance bloque tout débat public sur l'avenir énergétique de l'espèce humaine. Pourtant « une civilisation soutenable ne signifie pas une société primitive, mais au contraire, il peut s'agir d'une société technologiquement très avancée (...). La technologie, cependant, ne pourra nous libérer que si elle est dirigée par une éthique qui fasse du Soleil, en dernière instance, la seule source énergétiquement admissible » (17).

4. Proposées comme des rajouts bricolés et non pas comme des alternatives crédibles au fossile, les rares installations solaires actuelles apparaissent comme des plaisanteries, des gadgets de luxe réservés à ceux qui ont les moyens de les exhiber. De plus, certaines installations solaires telles les barrages monumentaux (Trois Gorges) ou les fermes

d'éoliennes (Nord de la Corse) qui déparent les paysages, détruisent des villages, occasionnent des nuisances ou accroissent les risques de catastrophes suscitent des oppositions légitimes. C'est que la marchandisation de l'électricité que ces monstres fournissent conduit à concentrer les installations de production au lieu de les disperser en petites unités proches des lieux de consommation.

5. Les ordres moralisateurs tels qu'économiser l'énergie, recycler des déchets, protéger la nature... créent l'illusion qu'il suffit que chacun se donne un peu de peine pour que la crise énergétique soit écartée. « Renoncer au fossile et abuser tant et plus du solaire ! » voilà le seul mot d'ordre réaliste. « Présenter la question du changement climatique comme le principal problème de la dégradation écologique et environnementale de la Planète à résoudre, ne peut s'expliquer que comme une stratégie dissuasive servant à distraire l'attention des dégradations qui quotidiennement sont infligées au sol, à l'eau, à la végétation et aux écosystèmes locaux, dégradations qui seraient-elles plus faciles à prévenir [que les changements climatiques] » (18).

Les blocages des maîtres actuels de la production, le scepticisme conservateur des uns ou l'indifférence des autres face à la question basement matérielle qu'est l'usage des matières terrestres, ne pourront cacher longtemps les énormes potentialités que recèle l'application des techniques contemporaines à l'exploitation de l'énergie solaire pour la satisfaction des besoins de l'ensemble des êtres humains. D'innombrables inventions, prototypes, réalisations de capteurs d'énergie, bâtiments ou machines, démontrent qu'un autre mode de produire est possible. Reste aux producteurs associés à se réapproprier leurs moyens de production pour ainsi en avoir les produits. « En saisissant la main invisible du solaire et en gérant l'économie avec des ressources renouvelables, la société mondiale gardera les pieds sur terre, et ses membres vivront dans un environnement plus libre et plus juste. La richesse de quelques-uns — individus, entreprises ou sociétés — deviendra progressivement une richesse pour tous,

14. José Manuel Naredo et Antonio Valero, *Desarrollo económico y deterioro ecológico*, Argenteria, 1999. Ouvrage résumé dans *Cuantificando et capital natural. Más allá del valor*.

15. B. Commoner, *En paz con el planeta*, Crítica, 1992.

16. C. DeBresson, *Comprendre le changement technique*, Les Presses de l'Université d'Ottawa & Editions de l'Université de Bruxelles, 1993.

17. Naredo et Valero, op. cit.

18. ibid.

Étude/Écologie/Débat

plus équitable et mieux répartie ; elle sera le produit d'un développement économique lancé par l'homme et non par des bureaucraties, d'une croissance qui, avec les ressources solaires repartira sur de nouvelles bases. » (19)

9. Révolution sociale, révolution technique

La prise de conscience des contradictions politiques et sociales du capitalisme doit être enrichie par la prise de conscience de ses contradictions techniques. Notre projet de société doit être épaulé par un projet de production. Telle est la conclusion que l'analyse de la crise humaine et matérielle actuelle du capitalisme nous autorise à tirer.

Fasciné par le productivisme, le mouvement révolutionnaire s'est fixé sur les acteurs de la production : le prolétariat. Or, il apparaît que les prolétaires et les "consommateurs" sont autant exploités les uns que les autres. Les uns par l'appropriation de leur force de travail, les autres par l'appropriation des forces de travail de la nature qui leur appartiennent tout autant. S'il en est ainsi, la lutte de classe se double de la lutte de masse de milliards d'êtres humains dont les ressources vitales leur sont dérobées et dilapidées. Le renforcement des mouvements anti-mondialistes en est l'expression.

Crises économiques, révoltes ouvrières, luttes syndicales pour la défense des intérêts immédiats des travailleurs... le scénario classique de la révolution pourrait être bousculé par la multitude d'acteurs émergents sur la scène mondiale. Ces exploités-là ne réclament plus seulement des salaires pour vivre mais les moyens et le droit de survivre. Ils revendiquent la terre pour cultiver, la paix pour travailler, la nourriture, l'eau, des combustibles, des médicaments, de meilleures protections contre les catastrophes, des droits, le respect de leur culture.

Alors se pose la question de savoir comment fusionner ces revendications pour que les luttes éparses convergent. Une vision commune du monde que nous voulons est nécessaire mais elle ne peut être concrète qu'une fois acquise la certitude qu'il n'y a

pas de fatalité technique. Comme l'écrit Christian DeBresson : « Il fallut vaincre la perception animiste de la terre avant de commencer à extraire des minéraux du sous-sol. De même faudrait-il aujourd'hui développer une nouvelle vision du monde pour amorcer la réorientation du changement technologique (...). Peut-être pourrions-nous réorienter radicalement la technique si nous commençons par nous débarrasser de la religion moderne de la fatalité technique et si nous reprenons la maîtrise de nos choix techniques. » (20)

Se pose alors une autre question : les exploités bernés et mis à l'écart des enjeux et des savoirs ont-ils les compétences nécessaires à « réorienter radicalement la technique » ? La réponse est simple : il n'y a pas d'autres compétences que celles des exploités. « Quand les questions scientifiques sont constituées en questions sociales — ce qui arrivera de plus en plus souvent dans l'avenir — la responsabilité du choix doit être remise à des citoyens incompetents dans le domaine précis où doit s'exercer leur choix, avec le risque permanent de se tromper » (21).

Le problème du processus de production doit être posé urgemment. Il l'est déjà indirectement par les courants écologistes, féministes, urbanistiques, artistiques, scientifiques, paysans, tiers-mondistes... mais la finalité du travail l'est trop peu par le prolétariat et trop mal par leurs syndicats. Le productivisme n'est plus de mise et les risques d'échecs par manque d'alternatives au procès capitaliste de production sont grands.

Alors construire d'ores et déjà des alternatives utopiques au PCP ? « Non ! Personne ne sait ni ne détient le secret de l'avenir. À peine des pressentiments, des échappées de vue, un coup d'œil fugitif et vague, sont-ils possibles aux plus clairvoyants. La révolution seule, en déblayant le terrain, éclairera l'horizon, lèvera peu à peu les voiles, ouvrira les routes ou plutôt les sentiers multiples qui conduisent à l'ordre nouveau. Ceux qui prétendent avoir, dans leur poche, le plan complet de cette terre inconnue, ceux-là sont des insensés » (22).

Donc point d'illusions technicistes ni de fausses promesses pour un autre monde de production plus respectueux de la nature et des êtres humains. « S'il n'y avait pas eu exploitation de la force de travail, l'exploitation de la nature n'aurait pas pu se généraliser, et à l'inverse, s'il n'y avait pas eu exploitation de la nature, celle de la force de travail n'aurait pas eu de support matériel (...). La transformation de nos rapports à la nature est inséparable de la transformation des rapports sociaux ». (23)

Le système capitaliste a conduit l'humani-

té vers une crise majeure de sa production. Toutes les solutions techniques à cette crise sont là mais faute de les connaître, l'espoir des exploités sera brisé par le découragement et le fatalisme que cette crise engendre. Un autre monde est certes possible mais pour que cette affirmation volontariste devienne un projet politique, toutes les potentialités techniques de l'humanité doivent être révélées.

juillet 2001

Bibliographie

- BIHR Alain, *Actualiser le communisme*, Carré rouge N° 18, été 2001.
- BROWN L.R. et al. *L'état de la planète 1998*, Economica, 1998.
- COMMONER Barry, *En paz con el planeta*, Crítica, 1992.
- DEBRESSON Christian, *Comprendre le changement technique*, Les presses de l'université d'Ottawa, Editions de l'Université de Bruxelles, 1993.
- DEBEIR Jean-Claude, DELEAGE Jean-Paul, HEMERY Daniel, *Les servitudes de la puissance, une histoire de l'énergie*, Flammarion, 1986.
- EPFL, *Guide de la technique, L'énergie*, Presse polytechniques et universitaires romandes, 1993.
- HARRIBEY Jean-Marie, *Introduction aux relations entre économie et écologie*, Université d'ATTAC 2000.
- HOUTART François, *Des alternatives crédibles au capitalisme mondialisé*, Forum social mondial 2001.
- JOHSUA Samuel, *Le marxisme, le progrès, les sciences : nouveaux regards sur la démocratie*, Colloque Regards Critiques, janvier 1999.
- LÖWY Michael, *Walter Benjamin : Avertissement incendie*, PUF, 2001.
- MATINEZ ALIER Joan, *La confluence dans l'éco-socialisme*, dans *L'idée de socialisme a-t-elle un avenir ?*, PUF, 1991.
- MARX Karl, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Anthropos, 1968.
- MARX Karl, ENGELS Friedrich, *Manifeste du Parti communiste*, Ed sociales 1976.
- MEINEL A.B. et M.P., *Applied Solar Energy*, 1976. Il figure parmi les nombreux ouvrages sur l'histoire de l'énergie solaire.
- MOUCHOT Augustin, *La chaleur solaire et ses applications industrielles*, Gauthier, 1869.
- MUMFORD Lewis, *Technique et civilisation*, Seuil, 1950.
- MUMFORD Lewis, *Le mythe de la machine*, tome 2, Fayard, 1967.
- NAREDO José Manuel et VALERO Antonio, *Desarrollo económico y deterioro ecológico*, Argentaria, 1999. Ouvrage résumé dans *Cuantificando et capital natural. Más allá del valor*.
- PNUD, *Rapport sur le développement humain*, 1998 et 1999, DeBoeck.
- SCHMIDT Alfred, *Le concept de nature chez Marx*, PUF 1994.
- SCHEER Hermann, *Le solaire et l'économie mondiale*, Solin 2001.

19. H. Scheer, *Le solaire et l'économie mondiale*, Solin 2001.

20. C. DeBresson, op. cit.

21. Samuel Johsua, *Le marxisme, le progrès, les sciences : nouveaux regards sur la démocratie*, Colloque Regards Critiques, janvier 1999.

22. Auguste Blanqui (cité par Michael Löwy, *Walter Benjamin : Avertissement incendie*, PUF, 2001).

23. J.-M. Harribey, *Introduction aux relations entre économie et écologie*, Université d'ATTAC 2000.